

La main dans le sac

L'affaire d'espionnage dévolée la semaine dernière par le gouvernement indien, et qui s'enrichit chaque jour de nouveaux détails croustillants, constitue un mauvais coup pour la France. Le silence que l'on observe à ce sujet à Paris ressemble étrangement, en effet, à un aveu, tout comme le « rappel » du colonel Boileau, que l'on connaît, semble-t-il, à observer le plus grand silence depuis qu'il a regagné l'hexagone. Ne parlons pas des deux mystérieux « hommes d'affaires » français qui auraient réussi à quitter l'Inde au cours des derniers jours, et que personne ne paraît très pressé d'identifier...

Inutile de nous voiler la face ou de pousser des cris d'orfèvre en constatant que la France a bien un service d'espionnage, et qu'elle s'en sert. De telles pratiques existent depuis que les hommes se donnent - ou subissent - des gouvernements, et il y aurait quelque malice à s'en scandaliser. Cela dit, cette affaire soulève quelques questions très spécifiques auxquelles il faudra bien, un jour, que les responsables répondent. Celle-ci en particulier : le « réseau » français de New-Delhi ne travaillait-il que pour ses mandats français ou n'était-il qu'un rouage d'une « multinationale » de renseignement, comme le laisse entendre une partie de la presse indienne ?

Autre interrogation, plus fondamentale peut-être : la diplomatie française - car l'affaire aura sans aucun doute des conséquences diplomatiques - ne risque-t-elle pas de payer un tribut de plus en plus élevé à la politique intensive de vente d'armes développée par la France bien avant que M. Mitterrand n'arrive au pouvoir, mais poursuivie, après quelques hésitations, par les gouvernements socialistes ?

Il est probable, en effet, que le scandale qui éclabousse la France est dû, au départ, à la volonté de Paris de disposer des meilleures informations possibles pour mener à bien sa politique de vente d'armes. Contrairement à ce qu'indiquent les statistiques du commerce extérieur - qui comptabilisent les livraisons faites en vertu de vieux contrats, mais qui ignorent les projections, - le commerce des armes est en crise depuis plusieurs mois. Les clients traditionnels se font plus chiches - y compris les pays arabes, dont les revenus diminuent avec le cours du pétrole - et révisent à la baisse leurs projets. Pour tenter de maintenir un niveau de ventes suffisant, les marchands français se sont d'ailleurs lancés depuis 1983 dans une politique de « dumping » envers certains pays, mais il s'agit là d'une pratique contestable. Bizarrement, c'est l'Inde qui a bénéficié la première de cette « casse des prix » grâce à laquelle elle va obtenir un lot de Mirage 2000 pour les neuf douzièmes de leur prix...

Il reste maintenant à mesurer les exactes retombées commerciales et diplomatiques de l'imbroglio franco-indien. Même si M. Rajiv Gandhi ne tient manifestement pas à se lancer dans une vaste campagne anti-française, il est clair que les positions françaises vont souffrir de cet épisode malheureux. La conclusion d'un contrat portant sur la livraison d'un second lot de Mirage 2000 paraît tout aussi compromise que celle d'un accord pour la vente de quatre cents canons de gros calibre.

Une dernière constatation : l'affaire de New-Delhi ne pourra qu'enchanter Moscou, où l'on souriait à quelques doutes sur la fidélité de M. Rajiv Gandhi à certains engagements de sa mère. La presse soviétique n'a pas manqué de s'en emparer pour mettre « amicalement » en garde, une fois de plus, les autorités indiennes sur la « duplicité » de l'Occident...

(Lire nos informations page 6.)

Les indépendantistes calédoniens durcissent leur attitude

Les premières déclarations faites à Paris par le chef du mouvement indépendantiste canaque, M. Jean-Marie Tjibaou, expriment un certain durcissement à l'encontre du pouvoir après les derniers propos de M. Mitterrand. « Si le référendum est négatif, à nous continuer notre lutte tant que nous n'aurons pas la souveraineté sur notre pays. » A Nouméa, le député du gouvernement, M. Edgard Pisani, a affirmé que les

différents sabotages commis au centre minier de Thio et surtout à Konoua ne paralysaient pas la production de nickel dans cette région. « Il est évident, a-t-il également déclaré, que certaines hésitations à soutenir l'état d'urgence que la population a accepté avec satisfaction. » Le Parlement débat mercredi en fin d'après-midi du projet de loi prorogeant l'état d'urgence jusqu'au 30 juin.

S'assurer un avantage tactique

En reflux sur le terrain depuis la proclamation de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie, la mort de leur « chef de guerre », Eloi Machoro, et l'arrestation de quatre-vingt-sept militants, les dirigeants canaques indépendantistes passent à l'offensive sur le front des médias pour essayer de convaincre l'opinion publique métropolitaine que leur cause est juste, et mériterait d'être soutenue aussi par l'opposition : la décolonisation, à leurs yeux, concerne « tous les Français ».

M. Jean-Marie Tjibaou, ancien chef de l'« Exercice territorial », aujourd'hui président du Front de libération nationale canaque socialiste (FLNKS), a fait sensation, dès son arrivée à Paris, mardi 22 janvier, en exprimant avec beaucoup de fermeté, par le canal de la télévision, sa détermination : « Si le référendum est négatif, nous continuerons notre lutte tant que nous n'aurons pas la souveraineté sur notre pays. »

Ce n'est pas la première fois que M. Tjibaou affirme qu'un échec référendaire ne serait que le prélude à la revendication de l'indépendance. Mais, dans le contexte politique actuel, ce rappel, auquel l'impact télévisé donne un caractère

spectaculaire, souligne clairement les limites, et les faibles, du plan conçu par M. Edgard Pisani, avec l'aval de M. François Mitterrand, pour essayer de trouver une solution de compromis qui puisse satisfaire les indépendantistes canaques sans léser les calédoches. Pourquoi M. Tjibaou, dont la réputation de modération n'a pas été démentie, bien au contraire, au cours de ces dernières semaines, a-t-il éprouvé le besoin

d'intervenir sur un tel registre ? N'avait-il pas adopté une attitude extrêmement conciliante lors de sa rencontre avec le président de la République, samedi dernier, à Nouméa ? N'était-il pas convenu qu'il fasse preuve de modération pour convaincre les responsables de l'opposition ?

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 7.)



« LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES »

« Je vous salue Marie »

de Jean-Luc Godard

Un entretien avec le photographe Jacques-Henri Lartigue

Pages 11 à 17

LES INCERTITUDES D'UNE ANNÉE PRÉSIDENTIELLE AU PORTUGAL

Le duel Eanes-Soares

L'année 1985, qui doit se terminer en décembre par une élection présidentielle, a politiquement commencé « sur les chapeaux de roue » au Portugal. Dans son message de Nouvel An, le président Eanes a, en effet, quasiment accusé le chef du gouvernement, le socialiste Mario Soares, d'être dépourvu de sensibilité sociale. N'a-t-il pas fustigé les « sacrifices sans contrepartie » que subissent les citoyens. Dénoncé l'aggravation des injustices dans le pays ?

La réplique du premier ministre a été prompte. M. Soares a accusé le président de se comporter en chef de l'opposition, d'avoir, en tout cas, rompu avec la « solidarité institutionnelle », nécessaire dans toute démocratie, « en vue d'organes de souveraineté ».

Toutes les ambiguïtés du Portugal, une décennie, neuf élections et quinze gouvernements après la

« révolution aux œillets », se trouvent résumées dans cette passe d'armes dont la vivacité laisse augurer une année agitée et une campagne électorale qui ne sera pas moins.

Un secrétaire général du Parti socialiste dépourvu de sensibilité sociale ! Voilà qui est un peu fort et mérite examen. Lorsque M. Soares est revenu au palais de Sao-Bento, le 19 juin 1983, après cinq années de « traversée du désert », il a trouvé un Portugal ébranlé par une crise qui s'était installée pendant les trois années et demie de gouvernement de la coalition conservatrice Alliance démocratique. D'une part, l'équipe dirigeante constituée le 3 janvier 1980 avait, d'emblée, été privée d'un outil pour elle essentiel lorsque le Conseil de la révolution (où les officiers progressistes du 25 avril 1974 étaient majoritaires) avait mis obstacle à une loi autorisant les capitaux privés à s'investir dans la banque, les assurances et certains secteurs industriels nationalisés en 1975. D'autre part, le décès dans un accident d'avion, le 4 décembre 1980, du premier ministre Francisco Sa Carneiro et l'incapacité où s'était trouvé son successeur, M. Francisco

Balsemão de s'imposer à la tête de la coalition et du gouvernement ont à peu près paralysé l'action des pouvoirs publics deux années durant.

Comme il est fréquent, c'est à un premier ministre socialiste qu'il allait revenir de remettre la « maison » en ordre. M. Soares, au demeurant, avait déjà fait cela très bien, une première fois, en 1977, alors que le Portugal était économiquement exsangue après les soubresauts révolutionnaires de 1974-1975 et la pénible institutionnalisation de 1976. Il avait fait appel au Fonds monétaire international et décidé un premier train de mesures d'austérité. Dans un contexte international alors favorable, la « potion » avait été avalée sans trop d'hésitations, et l'économie nationale avait redémarré bon train en 1979.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 4.)

LIRE

2. COMMENTAIRES

La deuxième mort du général de Gaulle, par Maurice Duverger.

9. SOCIÉTÉ

Du pétrole sous Notre-Dame de Paris ?

18. COMMUNICATION

Jacques Chirac au secours du plan câble.

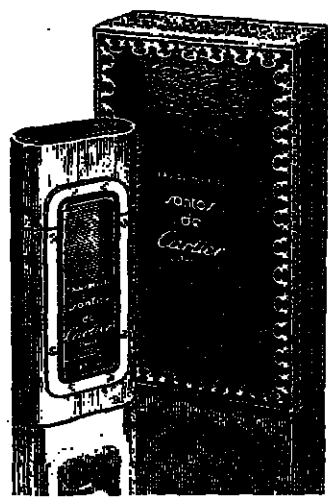
24. SOCIAL

Congés de conversion pour tous les licenciés économiques.

28. ÉCONOMIE

Importantes mesures fiscales de relance du bâtiment.

PARFUMS Cartier



EAU DE TOILETTE SANTOS DE CARTIER

FLACON RECHARGEABLE

« Le Monde » à 4,20 francs

Comme la plupart des autres quotidiens parisiens l'ont déjà fait ou s'apprêtent à le faire, le Monde augmente, à partir du 23 janvier (numéro daté 24), son prix de vente de 20 centimes, ce qui le porte à 4,20 francs. Le prix du numéro du samedi reste inchangé à 5 francs. Nos lecteurs nous adressent depuis quelques jours d'incompréhensibles messages d'encouragement. Ils comprendront que, dans la situation financière où nous nous trouvons, il n'y a pas de meilleure manière de nous soutenir que d'accepter de bon cœur de déboursier un petit peu plus pour acheter un journal qui reste moins cher, au demeurant, que tel ou tel autre de ses concurrents. - A. F.

AU JOUR LE JOUR

Information

Des anciens hauts fonctionnaires proches du RPR ont créé l'association Sécurité et paix publique. Ils viennent d'adresser à dix mille professionnels de la lutte contre l'insécurité (préfets, magistrats, policiers, gendarmes, etc.) une lettre demandant aux destinataires de lutter contre le « laxisme pénal » et l'« activisme doctrinal » qui entretiennent la peur des Français.

L'association se propose notamment de « présenter à l'opinion publique une information complète et objective » sur les « activités » des professionnels de la lutte contre la violence.

Sécurité et paix publique : noble dessein. Mais où passe la frontière entre l'information vigilante et la dénonciation ? Tout cela aboutira-t-il à l'insécurité et à la guérilla dans la fonction publique ? On en a peur.

BRUNO FRAPPAT.

LU

« SOIRS ET LENDEMAINS DE FÊTE », de Jacques Lesourne

Un témoignage anti-manichéen

Du bilan de la France en mai 1981 — que nous fûmes chargés d'établir ensemble — jusqu'à la fin de 1984, Jacques Lesourne a tenu un journal qui est un témoignage d'une rare qualité. Rare, certes, par l'intelligence pénétrante et la plume alerte de son auteur, analyste mondainement réputé. Rare aussi par le refus qu'il manifeste du manichéisme politique de la plupart des discours actuellement entendus. Il est impossible d'enfermer cet homme-là, comme on aime tant à le faire aujourd'hui du haut des tribunes et dans les salons, dans un camp ou dans l'autre.

Sur chacun des sujets qu'il traite, au long des trois années sous revue, en commençant à mesure l'actualité, les jugements portés sur l'expérience socialiste ne sont jamais, comme il tient à le préciser lui-même, « l'expression d'un libéralisme à tout crin ». Et, ajoute-t-il, en conclusion d'avis sévères ou louangeurs, « si le septennat précédent n'a pas été la catastrophe que dénonçait la gauche, par naïveté ou habileté, l'actuel ne sera pas le désastre que la droite prédit, par conviction ou par routine ».

« Impertinent » sans cesser d'être pertinent, « tranquille » sans devenir désabusé, il propose à la réflexion ce qui lui paraît être le plus vrai ou le moins incertain, au mépris de toutes les qualifications partiales. La lumière crue qu'il projette sur les choses n'accentue pas les contrastes, mais restitue les nuances réelles à des regards sans cillères.

Ratages et coups heureux

Le Monde, dont c'est aussi, me semble-t-il, la dernière volonté depuis une quarantaine d'années, ne saurait passer sous silence l'application que voilà. Les ratages avérés sont mis en évidence (la relance initiale par la consommation, les nationalisations inutiles ou inopérantes, le prétentieux sommet de Versailles...), en même temps que justice est rendue aux coups considérés comme heureux (l'abolition de la peine de mort et des tribunaux d'exception, une partie des lois Auroux, la décentralisation, la fermeture sur la production d'énergie nucléaire et sur l'équilibre des armements entre les Grands...), de même qu'aux justes pensées menées, avec plus ou moins d'adresse, jusqu'aux actes et aux revires-

ments opportuns, dont la sagesse appelle l'éloge plus que l'ironie.

Pour Jacques Lesourne, l'alternance n'avait que trop tardé, et l'ancienne majorité était fatiguée. Les arrivants auraient cependant pu être mieux préparés, moins inexpérimentés et, notamment, éviter de favoriser à ce point l'« oligopole social » et l'« avancée d'un Etat pesant », belourd. Mais, tout compte fait, avec une honnêteté et une subtilité, « l'élection de François Mitterrand a été bénéfique pour la société française ».

La leçon ainsi donnée par ce brillant essai est que tout événement, fût-il « fascinant », doit trouver l'observateur assez critique au départ pour qu'à terme ses déductions soient également mesurées.

Attitude expérimentale

Jacques Lesourne a-t-il raison, pour autant, de se qualifier comme étant un homme du « centre » ? Ce terme ne risque-t-il pas de le faire apparaître indolent comme prisonnier d'un troisième compartiment sur le cadran politique, de le fixer sur une position où l'on peut confondre le pire, mais de créer des conditions permettant aux humains de construire eux-mêmes, par interactions, les évolutions qu'ils désirent ou acceptent.

Ce libéralisme-là, qui « tempère la recherche de l'optimalité par celle de la viabilité », ne fait pas procéder du choix des instruments de quelque doctrine ou incantation, fût-elle « centriste », mais d'une attitude expérimentale, qui, comme on le sait d'après les plus belles découvertes, nécessite beaucoup de sorties hardies, hors des douilles ou filets « entre-deux ».

N'est-ce pas le refus de tout confort intellectuel qui fait, avec Jacques Lesourne, notre principale conviction ?

FRANÇOIS BLOCH-LAINÉ.
★ Soirs et lendemains de fête, Journal d'un homme tranquille, chez Robert Laffont, 372 p., 85 F.

La deuxième mort du général de Gaulle

Les leçons de la décolonisation et du discours de Phnom-Penh sont oubliées par le RPR. En Nouvelle-Calédonie, M. Mitterrand reprend le flambeau du gaullisme

Par MAURICE DUVERGER

DANS l'affaire de la Nouvelle-Calédonie, le RPR couronnerait-il une évolution de plusieurs mois ? Rompra-t-il les derniers liens avec son fondateur ? Achèvera-t-il le meurtre du père ? Mort dans son corps en 1970, le général sera-t-il liquidé dans sa pensée en 1985 par ceux qui continuent à revendiquer son héritage ? Après le ralliement au libéralisme économique sans frein, l'abandon de l'« ardente obligation » du Plan, le projet de détruire les nationalisations de 1981, voici que la décolonisation et le discours de Phnom-Penh seraient à leur tour jetés à la poubelle si François Mitterrand ne les reprenait à son compte.

Le plan Pisani est d'abord conforme à la Constitution établie par de Gaulle. Les questions proposées pour le référendum d'autodétermination ne soulèvent aucune critique. L'option entre le statut de 1984 et l'indépendance-association donne aux électeurs une grande liberté. La préférence marquée pour la seconde solution ne choquera que les ignorants ou les tartuffes, puisque tous les gouvernements ont indiqué jusqu'ici le « bon choix » lors des consultations populaires. L'essentiel est que les électeurs aient le dernier mot, et ils l'auront.

Le projet tire même de son soubassement la Constitution de la Constitution : cet article 88 jamais appliqué encore et qui va l'être enfin. Or il n'est pas perdu dans la foule des quatre-vingt-dix autres. A lui seul, il forme le titre XIII sur les « accords d'association », ce qui souligne son importance. Il présente une autre originalité. Absent du canevas original, il a été décidé à la

suite des débats du Comité consultatif constitutionnel. On peut penser que le général a été convaincu sur ce point par la belle intervention de Léopold Senghor déclarant alors : « Notre désir d'indépendance peut s'accommoder d'une association étroite avec la France dont nous avons besoin. » (1)

Même l'obligation d'une résidence de trois ans pour être inscrit sur les listes électorales ne serait pas inconstitutionnelle si elle s'appliquait à tous les citoyens ayant leur domicile en Nouvelle-Calédonie, comme ce fut le cas dans le référendum somalien de 1967, décidé par de Gaulle. La règle des six mois est posée par une loi, qu'une autre loi peut modifier. Le professeur Foyer a eu raison de souligner que des citoyens séjournant pour une brève durée sur un territoire d'outre-mer ne correspondent pas à la notion de « populations intéressées » dont le consentement est exigé par l'article 53 pour l'accession à l'indépendance. Le référendum de 1977 était inconstitutionnel parce qu'il n'aurait pas été à trois ans de résidence que les « inscrits non originaires du territoire », ainsi trappés d'une discrimination interdite par l'article 2 de la Constitution.

Le plan Pisani est encore plus gaullien par son esprit. Certes, le général avait souligné le caractère français de la Nouvelle-Calédonie lors de son voyage dans la grande île. Mais comment croire que cet implacable réaliste ne verrait pas aujourd'hui que les moyens de 1966 ne sont plus applicables pour atteindre son objectif fondamental ? Il ne lui avait pas fallu dix-huit ans, mais

moins de deux, pour changer sa politique envers les territoires africains. Dès 1960, il renouait à les maintenir par la force dans la communauté, qu'ils avaient pourtant plébiscitée le 28 septembre 1958 : clairvoyance qui a seule permis de maintenir notre présence sur le continent noir. Comment imaginer que de Gaulle ne tirerait pas en 1985 la leçon du boycottage des élections du 18 novembre 1984 par beaucoup de Canaques ? Comment penser qu'il ne comprendrait pas ce que ses pseudo-disciples feignent d'ignorer : que l'indépendance-association peut seule nous ancrer solidement dans ce pays des antipodes ?

L'occasion à saisir

Réduits à eux-mêmes, les Canaques ne peuvent y constituer un Etat véritable. Dans cette île qui occupe une position stratégique essentielle, sur ce porte-avions néoyau au cœur de l'océan qui devient le geyser d'un nouveau développement mondial, quelques milliers d'hommes fiers, sans cadres et sans armes, tomberaient vite sous la coupe de l'Afrique, de l'URSS ou de l'Australie, dont le jeu ne serait pas moins lourd que le nôtre aujourd'hui.

Associés à nous, ils pourraient mieux protéger et développer leur culture, tout en entrant progressivement dans la modernité. Associés à eux, nous donnerons à notre établissement en Nouvelle-Calédonie une légitimité sans laquelle il s'effriterait nécessairement à la longue. Certes, nous pouvons nous maintenir par la contrainte pendant quelque temps encore. Mais ensuite nous serons

balayés pour toujours au moment même où notre présence dans le Pacifique deviendrait de plus en plus importante. De Gaulle ne négocierait pas la force : mais il n'oubliait jamais qu'elle doit servir à négocier des compromis durables. Il savait qu'on peut tout faire avec des balonnettes, sauf s'asseoir dessus.

Comment ceux qui se réclament de lui ne voient-ils pas l'occasion à saisir ? La perspective de gagner quelques milliers de voix aux législatives de 1986 va-t-elle les conduire à enfermer la Nouvelle-Calédonie dans une impasse ? Vont-ils vraiment pousser leurs amis calédoniens à revenir au statut de 1984, qu'il faudra quelques bataillons de parachutistes pour appliquer hors de Nouméa ? Ou vont-ils comprendre ce que de Gaulle aurait saisi au premier coup d'œil : que les hommes ayant les moyens de torpiller l'indépendance-association ont aussi les moyens de la rendre favorable à la France ?

Le sort particulier de Nouméa, l'octroi du statut de résident privilégié, sont des éléments essentiels pour rassurer les timorés. Les audacieux verront-ils que le plan Pisani offre aux calédoniens une stratégie bien plus intelligente ? Elle consisterait à jouer à fond le jeu de l'indépendance en prenant eux aussi la nationalité calédonienne. Ils considèrent ce pays comme le leur. Pourquoi ne le prouveraient-ils pas en s'ancrant réellement sur cette terre, conjointement avec les Canaques ? Les uns et les autres ont aujourd'hui la nationalité française. Pourquoi leur serait-elle ôtée ? Rien n'empêcherait notre Parlement de décider que tous les Français qui prendraient la nationalité calédonienne retrouveraient automatiquement la nationalité française, eux et leurs enfants, le jour où ils décideraient de s'installer en France.

De toutes les solutions imaginables pour la Nouvelle-Calédonie, celle-ci est certainement la meilleure. Pour les calédoniens et pour les Canaques. Pour la grande île du Pacifique et pour notre Hexagone européen. Elle ne sera viable que si chacun joue réellement le jeu. Si les uns et les autres ne se reploient pas sur un racisme latent. Si le nouvel Etat est authentiquement multiculturel. Si ses deux composantes sont également attachées à son développement. Si le gouvernement français utilise les accords d'association pour maintenir l'équilibre entre les communautés.

Le refus du plan Pisani, le rejet de l'indépendance-association par le référendum, ne laisseraient plus qu'une seule voie : écraser dans le sang la résistance des Canaques. Nous en avons les moyens. Mais cette violation des lois de la République serait aussi la pire des fautes politiques, en sacrifiant l'avenir au présent. Voilà pourquoi François Mitterrand reprend aujourd'hui l'objectif du général de Gaulle : maintenir à long terme l'influence de la France, dans toute la mesure où elle peut l'être. Pendant que les gaullistes officiels reprennent le rôle de l'OAS.

réelles, imaginaires et même mensongères, adressées au tiers-monde par les courants les plus conservateurs aux Etats-Unis et en Europe occidentale, soucieux de justifier auprès de leur opinion publique une politique tout à fait indéfendable au plan moral. (...)

Certes, des « tiers-mondistes » naïfs et dogmatiques peuvent être exaspérés. Mais cela reste également vrai des dogmatiques de tout bord, y compris les néo-conservateurs.

3) La France est un des rares pays industrialisés jouissant encore d'un certain crédit de confiance auprès des pays du tiers-monde, malgré la déception causée par l'absence d'initiatives concrètes qu'on était en droit d'espérer d'un gouvernement socialiste.

Plus que jamais, un effort de corrélation avec le tiers-monde s'impose pour en dégager des propositions capables de sortir de l'impasse le dialogue Nord-Sud et de faire avancer le débat sur la réforme, combien nécessaire, du système international, bloqué par l'intransigeance américaine et l'indécision de l'Europe.

Décidément, la nouvelle fondation s'est trompée de cible.

IGNACY STACH,
directeur d'études
à l'Ecole des hautes études
en sciences sociales.

(1) Avis et débats du Comité consultatif constitutionnel, La Documentation française, 1960, p. 154.

COURRIER DES LECTEURS

Le rapport d'inflation

La lettre de votre lecteur M. de Lauriston concernant les écarts d'inflation française et allemande (Le Monde du 17 janvier) appelle une critique fondamentale.

Le rapport des inflations qu'il souligne n'a pas de valeur économique. Ce qui est correct économiquement, c'est bien la comparaison des écarts entre inflations. D'ailleurs, en reprenant le raisonnement de votre lecteur, si par exemple, un jour, l'inflation française tombait à 3 % pour une inflation allemande de 1 %, le rapport serait encore de trois fois, mais l'écart ne serait plus que de 2 % et l'on ne peut que souhaiter à la France de se trouver un jour dans cette situation.

A. MILTZEINE
(Courbevoie).

Le précédent pétainiste

Sous ce titre, dont le sens péjoratif n'est pas évident si on le situe hors contexte — ce qui ne saurait nous déplaire — le Monde du 3 janvier, page 21, publie une déclaration du Syndicat national travail emploi CFDT à propos du débat sur la flexibilité de l'emploi.

Témoignant d'une méconnaissance regrettable de l'histoire des rapports sociaux et de l'évolution du droit social en France, le rédacteur commente : « Pour la première fois dans l'histoire du droit du travail, celui-ci aurait évolué vers une moindre protection des salariés, et ce, à la demande de syndicats de salariés ! En effet, jusqu'ici, et sauf pendant la période pétainiste, le droit du travail n'a jamais avancé dans un sens défavorable aux salariés », etc.

Voilà une affirmation pour le moins surprenante lorsque l'on veut bien se souvenir que : — Les comités d'entreprise ont succédé aux comités sociaux qui, dans chaque établissement, par catégorie professionnelle, rassemblaient les représentants élus des employés, des ouvriers, des employés, des agents de maîtrise, des ingénieurs et cadres ; — En 1944, sept mille six cents d'entre eux étaient homologués (l'Office des comités sociaux, à base tripartite, était présidé par Aimé Lepère, premier ministre des finances du gouvernement de Gaulle) ; — Grande première dans l'histoire du travail et des travailleurs, la loi garantissant à chacun un salaire minimum vital (baptisé, à la Libération, SMIG) ; — Depuis 1941, le 1^{er} mai est la Fête du travail et des travailleurs.

Ces seules précisions démontrent que la « période pétainiste » a été favorable aux salariés.

RENÉ MINGUET,
secrétaire général de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain.

L'exode des juifs marocains

A propos de l'article sur les « points aériens » (Le Monde du 5 janvier) ayant amené des juifs en Israël avant les falachas, je me permets de préciser quelques points : entre l'indépendance d'Israël, en 1948, et 1957 (un an après l'indépendance du Maroc), 100 670 juifs marocains purent émigrer en Israël.

Pendant les quatre années suivantes, jusqu'au 22 mai 1961, les départs clandestins du Maroc vers Israël dépassaient à peine 10 000. De l'été 1961 à fin 1964, environ 130 000 juifs purent quitter le Maroc légalement, dont 100 000 arrivèrent en Israël. (Statistiques officielles marocaines et israéliennes, dans Doris Ben Simon-Donath, Immigrants d'Afrique du Nord en Israël, Anthropos - CNRS, 1970.) L'opération « Milir » réussit à faire partir, avec des passeports collectifs, 530 enfants juifs marocains entre le 26 juin et le 24 juillet 1961 dans le cadre de « colonies de vacances » en Suisse.

Une erreur administrative israélienne et une « fuite » en Israël, que la presse internationale ne répercuta pas, manquèrent faire capoter cette opération.

Les autorités marocaines ignoraient à l'époque la destination finale de ces enfants, mais elles autorisèrent quelques mois plus tard le recours à ces mêmes passeports collectifs qui permirent à plus de 100 000 juifs marocains de quitter le Maroc pour Israël, en l'espace de trois ans.

D. G. LITTMAN,
historien (Genève).

L'attaque du « tiers-mondisme »

J'ai lu avec stupeur dans le Monde daté dimanche 13-14 janvier que, sous le titre mystificateur « Liberté sans frontières », un groupe d'intellectuels parisiens, assisté par un universitaire suisse connu pour ses vues conservatrices sur le tiers-monde, vient de créer une fondation dans le but de s'attaquer au « tiers-mondisme ».

Cette nouvelle entreprise suscite trois commentaires :

1) De quel droit Médecins sans frontières, une organisation non gouvernementale (ONG) que beaucoup parmi nous respectent et soutiennent pour son action humanitaire sur le terrain, utilise une partie de son budget pour une action idéologique, de surcroît rétrograde dans ses idées ?

2) Sous prétexte d'attaquer le tiers-mondisme, le docteur Claude Malburet, président de la fondation, a jugé utile de présenter à sa première conférence de presse un amalgame de toutes les accusations

Constantin Tchernenko

Le peuple et le parti ne font qu'un

« A notre époque il est très important de bien se connaître et se comprendre. Voilà pourquoi je voudrais espérer que vous trouverez dans ce livre les réponses aux nombreuses questions que vous vous posez au sujet de notre pays. »

C.T.

Plon

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 05
Tél. : MONDIPAR 658572 F
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Géant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1983)
Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
500.000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salen.

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0393-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
PAR VOIE NORMALE				
ÉTRANGER (par courrier aérien)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
PAYS-BAS				
IL - SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.				
Changement d'adresse : définitif ou provisoire (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.				
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.				

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 80 dr. ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Inde, 1 700 L. ; Japon, 800 ¥ ; Libye, 0,380 DL ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 95 esc. ; Roumanie, 200 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,20 L. ; Thaïlande, 110 mt.

Le Monde

EUROPE

étranger

Espagne

Les juifs vont bénéficier d'un concordat

Madrid (AFP). — Les douze mille juifs d'Espagne vont bientôt conclure avec le gouvernement de Madrid un concordat qui les mettra sur un pied d'égalité avec les catholiques et les protestants, a annoncé, le 22 janvier, M. Samuel Toledano, président de la Fédération des communautés juives de ce pays.

Ce concordat comprend, a-t-il indiqué, trois chapitres principaux : état civil, statut des rabbins, exemption fiscale. En matière d'état civil, les communautés juives bénéficieront d'un statut similaire à celui de l'Eglise catholique, où les mariages célébrés par un prêtre sont consignés sur un certificat reproduit automatiquement au registre de l'état civil. Il en ira de même pour les juifs au sortir de la synagogue.

Le statut des rabbins — ils ne sont que deux dans toute l'Espagne — sera similaire à celui des prêtres catholiques. Ils exerceront du service militaire, les dispensera de témoigner sur des affaires concernant leur ministère et leur donnera accès aux hôpitaux et aux prisons.

En matière fiscale, enfin, les communautés bénéficieront d'exemption de taxes et d'impôts sur les lieux de culte et les institutions, sur les legs et les donations.

Les juifs d'Espagne forment une douzaine de communautés. Les principales sont celles de Madrid, Barcelone, Séville, Malaga et de la Costa del Sol (dans le sud du pays), ainsi que celles des « présides » espagnols de Melilla et de Ceuta, dans le nord du Maroc.

Des villes comme Cordoue et Tolède, qui ont été au douzième siècle l'âge d'or du judaïsme ibérique, les centres d'une civilisation brillante, ne comptent plus aujourd'hui, selon le porte-parole des communautés, qu'un seul juif chacune : M. Elie Nahmias, homme d'affaires et pétrolier, possède à Cordoue un palais historique dont il veut faire un musée de la culture juive séfard; l'autre, M. Moïse El Malem, originaire d'Afrique du Nord, tient un restaurant oriental à Tolède à l'emplacement du Mont-Sinai.

La majeure partie (70 %) des juifs vivant en Espagne sont originaires du Maroc, qu'ils ont quitté à la fin des années 50, après l'accession de ce pays à l'indépendance. Les autres sont venus d'Allemagne, d'Europe centrale, du Moyen-Orient après la seconde guerre mondiale, et aussi d'Argentine, pour fuir l'antisémitisme larvé des diverses dictatures qui ont gouverné ce pays depuis les années 50.

Les synagogues sont très peu nombreuses en Espagne : cinq en tout, à Madrid, à Barcelone, à Malaga, à Ceuta et à Melilla. Trois autres, historiques celles-ci, et qui tombent en ruine, ont été, depuis de nombreuses années, converties en musées par l'Etat : une à Cordoue et deux à Tolède. Ces deux dernières, comme l'une sous le nom de synagogue du Tránsito, et l'autre sous celui de Sainte-Marie-la-Blanche, appartiennent à l'Eglise catholique, et les communautés juives demandent leur transfert à l'Etat.

Le concordat sera parfaitement conforme à l'article 16 de la Constitution de 1978, qui ne reconnaît aucune « religion d'Etat » et garantit la liberté idéologique, religieuse et de culte aux individus et aux communautés. Le texte sera soumis au gouvernement, puis au Parlement.

Un autre concordat concernera les protestants, qui sont au nombre de quatre cent mille en Espagne. Les deux documents auront pour but de mettre le christianisme et le judaïsme sur un pied d'égalité.

La situation juridique de l'Eglise catholique espagnole — héritière d'une histoire privilégiée remontant au seizième siècle — est régie depuis 1979 par un traité entre Madrid et le Vatican. Cet accord détermine les devoirs, les droits et les exemptions dont bénéficient les institutions catholiques et le clergé.

Selon M. Toledano, le concordat concernant les juifs devrait être approuvé sans problème; mais certaines difficultés dans le choix des « dénominations » protestantes vont sans doute retarder l'approbation des deux concordats, qui devraient normalement être présentés conjointement au Parlement avant 1986, terme de l'actuelle législature.

« Ce sera la première fois dans l'histoire que l'humanité qu'un concordat garantira la liberté religieuse des juifs aux termes d'une loi votée par un Parlement », a assuré M. Toledano, qui a indiqué qu'un projet semblable était à l'étude en Italie. La situation des juifs dans l'Espagne démocratique a été transformée « de manière véritablement révolutionnaire », a déclaré le président des communautés juives. L'évolution récente a permis de faire disparaître presque tous les préjugés dont les juifs avaient souffert depuis des siècles. C'est ainsi qu'ils viennent d'être admis à diffuser, une fois par mois, à la télévision un programme religieux et culturel qui fera découvrir la judaïsme à leurs concitoyens.

Italie

L'impromptu de Beaubourg

De notre correspondant

Rome. — La question des réfugiés politiques italiens actuellement en France est l'occasion d'une polémique qui, de façon intermittente, dure depuis des années entre Paris et Rome. Une nouvelle fois, lors de la visite à Paris, le jeudi 23 janvier, de M. Scalfaro, qui doit s'entretenir avec son homologue français M. Joxe, ministre de l'Intérieur, cette question doit être évoquée à propos de la collaboration des deux pays dans la lutte contre le terrorisme et la drogue.

L'entretien aura lieu dans un climat délicat, à la suite de ce qui n'aurait pu être qu'une anecdote mais qui a pris, en Italie, une dimension politique disproportionnée. Elle est traitée, ce mercredi 23, en première page des principaux journaux.

Le ministre du travail italien, M. De Michelis, faisait, au début de janvier, une visite privée au Centre Beaubourg, à Paris. Il fut interpellé par l'un des plus connus parmi les réfugiés politiques italiens résidant en France, M. Oreste Scalzone, socialiste de Vénétie, naguère très actif « soixante-huitard ». M. De Michelis connaît M. Scalzone; ils échangèrent quelques mots. Un journaliste de l'hebdomadaire catholique Famiglia Cristiana était présent. Il rapporte leurs propos dans un article publié cette semaine dans sa publication : « Tu pourrais conseiller à Scalfaro (ministre de l'Intérieur) d'utiliser sa visite à Paris pour aller voir les expositions au lieu de chercher à remplir les prisons italiennes avec les réfugiés qui sont ici ».

lançait M. Oreste Scalzone. M. De Michelis, écrit Famiglia Cristiana, répondit amicalement que, « à son avis, tout dépend de la recrudescence du terrorisme. Si tout est calme, la pression sur la France pour les extraditions deviendra moins forte ». L'ami-nantie ? Peu de chance que les partis politiques, à l'exception de certaines groupes de la Démocratie chrétienne et du PS, soient favorables, aurait dit le ministre.

Peu de chose, donc; mais cela suffit à provoquer une poussée de fièvre dans le monde politique. Il Popolo (journal de la Démocratie chrétienne) est allé jusqu'à demander la démission du ministre pour cet « acte d'irresponsabilité » : les néo-fascistes en font autant. La PCI se montre, lui aussi, critique. M. De Michelis ne nie pas la rencontre; mais il dément les propos qu'il aurait tenus sur le problème de l'extradition. Famiglia Cristiana confirme qu'il a bien été prononcé.

Cet incident a lieu précisément à un moment où les réfugiés italiens — ils seraient cent quarante selon le ministère de l'Intérieur — ont tenu une conférence de presse à Paris. M. Scalfaro y a notamment souligné la surveillance plus stricte dont lui-même et ses camarades seraient l'objet. Selon la presse italienne, les réfugiés craignent qu'à l'approche des élections de 1986, le thème de l'extradition devienne « une monnaie d'échange ».

PHILIPPE PONS.

Allemagne fédérale

LA CONTROVERSE A PROPOS DES ANCIENS TERRITOIRES ALLEMANDS DE POLOGNE

Le chancelier Kohl participera au congrès des réfugiés de Silésie

De notre correspondant

Foehn. — L'Association des Allemands originaires de Silésie (qui regroupe les réfugiés des anciens territoires allemands aujourd'hui polonais), après un long débat interne et un entretien de quarante minutes de son président, M. Herbert Hupka, avec le chancelier Kohl, a finalement décidé de modifier le mot d'ordre qu'elle avait initialement retenu pour son prochain congrès de Hanovre, et qui lui avait valu de très vives critiques. L'Association avait adopté pour son congrès de juin prochain le slogan : « La Silésie reste notre ». Après quatre jours de palabres, elle l'a modifié de la façon suivante : « La Silésie reste notre avenir dans une Europe de peuples libres ». Le chancelier Kohl a trouvé la nuance suffisante et a immédiatement confirmé sa participation à la manifestation de juin.

Avec beaucoup de réticences et en dénonçant la campagne de diffamation dirigée contre les réfugiés, le chef du gouvernement ouest-allemand avait admis la semaine dernière que sa présence au congrès serait incompatible avec le maintien d'un slogan qui constituait pour les pays de l'Est, et notamment la Pologne, une véritable provocation. La nuance entre les deux formules n'a pas cependant satisfait tout le monde. Le vice-président du groupe parlementaire libéral au Bundestag, M. Uwe Ronneburger, a estimé que la nouvelle formulation ne serait guère mieux reçue à l'étranger et en RFA même. Le responsable pour les questions de politique étrangère du Parti social-démocrate, M. Horst Ehmke, a dénoncé l'ambiguïté de la position du chancelier.

M. Herbert Hupka, qui est député chrétien-démocrate au Bundestag, s'était chargé préalablement d'éclairer la lanterne des sceptiques. Selon lui, la controverse a en l'avantage d'attirer l'attention du public sur la Silésie. Il est trop facile à un Bavarois, a-t-il déclaré en substance en direction de M. Vogel, dirigeant social-démocrate, d'affirmer que la Prusse orientale et la Silésie ont été perdues par Hitler. Toutes les régions d'Allemagne ont été mises en jeu par Hitler et toutes ont le même droit de se sentir allemandes.

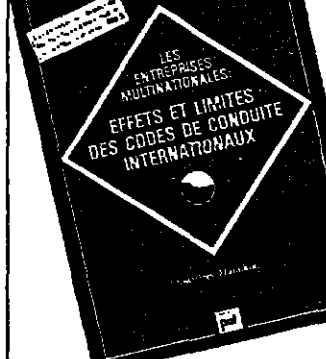
Sur le plan des principes, il est vrai, la nouvelle formule qui fait référence à l'Europe des peuples libres correspond davantage à la thèse officielle selon laquelle le peu-

ple allemand pourra, un jour, exercer son droit à l'autodétermination dans une Europe qui aura surmonté ses divisions.

L'année même où l'on célèbre le quarantième anniversaire de la capitulation du III^e Reich, en mai 1945, la question de l'identité et de l'attitude des Allemands par rapport à leur passé est plus que jamais au centre du débat brûlant en RFA. La remise en cause par une partie de la droite de l'Ostpolitik, menée par les précédents gouvernements, avait été justifiée au départ pour des raisons de tactique. « Donnant, donnant », proclamait-on sur les bancs de la majorité lors des élections de mars 1983. Au sein de cette même majorité, on ferraille dur, aujourd'hui, entre partisans d'une approche réaliste de l'avenir de l'Allemagne, comme M. Philip Jenninger, président du Bundestag, ou M. Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères, et l'aile droite démocrate-chrétienne, farouchement anticommuniste. Partagé entre sa volonté de voir la RFA jouer un rôle dans le rétablissement de la détente avec l'Est et son refus, en tant que représentant de la génération d'après guerre, de porter indéfiniment la croix du nazisme, le chancelier Kohl s'est trouvé jusqu'à présent dans l'incapacité d'arbitrer.

Interrogé la semaine dernière à la télévision sur la responsabilité de l'Allemagne dans la perte de la Silésie, M. Helmut Kohl avait répondu : « S'il est vrai que les Allemands sont les principaux responsables, on ne peut pas non plus oublier le pacte Hitler-Staline, et l'occupation d'une partie de la Pologne par l'URSS (...). S'il est vrai qu'une faute terrible a été commise en notre nom, il est vrai aussi que, dans la revanche, des Allemands innocents ont subi des épreuves terribles. » Une façon de rassurer sur sa droite.

HENRI DE BRESSON.



Les entreprises multinationales : Effets et limites des codes de conduite internationaux par Geoffrey Hamilton 96 pages - 25 francs

Déjà en librairie : LES ENTREPRISES MULTINATIONALES DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Dossier N° 1 : Leur importance et leur rôle
Dossier N° 2 : Acteurs d'un renouveau industriel ? par Philippe Lemaître et Catherine Goybet

*Pour plus de détails sur nos activités :
IRM, rue de Lausanne 45-47
1201 Genève (Suisse)
Tél. (022) 32 53 32



Les industriels peuvent s'attendre à d'importantes commandes de l'URSS

De notre correspondant

Bonn. — Les chefs d'entreprise ouest-allemands peuvent garder le sourire. Malgré la phase difficile que viennent de traverser les relations entre l'URSS et la République fédérale, les échanges commerciaux devraient se développer. Le communiqué commun publié mardi 22 janvier, à Bonn, à l'issue de la treizième session de la commission mixte de coopération économique et scientifique germano-soviétique, réaffirme l'intérêt des deux parties à ce développement.

DIX PERSONNES RECHERCHÉES POUR ACTES TERRORISTES

Plusieurs banques de Berlin-Ouest ont été, dans la nuit du 21 au 22 janvier, l'objet de tentatives d'incendie. La police cherche à établir si ces attentats sont le fait de sympathisants de la Fraction armée rouge. Une quarantaine d'actes terroristes, visant pour la plupart des biens et non des personnes, ont été commis depuis la reprise d'une campagne de violence l'automne dernier. Un seul, jusqu'à présent, entraîna mort d'homme : le 20 janvier, à Stuttgart, l'explosion d'une bombe, apparemment destinée à détruire une société d'informaticiens, a tué un sympathisant connu d'une organisation terroriste, Joachim Thimme. Le même jour, à Berlin-Ouest, un attentat avait endommagé un bâtiment appartenant à la société IBM.

La police fédérale a, d'autre part, publié, le mardi 22 janvier, un avis de recherche concernant dix personnes, six femmes et quatre hommes, soupçonnées d'avoir participé aux attentats de ces derniers mois. Les suspects, âgés de vingt-trois à trente et un ans, auraient rejoint le rang de la Fraction armée rouge en 1984. Trente mille affiches avec leurs noms et leurs photos ont été apposées : une liste de 50 000 marks est promise à quiconque aiderait à l'arrestation de l'une de ces dix personnes.

En outre, la police a annoncé, le mardi 22, qu'elle avait découvert le véhicule utilisé par l'auteur d'une tentative de destruction, par le moyen d'un véhicule piégé, d'un édifice du centre d'instruction de l'OJAN, situé à Oberammergau, en Bavière. L'attentat avait échoué en raison d'une défaillance du système de mise à feu à retardement. — (AFP, AP.)

La politique n'a pas été complètement absente des discussions. Le vice-premier ministre soviétique, M. Alexei Antonov, qui dirigeait la délégation de l'URSS, a été reçu, mardi, par le chancelier Kohl et son ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher. Il a rappelé, sans insister plus, que politique et économie étaient inséparables, et qu'une amélioration de la situation internationale ne pourrait qu'avoir des effets positifs sur les échanges. Il s'est également livré à une critique mesurée mais claire des restrictions imposées au commerce Est-Ouest par le COCOM (1). M. Bangemann, le ministre ouest-allemand de l'économie, a tenu à préciser que dans certains domaines il y avait « peu de perspectives de commerce et de coopération ». M. Antonov a regretté, pour sa part, que les discussions avec les firmes allemandes soient sans cesse entravées par de nouvelles réglementations. Le communiqué fait allusion à ce problème, en affirmant l'« importance pour les entreprises et les organisations des deux parties de respecter précisément, et dans les délais, les contrats signés ».

A en croire les deux responsables, cela n'empêchera pas cependant les échanges de continuer à croître dans les années à venir. Malgré une légère diminution des exportations ouest-allemandes vers l'URSS en 1984, les circonstances sont favorables à une reprise. Les discussions s'inscrivent dans le cadre de la préparation du nouveau plan quinquennal soviétique. Le communiqué voit de bonnes perspectives de développement de la coopération dans le domaine de la chimie et de la pétrochimie, mais également dans celui des machines-outils. « En particulier pour la modernisation et la reconstruction de quelques entreprises industrielles en Union soviétique ». Aucun chiffre n'a été cité, ce sera l'objet des discussions que M. Antonov aura d'ici à la fin de la semaine avec des responsables industriels ouest-allemands, qu'il ira rencontrer, notamment dans la Ruhr et en Bavière.

H. de B.

Pologne

Le général Jaruzelski a visité les chantiers navals de Gdansk

M. Walesa « mis en congé » pour la circonstance

Le général Jaruzelski s'est rendu, mardi 22 janvier, aux chantiers navals Lénine de Gdansk, après que M. Lech Walesa en eut opportunément été éloigné par la direction de l'entreprise. C'était la première visite du chef du parti et du gouvernement depuis son accession au pouvoir dans ce chantier qui fut à l'origine de la grande grève d'août 1980.

Le général Jaruzelski s'est rendu à Gdansk pour y présider une réunion, lundi, du bureau politique du parti — dont certaines séances se déroulent à présent en province, — et la direction du parti a visité à cette occasion les grandes entreprises de la ville pour, selon l'agence officielle PAP, « mieux connaître, dans des conversations directes avec les ouvriers, leurs problèmes sociaux et politiques les plus importants ».

Cette visite, qui intervient à l'approche d'une nouvelle hausse des prix sur laquelle la population est à présent « consultée », et alors que s'achève, à Torun, le procès des policiers assassins du Père Popieluszko, semble destinée à illustrer les progrès de la « normalisation ». La démonstration aurait été plus convaincante si le président élu de Solidarité n'avait pas été mis d'office « en congé » pour la circonstance, ce qui lui interdisait l'accès au chantier, où il travaillait comme électricien. (M. Walesa avait lui-même demandé des vacances à partir du 24 janvier, mais la direction du chantier a décidé que ces vacances seraient avancées de trois jours...)

M. Walesa a rencontré deux fois le général Jaruzelski, du temps où Solidarité était légalement reconnu, la première fois en tête à tête, après la nomination du général au poste de premier ministre, et la seconde fois, en novembre de la même année,

cette fois en compagnie du primat, Mgr Glomp, et alors que le général était devenu premier secrétaire du parti. Un mois après cette rencontre, l'état de guerre était déclaré. Solidarité suspendu, et M. Walesa interné.

Cette fois, faute de mieux, M. Walesa a adressé au chef du parti une lettre où il exprime « son regret de ne pouvoir le rencontrer personnellement », et, « au nom des hôtes réels des chantiers, les travailleurs », il lui pose une série de questions. Sur un ton très ferme, M. Walesa demande, en particulier, « ce que comptent faire les autorités pour mettre en pratique le droit des travailleurs à la liberté et au pluralisme syndical tel qu'il a été garanti dans les accords de Gdansk ». M. Walesa évoque aussi « la baisse catastrophique du niveau de vie » des gens et « la campagne de provocation contre l'Eglise » et le sort des syndicalistes encore emprisonnés.

Le général Jaruzelski n'a donc pas tenté de renouveler l'exploit de son vice-premier ministre, M. Rakowski, lequel avait osé, en août 1983, affronter M. Walesa et ses camarades, dans l'enceinte du chantier, au cours d'un débat boueux qui fut ensuite radiodiffusé, mais n'avait apparemment pas eu sur les auditeurs l'effet positif escompté.

La visite, beaucoup plus classique, du général Jaruzelski à Gdansk, n'avait pas été annoncée à l'avance par la presse officielle. Mais ce n'est pas sans doute pas par hasard que la télévision polonaise avait diffusé samedi soir une émission qui cherchait à tourner en ridicule M. Walesa, alors que depuis plusieurs mois les médias officiels s'étaient abstenus de ce genre d'exercice.

JAN KRAUZE.

RDA

UNE ÉGLISE JOUXTANT LE MUR DE BERLIN A ÉTÉ DYNAMITÉE

Berlin (AFP, AP.). — Une église luthérienne, construite en 1894, l'église de la Réconciliation, située à proximité du mur de Berlin en secteur oriental, a été dynamitée le mardi 22 janvier. Elle avait été fermée aux fidèles en août 1961, lors de la construction du mur, qui passe juste devant son portail.

Sa destruction n'est pas une mesure répressive contre la communauté évangélique. La direction de la communauté de la Réconciliation, dont le siège se trouve en secteur occidental, avait fait don de cet édifice à ses membres résidant à Berlin-Est; ces derniers l'ont récemment cédée aux autorités municipales de Berlin-Est, en échange de l'ouverture de deux nouveaux centres religieux.

Les travaux de démolition ont été observés, depuis l'autre côté du mur, par une foule de plusieurs centaines de personnes. Ce lieu de culte néo-gothique en briques rouges était l'un des symboles de la partition de la ville, et il avait été le théâtre d'un certain nombre d'évasions spectaculaires. Des croix de bois, plantées du côté occidental, rappellent d'ailleurs les échecs tragiques de cinq de ces tentatives.

Les autorités est-allemandes n'ont pas indiqué les raisons de la démolition. Il semble que ces raisons tiennent à la volonté de rendre plus rationnelles et efficaces les installations de sécurité qui devaient faire un croc-het autour du bâtiment.

هكذا من الأصل

EUROPE

Portugal

Le duel Eanes - Soares

(Suite de la première page.)

Détail amer pour le PS : c'est la droite qui allait capitaliser, aux élections de décembre 1979, les voix des Portugais mécontents de l'austérité. On sait ce qu'elle en fit... Cette mésaventure n'empêcha pas M. Soares, lorsqu'il revint aux affaires en 1983, allié cette fois au Parti social-démocrate (centriste), de rejouer le scénario de 1977 : appel au FMI ; mesures d'austérité draconiennes pour freiner la consommation et juguler l'inflation, et forte dévaluation de l'escudo pour limiter les importations et stimuler les exportations. M. Soares, en outre, fit ce que la droite n'avait pas fait : briser le tabou révolutionnaire concernant le régime des banques et des assurances ; ces deux secteurs furent ouverts aux capitaux privés.

Certains résultats furent remarquables. En particulier, le déficit de la balance des paiements courants amorça une baisse spectaculaire, notamment par une forte reprise des exportations - au-delà même des objectifs fixés avec le FMI en 1983. En revanche, 1984 fut une année de récession, de chômage élevé et de chute vertigineuse du pouvoir d'achat (9 %).

Alors, insensibilité sociale ? M. Soares a beau jeu d'expliquer que la rigueur était indispensable, vu l'héritage laissé par la droite. Il peut aussi rappeler qu'il s'est jusqu'à présent opposé à une révision de la législation sur les grèves (que le PSD souhaiterait limiter) et sur les licenciements (que le PSD voudrait rendre plus faciles) ; et également - avec sur ce point l'accord au moins tacite de son allié - à peu près renoncé à une remise en ordre d'un secteur public hypertrophié et lourdement déficitaire, mais où l'on se partage les places sans excès d'âmes. Enfin, M. Soares s'apprête sans aucun doute à desserrer les cordons de la bourse en 1985. Avant l'élection présidentielle, certaines contraintes seront assouplies pour parvenir à une croissance que l'on souhaiterait, officiellement, proche de 3 %.

La réputation d'insensibilité sociale faite à M. Soares, et pas seulement par le président de la République, ne viendrait-elle pas plutôt du comportement quelque peu olympien que le premier ministre a adopté depuis son retour aux affaires ? « O Mario », comme on le dénomme familièrement, semble, en effet, s'être laissé convaincre par ses conseillers en relations publiques que, pour accéder au palais de Belem - son

évidente ambition, - il devrait désormais se montrer plus posé, plus sérieux, donc plus distant. Et comme une telle attitude est à l'inverse de son personnage antérieur, peut-être en « rajoute-t-il », inconsciemment. De fait, à la différence de collègues européens, l'Espagnol Felipe Gonzalez par exemple, M. Soares a désormais cessé de se croire tenu à ces gestes, ces mots, ces références, qui veulent démontrer que la rigueur impose par un gouvernement socialiste ne saurait être confondue avec l'austérité tout court.

Une démocratie mal assurée

La répartition très vive du premier ministre, accusant le général Eanes d'avoir, par son message du Nouvel An, rompu avec la nécessaire solidarité entre organes de souveraineté, met l'accent sur un autre problème du moment, politique celui-là : la démocratie n'a pas encore trouvé au Portugal une forme précise, et ses assises ne sont donc pas si fermement assurées.

En 1982, l'Assemblée avait voté, à la majorité légale des deux tiers, une réforme de la Constitution du 2 avril 1976 visant d'une part à l'extinction du Conseil de la révolution et, d'autre part, à une réduction des pouvoirs du président de la République au profit du gouvernement. Seul l'appoint des voix du PS à la majorité conservatrice d'alors avait permis l'adoption de ces mesures : le PC et la gauche radicale y avaient vu une nouvelle entreprise de sape de l'édifice révolutionnaire.

S'agissant de la réduction des pouvoirs du chef de l'Etat, on peut penser que les députés ont jugé expédient de répondre par une réforme de structure à une situation conjoncturelle. Pour l'Alliance démocratique au pouvoir, il s'agissait de « tourner » un gros obstacle placé sur son chemin : ce président réélu en 1980 avec l'appui exclusif de la gauche contre son candidat à elle, le pale général Soares Carneiro. Quant à M. Mario Soares, on peut craindre qu'il ait surtout voulu répondre au camouflet que lui avait infligé en 1978 le général Eanes en le destituant de ses fonctions de chef de gouvernement à l'occasion d'une crise ministérielle d'une ampleur limitée.

Il n'est pas douteux qu'il existe au Portugal un problème non résolu : la répartition des compétences entre un chef de l'Etat élu au suffrage universel et dépendant d'avantage arbitraire qu'acteur, et un gouvernement

responsable à la fois devant le président et devant un Parlement élu, lui aussi, au suffrage universel. Mais cette ambiguïté serait de faible portée si le chef de l'Etat était le chef d'une majorité clairement définie et que celle-ci ait également plus de la moitié des sièges à l'Assemblée.

Or s'il n'en est pas ainsi c'est, largement, un legs conjoncturel de la période antérieure. Le général Eanes a été choisi, en 1976, après accord entre la majorité des partis (les deux formations de droite et du centre et le PSD) et les forces armées. Ce choix reflétait, à l'époque, une évidence : dans un pays mal remis de la commotion révolutionnaire, la meilleure manière de consolider la démocratie était peut-être de placer à la tête du pays un général réputé démocrate et n'en jouissant pas moins, en raison de ses états de service, de l'appui de tous ses collègues officiers - putschistes de tous bords compris !

En 1980, il y a d'ailleurs eu, à nouveau, un consensus de la quasi-totalité des forces politiques pour présenter à la présidence des candidats militaires. Le général Eanes, qui n'avait pas si mal réussi durant son premier mandat, a été jugé comme un candidat satisfaisant par la majorité des forces de gauche (1). Il a été réélu avec 57 % des voix.

Une dérive vers l'aventure

Si en décembre prochain, comme beaucoup d'indices le laissent croire, M. Soares se porte candidat et que, ce qui apparaît aujourd'hui plus incertain, il recueille la majorité des suffrages, le costume un peu étriqué qu'il a fait retisser pour le chef de l'Etat lui paraîtrait certainement incommode. De même pour un vainqueur civil de droite !

Ce qui complique aujourd'hui le jeu au Portugal, c'est ce qu'il faut bien appeler l'attitude ambiguë du général Eanes. La Constitution lui interdit de se présenter immédiatement pour un troisième mandat. Or, pour ne pas risquer de disparaître de la scène politique, le chef de l'Etat a lancé un parti, « Eanes », dans la course. Eût-il encouragé l'entreprise qu'elle eût été immédiatement stoppée. Il ne l'a pas fait : le mouvement est en voie de constitution. Il devrait peser lourd, au moins durant l'année 1985. Car l'intention des promoteurs de ce parti est, naturellement, de présenter un candidat à l'élection présidentielle de décembre. Les voix visées sont celles des nostalgiques de la révolution - gauchistes non « recasés », communistes soucieux de voter utile, socia-

listes en désaccord avec la ligne jugée trop conservatrice de M. Soares. Le danger, pourtant, est que cette formation « éaniste » attire aussi à elle les déçus de la démocratie : toute cette frange de Portugais modestes qui estiment que « ça n'allait pas si mal sous Salazar », et que « les politiciens de Lisbonne sont tous juste bons à s'en mettre plein les poches », sans oublier de nombreux émigrés d'autant plus prompts à souhaiter une remise en ordre de la maison qu'ils y vivent pas quotidiennement. Bref, le parti « éaniste », en dépit des intentions de son fondateur - homme d'ordre, mais légaliste - pourrait aisément dériver vers l'aventure.

Curieusement, ce danger est rarement évoqué au Portugal. Il est vrai qu'il s'abrite sous un visage assez rassurant : celui de M. Maria de Lourdes Pintasilgo - éphémère chef, en 1979, d'un gouvernement « de la confiance du président », une intellectuelle aux fortes racines catholiques ayant découvert la gauche lors de la « révolution aux œillets » et personnalité très populaire, comme en font foi les sondages en tête desquels elle caracole.

Pour un Mario Soares tiré à droite mais pour qui la droite ne votera évidemment pas, l'éventuelle candidature de M. Pintasilgo ne peut pas ne pas être une préoccupation. Car les incertitudes s'accumulent : le PC (18 % des voix) consentira-t-il jamais à voter pour son vieux rival ? Le PSD peut-il appuyer la candidature du secrétaire général du PS sans se renier lui-même ? Quel est le poids exact au Portugal des « déçus du socialisme » ?

Le nœud du problème, c'est évidemment l'existence, au cœur de l'échiquier national (entre un CDS clairement conservateur et un PC incurablement stalinien) d'une énorme masse de citoyens (plus de la moitié sans doute) qui n'a pas choisi définitivement son ancrage politique. La réside la plus grave incertitude portugaise. Pour 1985, et sans doute au-delà.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) L'extrême gauche avait, elle, présenté le célèbre Otelo de Carvalho. Au sein du PS, d'autre part, une vive controverse s'était élevée entre M. Soares et la plupart des autres « barons » sur la candidature du général Eanes. Le secrétaire général du parti avait fini par retirer son appui à une réélection du chef de l'Etat. Bazu sur ce point, il avait démissionné, avant de revenir en force, lors du congrès de mai 1981, à la tête de sa formation.

AMÉRIQUES

Les conflits en Amérique centrale

- Les « contras » rejettent une loi d'amnistie adoptée par la nouvelle Assemblée nicaraguayenne
- Violents combats au Salvador

L'Assemblée nicaraguayenne élue en novembre 1984 a voté mardi 22 janvier une loi d'amnistie destinée à permettre le retour de plus de dix mille opposants combattant le régime sandiniste au sein des mouvements de guérilla, y compris leurs dirigeants. Mais, dans un communiqué publié à Tegucigalpa, capitale du Honduras, le leader de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN, principal mouvement de guérilla antisandiniste), M. Adolfo Calero, a immédiatement rejeté cette offre d'amnistie. Les personnes concernées ont jusqu'au 19 juillet 1985 pour bénéficier de cette mesure, puis elle sera adoptée par le nouveau Parlement.

D'autre part, M. Daniel Ortega, président du Nicaragua, a affirmé à Managua que la décision de Washington de suspendre les discussions nicaraguayennes-américaines de Manzanillo (Mexique) portait un « rude coup » à la recherche d'une solution pacifique en Amérique centrale. « Il est clair que l'administration Reagan a décidé de privilégier la thèse d'une solution militaire », a-t-il dit.

● AU HONDURAS, un avion Hercules C-130 A de l'armée de l'air américaine, avec vingt et une personnes à bord, a disparu mardi au large des côtes du pays, a indiqué un porte-parole du Pentagone. L'appareil effectuait une « mission de rou-

tine » et transportait du personnel militaire de la base aérienne Hovard, de la zone de Panama, vers l'aéroport militaire de Trujillo, au Honduras, en vue des prochaines manœuvres conjointes avec l'armée hondurienne. « Une commission d'enquête sera chargée de déterminer les causes de l'accident », a ajouté le porte-parole, selon qui « rien n'indique que des actions hostiles soient à l'origine de cette catastrophe ».

● AU SALVADOR, de violents combats ont opposé mardi, pendant plusieurs heures, des soldats salvadoriens à des guérilleros qui avaient attaqué un relais de la radio nationale, dans le département de San Miguel, faisant un nombre indéterminé de morts de part et d'autre. Selon des habitants de San Miguel, un avion de combat américain C-47, récemment livré aux forces aériennes salvadoriennes, ainsi que deux hélicoptères de combat ont participé à cette opération.

● Des journalistes étrangers tombent dans une embuscade au Nicaragua. - Six journalistes étrangers qui accompagnaient un convoi de l'armée nicaraguayenne sont tombés, lundi 21 janvier, dans une embuscade tendue par la Contra dans le nord du pays. Aucun des journalistes n'a été sérieusement blessé. - (AFP.)

Etats-Unis

APPROUVÉES PAR M. REAGAN

70 000 personnes ont manifesté à Washington contre la légalisation de l'avortement

Washington (AFP). - Environ 70 000 personnes ont défilé mardi 22 janvier dans les rues de Washington à l'occasion du douzième anniversaire de la légalisation de l'avortement, par la Cour suprême des Etats-Unis.

La manifestation des adversaires de l'avortement, précédée généralement de messes et de prières, est organisée chaque année dans toutes les villes des Etats-Unis. Mardi, en dépit d'un froid piquant, deux fois plus de personnes que l'an passé, venues par cars entiers de la région, et aussi du Kentucky ou du Michigan, ont défilé dans les rues de Washington. Pour la première fois, les manifestants bénéficiaient d'un

soutien de marque, celui du président Reagan, qui a tenu à s'adresser à eux, depuis la Maison-Blanche, au moyen de haut-parleurs. C'était d'ailleurs la première intervention publique du président depuis le début de son deuxième mandat.

M. Reagan a exprimé son « profond sentiment de solidarité » avec les manifestants et a souligné la nécessité de « mettre fin à la terrible tragédie de l'avortement ». « L'avortement, c'est la mort », a déclaré M. Reagan, qui a tenu aussi à condamner une nouvelle fois les récents attentats contre les cliniques pratiquant des interruptions de grossesse.

Turquie

LES DIRIGEANTS DU SYNDICAT DES ÉCRIVAINS ONT ÉTÉ ACQUITTÉS

(De notre correspondant.)

Ankara. - Les dix-neuf dirigeants et membres du syndicat des écrivains de Turquie accusés d'activités de la propagande communiste et transformé leur organisation en une organisation illégale durant la période antérieure au coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 ont été acquittés le 21 janvier par le tribunal militaire d'Istanbul.

Parmi les prévenus, qui risquaient des peines allant jusqu'à quinze ans de prison aux termes des articles 141 et 142 du code pénal, figuraient notamment un écrivain turc, M. Nesin, et d'autres intellectuels de gauche, comme MM. Turkali, Yildiz, Ceyhan et Yucler.

Par ailleurs, le ministre de la justice, M. Eldem, parlant à l'occasion d'un colloque international sur la « réhabilitation des terroristes » et leur réinsertion sociale, à Istanbul, a précisé, le 21 janvier, qu'il y a eu en Turquie vingt-huit exécutions en quatre ans. Sur les 41 952 personnes jugées par les tribunaux militaires, 8 627 purgent actuellement des peines dans les établissements pénitentiaires civils. Les procès de 6 170 autres (dont 550 suspects jugés en prévenus libres) sont en cours. Les quelque 27 000 autres ont, pour les uns, été acquittés et pour les autres ont purgé leur peine.

A. U.

(Publicité)

INSTITUT SCHILLER
MANIFESTATION
■ Développons les armes à rayon pour détruire les missiles
■ Nourissons le tiers-monde
■ Affaiblons le FMI
DE BASTILLE A RÉPUBLIQUE
SAMEDI 26 JANVIER, 14 h 30
Tél. : 293-02-34

DIPLOMATIE

A Bruxelles

M. Fabius souhaite l'élaboration d'un « véritable plan européen pour l'emploi »

De notre envoyé spécial

Bruxelles. - La France se porte beaucoup mieux qu'on ne le dit parfois pour essayer de discréditer la gestion socialiste, mais la révolution technologique actuelle, conduite essentiellement par les Etats-Unis et le Japon, à laquelle elle essaye de répondre par ses efforts de modernisation, exige que les pays européens agissent de concert sous peine de connaître un déclin collectif. Tel est, en substance, le message politique que M. Fabius se propose de délivrer, au cours des prochains mois, dans les différentes capitales de la Communauté économique européenne et qu'il a exposé, le mardi 22 janvier, à Bruxelles, où il était l'invité des Grandes Conférences catholiques.

Devant le Tout-Bruxelles, rassemblé pour la circonstance au palais des beaux-arts, le premier ministre a notamment déclaré : « Il nous faut comprendre que l'indépendance de chacun de nos pays est en cause. Il n'y a pas de pays en déclin, démographiquement et économiquement, qui puisse défendre efficacement sa liberté et sa souveraineté. En outre, l'évolution des programmes d'armement des superpuissances nous oblige à changer d'échelle dans nos propres équipements. L'effort de défense est un effort scientifique, technologique et industriel. Il requiert des moyens humains, financiers et industriels qui n'existent plus dans aucun pays isolé. Pour sa sécurité, l'Europe a donc besoin de développer des coopérations internes. »

Nous sommes à un tournant historique. L'idée européenne est à trente ans à produire ses effets : l'Europe s'est donnée la paix ; elle a construit une unité sur deux productions lourdes qui l'avaient toujours divisée, le charbon et l'acier ; elle a créé un vaste marché agricole. Aujourd'hui, pour que l'idée européenne garde sa force et soit efficace

l'outil de la modernisation de nos pays, elle doit se donner de nouvelles bases. Les productions sur lesquelles nous jouons notre avenir sont désormais celles des industries de pointe. Si nous ne réalisons pas, dans les quelques années qui viennent, cette Europe-là, si nous nous abandonnons à « l'euro-pessimisme », alors nous étoufferons nos propres croissances nationales.

M. Fabius a souligné que le gouvernement français entend, pour sa part, cinq orientations majeures sur lesquelles « des progrès » peuvent être réalisés : « Donner un nouvel élan à la coopération dans le domaine de la recherche, définir des normes européennes et ouvrir les marchés publics ; les premiers travaux en ce sens progressent trop lentement ; a-t-il dit, - mettre une politique commerciale commune au service du développement industriel européen, favoriser les alliances et les coopérations entre firmes européennes, lancer des projets d'infrastructure européenne qui favorisent des échanges et des communications entre les firmes. »

Enfin, le premier ministre a souhaité que la CEE approfondisse ses travaux sur la lutte contre le chômage : « Qui peut comprendre, alors que le chômage est notre mal commun, qu'il n'existe pas de véritable plan européen pour l'emploi ? » M. Fabius a conclu : « Tout le monde sait en Europe qu'il faut faire l'Europe pour défendre et faire avancer nos pays. Tout le monde le sait, et pourtant les choses avancent très lentement. Je plaide pour qu'on avance plus vite. »

Auparavant, le premier ministre avait été reçu par le roi des Belges et s'était entretenu avec le chef du gouvernement, M. Martens.

A. R.

En visite à Rome et à Londres

M. ROLAND DUMAS A PRÉPARÉ LES PROCHAINES RÉUNIONS EUROPÉENNES

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, s'est rendu à Rome, lundi soir 21 janvier, puis à Londres, le lendemain après-midi, afin d'y rencontrer ses collègues italiens et britanniques, M. Andreotti et Sir Geoffrey Howe. Dans les deux capitales, l'entretien a été consacré aux rapports Est-Ouest, à la situation au Proche-Orient et à la préparation des prochaines échéances communautaires, comme M. Dumas l'avait fait la semaine précédente à Bonn avec M. Genscher.

La partie proprement européenne de cet échange de vues a porté sur la situation du budget de la CEE et sur l'élargissement, sujet sur lequel Paris et Rome semblent avoir rapproché leurs analyses. M. Andreotti et Dumas sont convenus que le problème devait être réglé avant le prochain sommet des Dix, convoqué en mars à Bruxelles. Le ministre italien des affaires étrangères, qui exerce la présidence tournante du conseil des ministres des Dix depuis le 1^{er} janvier dernier et jusqu'au 30 juin, a en outre déclaré « nécessaire et urgent » de réexaminer les relations entre les différentes institutions communautaires : conseil, Commission et Parlement.

Les questions spatiales ont également été évoquées, tant à Rome qu'à Londres. Les 30 et 31 janvier, en effet, se réuniront dans la capitale italienne le conseil des ministres de l'Agence spatiale européenne. La France pourrât, à cette occasion, demander l'inscription du projet de plan orbital Hermès parmi ceux de l'Agence. Celle-ci devra également statuer sur la participation éventuelle des Européens au projet américain de station orbitale. - (AFP, Reuters.)

LA PRÉPARATION DES POURPARLERS AMÉRICANO-SOVIÉTIQUES

M. Reagan assure avoir « des idées concrètes » à proposer au Kremlin

Le président Reagan a publié mardi 22 janvier, après avoir reçu les membres de la délégation américaine aux futures négociations stratégiques avec l'Union soviétique, une déclaration écrite dans laquelle le chef de la Maison-Blanche précise ses intentions à cet égard. « Je considère les engagements de négociation que nous avons pris il y a deux semaines à Genève avec le plus grand sérieux. Je n'ai pas d'objectif plus important que de réduire, et finalement d'éliminer, les armes nucléaires. Les Etats-Unis auront des idées concrètes à présenter à la table de négociations. Nous espérons que les Soviétiques adopteront une approche constructive », écrit-il.

Le président américain assure qu'un accord avec Moscou sur la réduction des armements est l'objectif le plus important de son second mandat.

De son côté, l'agence Tass, sous la plume de son commentateur des questions militaires, a lancé une

nouvelle mise en garde à Washington. « Si les Etats-Unis violent l'accord conclu à Genève sur la nécessité de prévenir la militarisation de l'espace cosmique, écrit l'agence soviétique, les conséquences en seraient très lourdes. Les négociations seraient rompues. » Or, selon le chroniqueur de Tass, certains passages du discours d'investiture de M. Reagan « sont en contradiction avec la déclaration soviéto-américaine de Genève », et montrent que « Washington n'a pas l'intention d'adopter une approche constructive » dans le domaine des armes spatiales, puisque le président américain n'a pas annulé le programme de recherches sur la création d'un « bouclier antimissiles ».

Selon l'hebdomadaire ouest-allemand Stern, d'autre part, une unité spéciale américaine, entraînée au maniement des mines nucléaires portables (les « sacs à dos atomiques ») serait actuellement cantonnée à Berlin-Ouest. - (AFP.)

La Grèce, l'OTAN et la politique-fiction

Que le gouvernement d'Athènes proteste auprès de l'OTAN, en particulier à l'occasion de manœuvres, est chose assez banale. Le différend grecoturc en mer Egée, l'affaire de Chypre ou le statut des bases américaines, lui en ont fourni d'innombrables occasions. Ce qui est moins courant, en revanche, c'est le motif invoqué, non sans quelque raison, par les autorités helléniques pour justifier cette nouvelle fâcherie.

Au collège de défense de l'Alliance atlantique, à Rome, des stagiaires avaient, en effet, été invités à « plancher » sur un scénario stratégique pour le mois de la Grèce : un soulèvement populaire provoquant l'arrivée d'un gouver-

nement de gauche, puis un coup d'Etat militaire. Eventualités que l'histoire grecque interdit, certes, de tenir pour tout à fait invraisemblables, mais où le gouvernement de M. Papandréou a vu, de façon bien compréhensible, et comme l'a dit son porte-parole, M. Maroudas, « une provocation inacceptable qui mine les institutions démocratiques du pays et offense nos forces armées ».

Les stagiaires grecs ont été rappelés d'urgence à Athènes, cependant que l'OTAN s'effrait à dissiper ce « malentendu ». La politique-fiction peut être un genre littéraire passionnant, mais elle fait parfois mauvais ménage avec le tact diplomatique. B. B.

Grèce

OLIVANTIS
ATHÈNES. - Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté mardi 22 janvier devant le palais de la présidence pour protester contre la participation de militaires grecs à des manœuvres américaines en mer Egée. Les manifestants ont brandi des drapeaux de la gauche et des slogans anti-américains.

Ouganda

UNO. - L'armée ougandaise a vaincu mardi 22 janvier les rebelles du Front révolutionnaire ougandais dans une bataille sanglante près de la ville de Jinja. Les rebelles ont été tués ou capturés.

combats en Amérique centrale
par la nouvelle Association
des combattants du S.A.S.

La nouvelle Association des combattants du S.A.S. a été créée par des vétérans de la guerre d'Indochine. Elle a pour but de défendre les intérêts de ses membres et de promouvoir la paix en Indochine.

La nouvelle Association des combattants du S.A.S. a été créée par des vétérans de la guerre d'Indochine. Elle a pour but de défendre les intérêts de ses membres et de promouvoir la paix en Indochine.

La nouvelle Association des combattants du S.A.S. a été créée par des vétérans de la guerre d'Indochine. Elle a pour but de défendre les intérêts de ses membres et de promouvoir la paix en Indochine.

La nouvelle Association des combattants du S.A.S. a été créée par des vétérans de la guerre d'Indochine. Elle a pour but de défendre les intérêts de ses membres et de promouvoir la paix en Indochine.

La nouvelle Association des combattants du S.A.S. a été créée par des vétérans de la guerre d'Indochine. Elle a pour but de défendre les intérêts de ses membres et de promouvoir la paix en Indochine.

La nouvelle Association des combattants du S.A.S. a été créée par des vétérans de la guerre d'Indochine. Elle a pour but de défendre les intérêts de ses membres et de promouvoir la paix en Indochine.

La nouvelle Association des combattants du S.A.S. a été créée par des vétérans de la guerre d'Indochine. Elle a pour but de défendre les intérêts de ses membres et de promouvoir la paix en Indochine.

La nouvelle Association des combattants du S.A.S. a été créée par des vétérans de la guerre d'Indochine. Elle a pour but de défendre les intérêts de ses membres et de promouvoir la paix en Indochine.

La nouvelle Association des combattants du S.A.S. a été créée par des vétérans de la guerre d'Indochine. Elle a pour but de défendre les intérêts de ses membres et de promouvoir la paix en Indochine.

AFRIQUE

Tunisie

Les relations entre le pouvoir et l'opposition ne cessent de se dégrader

De notre correspondant

Tunis. — Les relations entre le pouvoir et les partis d'opposition se sont considérablement tendues tout au long de ces derniers mois et rien ne laisse présager dans l'immédiat une détente.

En dépit des assurances que le premier ministre, M. Mohamed Mzali, donnait dans une récente déclaration à l'hebdomadaire tunisien *Dialogue* sur le caractère « irréversible, raisonnable et volontaire » du processus démocratique engagé en 1980 sous sa direction, l'ensemble de l'opposition considère que celui-ci est de plus en plus sérieusement compromis.

Il y a peu, le Parti communiste estimait que l'on assiste actuellement « à un retour à l'esprit du parti unique, au monopole politique et au refus du gouvernement à tout dialogue sérieux ». Le Mouvement de la tendance islamique (MTI), qui dénonce avec de plus en plus d'insistance sa reconnaissance en tant que parti, procède à une analyse identique sur ce point en s'élevant « contre le revirement du pouvoir sur les quelques concessions consenties en faveur de la démocratie politique et de l'information ». Il proteste, en outre, contre le refus qui serait opposé par les pouvoirs publics à la réintégration dans leur emploi d'une centaine de ses militants graciés ou libérés après avoir purgé des peines de prison pour leurs activités politiques et qui viennent de faire savoir qu'ils se proposent d'entreprendre une grève de la faim pour obtenir satisfaction.

Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), dont le conseil national s'est réuni à Tunis durant le dernier week-end, a été amené au même constat : « Depuis la réalisation de la revendication populaire et légitime du pluralisme politique, force est de constater que les pouvoirs publics n'ont guère fait preuve de la bonne volonté escomptée pour concrétiser cette décision », déclare-t-il dans un communiqué. Le MDS considère être, depuis plusieurs mois, la cible de multiples « pressions et tracasseries » et cite des mutations et des licenciements de ses militants, l'interdiction de certaines de ses réunions, à l'intérieur même de ses locaux, l'expulsion de quelques-unes de ses sections de province, la suspension pour six mois de son hebdomadaire *Al Mostaqbal* et la saisie, voici quelques jours, de sa revue en langue française paraissant tous les deux mois, *l'Avenir*.

Les milieux officiels expliquent les mesures prises contre les deux journaux par des articles jugés diffamatoires à l'égard des autorités locales et régionales auxquelles le MDS reproche d'avoir laissé se développer avec « une indéniable partialité » les attaques contre ses militants et ses locaux. Les mêmes milieux minimisent ces incidents qu'ils imputent le plus souvent à des querelles de clocher. Et les évoquant, le directeur du bureau politique du Parti socialiste destourien (au pouvoir), M. Hedi Baccouche, remarquait : « Ce parti est profondément enraciné dans le peuple qui n'admet pas dans certaines régions la présence de mouvements d'opposition, de sorte qu'il n'est pas étonnant que ces derniers rencontrent des difficultés ».

L'explication n'est pas des plus convaincantes, et, en tout cas, le parti de M. Ahmed Mestiri la rejette catégoriquement. Aussi, tout en affirmant qu'il ne modifiera pas son orientation, « pour un change-

ment démocratique par les voies légales », se propose-t-il d'étudier « de nouvelles formes d'action » pour faire face aux entraves qu'il rencontre et souhaite mettre sur pied avec les autres formations de l'opposition « un comité de liaison » en vue « d'une initiative commune à caractère national ».

Dialogue avec les syndicats

Si elle ne régresse pas, ainsi qu'on l'affirme officiellement, la démocratisation du système entreprise voici quatre ans paraît donc pour le moins marquer le pas. Tout comme l'opposition, les mouvements d'opposition légalisés avaient été incontestablement dépassés en janvier 1984 par les graves événements ayant suivi l'annonce de l'augmentation du prix du pain ; sinon pour « récupérer » le mécontentement populaire, tout au moins pour mieux « y coller ». Ils avaient alors radicalisé leurs positions. A ce durcissement, le pouvoir, qui venait de faire face à la crise la plus grave qu'il ait connue, répliquait par des attitudes tout aussi fermes. Et c'est ainsi que, au fil des mois, de communiqué en discours, l'escalade s'est poursuivie.

Mais la « révolte du pain » n'est très probablement pas seule en cause. D'ailleurs, M. Mzali lève un coin du voile lorsque, dans ses déclarations à *Dialogue*, il souligne : « Je persiste à penser que ceux qui, de bonne ou de mauvaise foi, poussent à aller trop vite, se trouvent en définitive solidaires de ceux qui ne désirent pas encore les acquis de ces dernières années ».

Le premier ministre n'en dit pas plus. Mais, dans son entourage, on laisse entendre que « ceux qui ne digèrent pas » ne se recrutent pas seulement dans les rangs des oppositions extrêmes qui cherchent plus ou moins ouvertement à la déstabilisation du pays. Nostalgiques d'un passé récent, ils existent au sein même de certains rangs du pouvoir où l'« ouverture » n'a pas toujours suscité l'enthousiasme. Et l'ancien problème de la succession de M. Bourguiba, qui interfère fréquemment dans la vie politique, complique un peu plus le débat.

Dans ce climat plutôt pesant, une éclaircie vient toutefois de se dessiner : après avoir « monté les échelles », lors d'un congrès dont les conclusions semblaient intransigeantes, la centrale syndicale UGTT, l'une des forces les mieux organisées du pays, vient de reprendre le dialogue avec le gouvernement, et la tension sociale de ces derniers mois paraît en voie d'apaisement.

MICHEL DEURÉ.

● *L'agitation universitaire.* — Fermée depuis le 19 janvier, à la suite de la multiplication des incidents (le *Monde* du 22 janvier), la faculté de droit et des sciences politiques et économiques de Tunis ne rouvrira que le 12 février, c'est-à-dire à la fin des vacances d'hiver, qui débutent samedi prochain.

D'autre part, la session de juin des examens a été supprimée pour la première année de sciences économiques, les étudiants ayant boycotté les examens partiels programmés pour la semaine prochaine. Si l'agitation devait reprendre à la rentrée, le conseil scientifique de la faculté a menacé d'annuler les sessions d'examen pour toutes les sections d'enseignement. — (Corresp.)

A TRAVERS LE MONDE

Grèce

● *GRÈVE DE QUARANTE-HUIT HEURES.* — Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans le centre d'Athènes le mardi 22 janvier, premier de deux jours de grève lancés par les syndicats de la banque, de la boulangerie, des hôpitaux et du bâtiment à l'appui de revendications salariales. — (AFP, Reuters.)

Ouganda

● *DÉCÈS DE YUSUF LULE.* — L'ancien chef de l'Etat, qui avait gouverné pendant soixante-huit jours, après la chute d'Idi Amin Dada, est décédé, mardi 22 janvier, dans un hôpital de Londres — où il vivait en exil — à l'âge de soixante-trois ans.

[Après des études à l'université d'Edimbourg, Yusuf Lule avait été le premier Africain titulaire d'une chaire à l'université ougandaise de Makerere, dont il devait devenir le recteur avant d'être démis de ses fonctions, en 1971, par M. Milton

Ototo, alors chef de l'Etat. Exilé à Londres sous la dictature d'Idi Amin Dada, il avait été porté à la présidence, en 1979, par la coalition militaire de Tanzaniens et d'exilés ougandais qui venaient de renverser Idi Amin Dada. Démis de ses fonctions le 20 juin 1979 — et remplacé par M. Binaisa —, il était libéré dans son exil de Londres, aux dirigeants de l'Armée de résistance nationale, mouvement de lutte armée contre le président Ototo, au pouvoir depuis les élections de 1980.]

Thaïlande

● *VISITE DU MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.* — Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, s'est entretenu, mercredi matin, 23 janvier, à Bangkok, avec son homologue thaïlandais, M. Sithi Sawetasil, des récents entretiens sino-soviétiques et de la situation au Cambodge, a-t-on appris de source informée dans la capitale thaïlandaise. M. Wu Xueqian se rend d'autre part cette semaine en visite officielle au Sri-Lanka et à Singapour. — (AFP.)

Liban

APRÈS L'ATTENTAT DE SAÏDA Les chrétiens du Sud et les musulmans ont manifesté ensemble contre l'occupation

De notre correspondant

Beyrouth. — Victime d'un attentat à la voiture piégée et transporté à Paris (le *Monde* du 23 janvier), M. Moustapha Saad risque de perdre la vue, mais on conserve l'espoir qu'un de ses yeux puisse être sauvé.

La grève consécutive à l'attentat-provocation de Saïda a été générale au Liban du Sud, les chrétiens s'étant joints aux musulmans, pour la seconde fois, dans une manifestation commune contre l'occupation israélienne. Naguère de connivence avec l'armée de l'Etat hébreu, et se considérant protégée par elle, la population chrétienne du Sud a en effet révisé son attitude sous l'impulsion de ses chefs locaux, à partir du moment où le retrait israélien s'est confirmé.

Comme l'exprime très bien le dirigeant chrétien d'opposition, M. Raymond Edde, établi depuis huit ans à Paris, à propos de l'attentat de Saïda : « Moustapha Saad a toujours été partisan de la cohabitation islamico-chrétienne (...). Il s'opposait publiquement à l'excès des chrétiens, voulu par Israël, pour les installer à la place des chiites dans les régions qui longent la frontière libano-israélienne (...). Mgr Ibrahim Héliou, qui ne cesse de se dévouer admirablement pour la sauvegarde de cette cohabitation, est bien placé pour le savoir (...). Si les phalangistes et les Forces libanaises (...) ne veulent pas provoquer l'assassinat et l'excès des chrétiens du Sud, comme ils l'ont fait à Aley et au Chouf, ils se doivent de retirer tout combattant phalangiste et étranger au Liban du Sud et de laisser agir en toute liberté Mgr Héliou et les autres

chefs religieux chrétiens et musulmans qui sont partisans de la cohabitation. Ils doivent, en signe de protestation, fermer l'agence qualifiée illégalement de « chrétienne », qui est établie à Jérusalem ».

Tout en convenant que des progrès ont été enregistrés à Nakoura, on redoute ici que la situation au Liban du Sud ne vienne à s'envenimer dès la deuxième phase du retrait des Israéliens, après le 18 février. En effet, ceux-ci laisseront alors derrière eux l'armée de leur homme lige, le général Lahad, dans un territoire d'une quarantaine de kilomètres de profondeur à partir de la frontière internationale, qui sera trois fois plus grande que la bande frontalière tenue naguère par le commandant Haddad. De surcroît, les villages chrétiens étaient relativement nombreux, alors qu'ils sont rares dans le reste de la zone qui va être confiée au général Lahad.

Il serait erroné de déduire du seul fait que les chrétiens du Sud se sont joints aux musulmans pour protester contre l'attentat de Saïda que les retrouvailles nationales sont devenues un fait accompli.

Le secteur chrétien de Beyrouth a en effet totalement ignoré la grève du secteur musulman, bien que les chrétiens soient convaincus — dans la capitale comme au Sud, et partout ailleurs au Liban — que les Israéliens leur préparent un « mauvais coup » dans le sillage de leur retrait, comme ce fut le cas en septembre 1983 dans la montagne.

LUCIEN GEORGE.

LES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-LIBANAISES DE NAKOURA

Beyrouth a levé son opposition de principe à un redéploiement des « casques bleus »

De notre correspondant

Jérusalem. — La négociation militaire israélo-libanaise de Nakoura est à nouveau sur les rails. Ses chances de succès, cette fois, semblent assez solides. Maintenant qu'Israël a officiellement décidé de partir du Liban, il ne s'agit plus, il est vrai, d'élaborer des arrangements formels de sécurité mais d'éviter que le Sud ne sombre dans un chaos sanglant.

Les deux parties en présence ayant imité à une relève en bon ordre, il ne sert plus à rien de l'ajourner. Lors de la reprise des pourparlers, mardi 22 janvier — après une pause de deux semaines — les officiers israéliens ont, comme prévu, exposé, cartes d'état-major à l'appui, la première phase de leur plan de retrait. Leurs homologues libanais ont ensuite accepté d'en discuter plus en détail.

« Les Libanais ont, semble-t-il, consenti à une coopération sur le terrain », a déclaré le lieutenant-colonel Yona Gazit, porte-parole israélien. Les représentants de Beyrouth ont tout de même émis — surtout pour la forme — certaines réserves.

D'abord, le gouvernement Karamé souhaite toujours obtenir d'Israël un « calendrier précis » portant sur les trois étapes du retrait. Et puis, il reste hostile à une transformation de la FINUL en une « force-tampon » qui « provoquerait une division du Liban ».

Mais Beyrouth a levé son opposition de principe à un redéploiement des « casques bleus » dans les zones prochainement évacuées par Israël : là est l'essentiel. Le lieutenant-colonel Bassam Saad, officier de liaison libanais, l'a dit sans détour : « J'espère que notre armée prendra rapidement la relève dans cette région en coordination avec la FINUL ». Elle sera la bienvenue.

a prédit le porte-parole israélien avant de souligner que cette 13^e séance d'entretiens avait permis d'enregistrer « de sérieux progrès sur plusieurs questions techniques ».

Rendez-vous a été pris pour jeudi. La balle est maintenant dans le camp libanais puisque Beyrouth a promis de présenter une « réponse détaillée » lors de la prochaine rencontre. De toute façon, rappelle-t-on à Jérusalem, la première étape du repli sera terminée avant le 18 février, quel que soit le sort des conversations de Nakoura. Sur le terrain, en effet, les opérations de retrait vont bon train et se sont déroulées jusqu'à présent sans incident notable. Aucune troupe, précise-t-on ici, ne quittera la région de Saïda avant l'échéance.

S'adressant mardi à la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, le premier ministre, M. Shimon Pérès, a révélé que la décision de retrait avait été prise « après avis favorable et unanime des chefs militaires ». « Ce choix, a-t-il ajouté, repose sur une logique politique incontestable qui permettrait à notre armée d'avoir de meilleures conditions de sécurité, de se réorganiser et de parfaire son entraînement ».

Sur le plan politique, a poursuivi M. Pérès, cette décision a redonné l'initiative à Israël. « Plusieurs députés du Parti Likoud — partenaire des travaillistes au sein du gouvernement — ayant qualifié le retrait de « fuite déguisée », M. Pérès a invité ses détracteurs à « un peu de modestie ». « Ce n'est pas à vous de donner des leçons, vous qui avez toujours cru, à tort, par le passé, pouvoir signer la paix avec le Liban ».

J.-P. LANGELLIER.

70% des transactions boursières portent sur des obligations.

Pourquoi?

SCIENCE & VIE
ECONOMIE

VIVE LA SPECULATION!
Moins d'état, moins de protection, cela veut dire plus de risque, donc de spéculation. Un mixt à réhabiliter...

LES OBLIGATIONS EN 16 QUESTIONS PIÈCES

Comprendre pour agir.

Les media vous bombardent d'informations économiques incompréhensibles ou incomplètes. Vous vous sentez perdu, écarté, impuissant. Et pourtant, vous êtes concernés. Aujourd'hui tout va changer. Avec Science & Vie Economie, le magazine qui met toute l'économie à votre portée, qui vous explique tout. Clairement. Utilement. Les vraies clés de l'économie, les dessous des mots et des chiffres, c'est dans Science & Vie Economie vous entreprenez mieux, vous consommez mieux, vous épargnez mieux, vous gérez mieux, vous investissez mieux. Bref, vous agissez mieux. Chaque mois vous avez besoin de Science & Vie Economie pour dominer au lieu de subir.

SCIENCE & VIE ECONOMIE

ASIE

Malaisie

UNE ÉLECTION PARTIELLE CONFIRME LA PRÉPONDERANCE DE LA FORMATION GOUVERNEMENTALE SUR LE PARTI ISLAMIQUE

(Correspondance.)

Bangkok. — L'élection qui vient de se dérouler dans la circonscription de Pandang-Terap, dans l'Etat de Kedah, ne touchait que quarante mille électeurs. Mais le Parti islamique (PAS) avait décidé d'en faire un test de sa crédibilité électorale. Le terrain, du reste, n'était pas défavorable. Cet Etat pauvre est l'un des plus riches de Malaisie. Les électeurs de Pandang-Terap sont, pour la grande majorité, des petits fermiers et des travailleurs agricoles. Les Malaisiens, d'origine chinoise, forment à peine un cinquième de la population.

Tant le PAS que le Barisan Nasional (le Front national ou coalition au pouvoir regroupant les principaux partis malais, chinois et indiens du pays) avaient dépêché à Pandang-Terap leurs meilleurs orateurs. Le premier ministre lui-même, durant la campagne, avait lancé un vigoureux appel à la tolérance ethnique et religieuse, faisant l'éloge du pluralisme. Le PAS avait accusé le gouvernement de ne s'être soucié que des pauvres du Kedah. Le vice-président du PAS, Haji Fadil Noor, avait cru bon d'insister sur l'importance nationale de cette élection provoquée par le départ du député en exercice, appelé au poste de gouverneur de Malacca.

Malgré ses appels en faveur d'une société « authentiquement » islamique et ses dénégations des membres du parti gouvernemental jugés comme « infidèles », le PAS a été largement battu, le candidat du Front national devançant son rival de près de six mille voix.

À début du mois de novembre, le gouvernement avait publié un Livre blanc qui s'en prenait très vigoureusement au PAS et à d'autres groupes intégristes musulmans considérés comme une menace pour l'unité nationale.

Pour le premier ministre, le D' Mahatir, le résultat de l'élection partielle de Pandang-Terap constitue une victoire importante. Elle le confirme dans sa volonté de promouvoir les « vertus » islamiques (acceptables par tous) sans pour autant transformer le pays en cette théocratie souhaitée par le PAS qui aurait pour résultat de « mettre sérieusement en danger, ainsi que nous le disait un membre du gouvernement, l'intégrité et la prospérité du pays ».

JACQUES BEKAERT.

UN NUMERO BETON!

LA SUIVRE HORS SÉRIE

ATTENTION TRAVAUX!

A SUIVRE HORS SÉRIE EN VENTE DANS TOUS LES KIOSQUES.

Inde

APRÈS LA DÉCOUVERTE D'UN RÉSEAU D'ESPIONNAGE Des ressortissants français sont de plus en plus nettement mis en cause

La découverte d'un réseau d'espionnage à New-Delhi est l'indice d'une entreprise de « désinformation » menée contre l'Inde par les services de renseignement américains, a estimé mardi 22 janvier l'agence Tass. Tout en Inde intéressait les services secrets des Etats-Unis et d'une série de pays de l'OTAN, de la technique militaire au système de sécurité du premier ministre, écrit l'agence soviétique.

New-Delhi. — Un troisième et mystérieux citoyen français, sans autre précision, a été mis en cause, mardi 22 janvier, par l'agence de presse indienne UNI dans l'affaire d'espionnage qui continue d'occuper une large place dans la presse locale. Conspiration au colonel Aislin Bolley, dont la culpabilité « pleine et entière » soulève de moins en moins de doute dans les milieux bien informés, les deux autres Français qui ont échappé aux agents du contre-espionnage ne seraient ni diplomates, ni résidents en Inde. D'après certaines informations non confirmées, il s'agirait d'hommes d'affaires qui étaient autorisés à se rendre fréquemment en Inde pour leurs activités officielles.

Mercredi matin, les autorités françaises, pas plus que les responsables indiens, n'avaient fait le moindre commentaire officiel sur les dernières révélations de la presse. L'information selon laquelle Paris aurait fait savoir mardi à New-Delhi que des mesures « punitives » allaient être prises contre le colonel Bolley n'avait pas non plus reçu confirmation mercredi dans la capitale indienne.

D'autre part, deux nouveaux fonctionnaires indiens, parmi ceux qui ont été interrogés ces derniers jours, ont été incriminés et, subitement, emprisonnés mardi à New-Delhi. L'un occupait un poste subalterne au secrétariat particulier du premier ministre, et l'autre à la défense. Ils sont suspectés, comme les précédents, d'avoir prêté de leur position pour vendre à l'étranger des documents plus ou moins secrets.

Au septième jour de « l'affaire », la presse indienne, malgré la vaine indignation de l'opposition qui réclame, à cor et à cri, un démenti officiel sur le scandale, demeure la

De notre correspondant

seule et unique source d'information de l'opinion. Le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, a examiné lui-même les principaux documents saisis au domicile des inculpés, mais, s'exprimant mardi à la Chambre du peuple, il a répété qu'il ne pouvait rien révéler pour le moment. Il a également confirmé le caractère plus ou moins accidentel de la découverte du réseau, en expliquant qu'elle avait eu lieu alors qu'une « révision du fonctionnement de certains services déficients », après l'assassinat d'Indira Gandhi, était en cours.

Un coup de pied dans la fourmilière

Bref, il semble qu'on ait donné un coup de pied dans la fourmilière de l'administration sans se douter qu'une bonne partie de la structure était dans un état de décadence avancée. Selon un quotidien anglophone d'opposition, le *Statesman*, plus de mille cinq cents fonctionnaires auraient été jusqu'ici interrogés ou placés sous surveillance. Et l'enquête, loin d'être terminée!

Des équipes d'investigation ont été envoyées à Paris et à Londres. Dans la capitale britannique, les enquêteurs, selon des sources officielles, s'intéressent particulièrement à un homme d'affaires indien, résident londonien, qui avait l'habitude de jouer un rôle d'intermédiaire dans la conclusion de marchés divers entre New-Delhi et les pays de l'Ouest. L'homme d'affaires, qui dispose de bureaux à Calcutta et à Bombay, aurait notamment « facilité » la vente en Inde d'équipements perfectionnés de défense. Il a donc été décidé en haut lieu de « revoir de près » tous les grands contrats, civils

Chine

L'installation d'une communauté de sœurs de Mère Teresa ne semble pas être souhaitée par les autorités

Mère Teresa, Prix Nobel de la Paix, a quitté Pékin, mercredi 23 janvier, à l'issue d'une visite de trois jours au cours de laquelle elle s'est efforcée de convaincre, apparemment sans résultat, les autorités religieuses et civiles chinoises d'autoriser ses sœurs à travailler en Chine. Un porte-parole de « l'Eglise patriotique chinoise » — qui a rompu en 1957 avec le Vatican — et le bureau des affaires religieuses du gouvernement chinois ont indiqué qu'aucun accord n'avait été conclu à ce propos entre la religieuse, fondatrice de l'Ordre des missionnaires de la charité, et la Chine.

De notre correspondant

Pékin. — Officiellement, Mère Teresa est venue voir si elle pourrait installer en Chine une annexe de sa communauté, qui se préoccupe des personnes, des mourants et des handicapés. Invitée par les catholiques « patriotes », séparés du Vatican, Mère Teresa — que l'on sait très proche de Jean-Paul II — a été reçue par l'évêque de Pékin, Mgr Michael Fu Tieshan. Elle s'est également longuement entretenue avec un représentant du bureau des affaires religieuses, qui dépend directement du comité central du PCC. Elle devait aussi rencontrer M^{me} Kang Keqing, présidente de l'association des femmes et vétérans de la Longue Marche, et M. Deng Pufang, vice-président de l'association chinoise pour les handicapés. M. Deng, qui est le fils du numéro un chinois, M. Deng Xiaoping, est paralysé après avoir été défenestré pendant la révolution culturelle.

Mère Teresa a assisté à la messe en latin, selon le rite de saint Pie V, à la cathédrale de Pékin. La question la plus souvent posée à Mère Teresa a été de savoir si elle apportait un message du Vatican à la Chine. Le Saint-Siège n'entretient, en effet, des relations diplomatiques qu'avec Taiwan, où Mère Teresa était la semaine dernière, et la Chine — comme elle l'a fait avec tous les autres pays — exige une rupture avec Taiwan comme préalable à toute reconnaissance.

Philippines

Vingt-six personnes, dont le chef d'Etat-major, sont inculpées pour le meurtre de Benigno Aquino

Manille (AP). — Le général Fabian Ver, chef d'état-major des forces armées philippines, deux autres généraux et vingt-trois personnes ont été inculpés, mercredi 23 janvier, dans le cadre de l'enquête sur le double meurtre de Benigno Aquino, principal dirigeant de l'opposition, et de son épouse Imelda.

Le général Luther Custodio, chef de la sécurité aérienne, et seize autres militaires sont accusés d'avoir participé directement à un complot militaire visant à tuer Aquino, alors que, le 21 août 1983, il arrivait par avion à Manille, au terme d'un exil volontaire de trois ans aux Etats-Unis.

De notre correspondant

et militaires, conclus ces trois dernières années avec certaines firmes étrangères. Les représentants de ces sociétés en Inde et ceux des entreprises locales « liés à des firmes étrangères » seront également surveillés de plus près et des dossiers les concernant établis par les services de sécurité. Ces derniers vont, en particulier, s'employer à identifier les contacts de ces firmes dans les diverses administrations. « Veiller à ce que la plus grande légalité et propriété » président désormais aux échanges.

Vaste programme qui s'inscrit dans l'« opération nettoyage » ordonnée par le premier ministre et qui, en bonne logique, devrait à terme mettre directement en question l'impunité de l'Etat sur les affaires du pays. Un Etat en dehors duquel rien — ou presque — ne se fait jamais en Inde, et dont les agents, quel que soit leur niveau hiérarchique, sont à la fois très mal payés et détenteurs de pouvoirs de blocage et de capacité d'initiative sans doute le contraire serait-il étonnant, compte tenu du passé et de l'ampleur du « tournant historique » envisagé. Le projet de la direction affirme qu'« avec l'adoption du nouveau manifeste, la plate-forme traditionnelle du Parti et la « voie indienne » vers le socialisme » deviendront des documents historiques ». En clair, cela signifierait : abandon de la lutte des classes et de l'idéologie révolutionnaire.

PATRICE CLAUDE.

Afghanistan

Les maquisards auraient attaqué deux bases aériennes

Les maquisards afghans ont attaqué, avec succès, la semaine dernière, deux des principales bases aériennes soviétiques en Afghanistan, a-t-on appris mardi, à Islamabad, de sources diplomatiques occidentales.

Une douzaine d'hélicoptères auraient été détruits au sol, le 17 janvier, dans le sud-est du pays, déviant les avions de la base de Bagram, au nord de Kaboul, attaquée par les maquisards à la faveur de chutes de neige empêchant les appareils de décoller. Deux jours auparavant, les résistants auraient lancé une série de roquettes sur l'aéroport de Kandahar, dans le sud-est du pays, détruisant un nombre non précisé d'appareils. Selon les diplomates, citant les messages de leurs ambassades à Kaboul, un appareil des lignes intérieures afghanes Bakhtar aurait été touché par un tir de la résistance, le 9 janvier, dans le centre du pays. Le pilote, blessé, aurait été tué par l'appareil à Mainans, dans le nord-ouest du pays.

Les mêmes sources, confirmant les indications déjà recueillies à Peshawar auprès de divers groupes de la résistance, font état d'une intensification des combats dans les provinces du Paktia et du Nangarhar, limitrophes du Pakistan. Deux divisions soviétiques (vingt mille hommes) auraient été récemment envoyées en renfort à Jellalabad, la

Japon

EN ADOPTANT UNE PLATE-FORME RÉFORMISTE Les socialistes se préparent à des alliances avec d'autres partis d'opposition

De notre correspondant

Tokyo. — Pour le Parti socialiste du Japon (PSJ), acclamé au renouveau par réalisme, la nécessité d'un aggiornamento passant par l'adoption d'une politique réformiste (et l'abandon de la voie marxiste-léniniste) est à l'ordre du jour. D'autant plus qu'il vient d'annoncer qu'il souhaitait la formation d'un gouvernement de coalition avec des formations centristes. Encore faut-il faire accepter aux militants et aux factions le « nouveau manifeste » qui doit certes « refléter l'histoire des quarante ans du Parti », mais surtout « être conforme au présent et à l'avenir pour susciter un plus grand soutien populaire ».

Or, s'il faut en croire les résultats de la convention socialiste qui a tenu ses assises à Tokyo du 17 au 19 janvier, la ligne qu'entend imposer la direction élue en septembre 1983 continue de susciter de fortes oppositions, et le PSJ reste divisé. Sans doute le contraire serait-il étonnant, compte tenu du passé et de l'ampleur du « tournant historique » envisagé. Le projet de la direction affirme qu'« avec l'adoption du nouveau manifeste, la plate-forme traditionnelle du Parti et la « voie japonaise » vers le socialisme » deviendront des documents historiques ». En clair, cela signifierait : abandon de la lutte des classes et de l'idéologie révolutionnaire.

La convention s'est montrée globalement favorable à une évolution vers des modèles de type social-démocrate ou social-libéral. 1985 verra la recherche d'une base de coalition élargie avec les partis d'opposition, notamment avec le Komeito (centriste d'influence bouddhiste), en vue de mettre fin à la « quarantaine » des partis de gauche conservateurs. L'heure est à la flexibilité. Soucieux de rattrapper large et d'effacer leur réputation de dogmatisme, les dirigeants du PSJ proposent des thèmes passe-partout : croissance économique, promotion sociale, désarmement nucléaire, protection de l'environnement.

Cela dit, dans la pratique, l'approche réformiste paraît plus difficile à faire passer que les déclarations d'intention. La direction a provoqué un tollé en tentant d'amender la politique d'opposition à l'égard des nucléaires, traditionnellement l'un des grands thèmes mobilisateurs du parti. Après des heures de polémique, un compromis, typiquement ambigu, a été adopté, mais il apparaît comme une roulement et montre à quel point le consensus a du mal à se réaliser sur la politique de réorientation.

Les divisions droite-gauche du PSJ ne datent pas d'hier, et leur irréductibilité a contribué à maintenir le parti dans le ghetto de l'opposition, après sa brève expérience de gouvernement, en 1947.

Le rôle de M. Ishihashi

La crise la plus grave remonte à 1951, lorsque le parti se scinda en factions sur la question du traité de paix de San-Francisco (dont Moscou et Pékin furent exclus) et la signature du pacte de sécurité américano-japonais. En 1960, lors du renouvellement de ce dernier traité, un groupe dissident du PSJ fonda le Parti socialiste-démocrate (PSD). Depuis, les « les »-elles de droite et de gauche ont continué à se battre, mais sans jamais parvenir à une véritable fusion. M. Ishihashi, ancien ministre de l'Intérieur, a été élu à la tête du parti en 1976. Il a tenté de réunifier le parti, mais sans succès. Il a été battu en 1980 par M. Tanaka, ancien ministre de l'Intérieur, qui a tenté de réunifier le parti, mais sans succès. Il a été battu en 1983 par M. Tanaka, ancien ministre de l'Intérieur, qui a tenté de réunifier le parti, mais sans succès.

Face au Parti libéral-démocrate (PLD), inamovible gestionnaire des affaires économiques japonaises, le PSJ s'est fixé pour objectif de prendre le contrôle du pays. Confronté à la dynamique des mutations et des réalignements, à l'érosion du mouvement syndical (sa base électorale) et au reflux du pacifisme (son cheval de bataille), de surcroît décrié de l'intérieur, le PSJ n'avait su se doter ni d'une image moderne ni d'un programme de gouvernement crédible.

Il végétait électoralement, comptant sur les voix syndicales et sur les électeurs du PLD, mais restant très éloigné du million d'électeurs dont il avait rêvé.

Les choses ont notablement changé — parfois de façon spectaculaire — depuis l'investiture à la présidence du parti de M. Masahiko Ishihashi. Il y a un an et demi, sur le thème « Pour un nouveau Parti socialiste », il a lancé la réforme avec un souci du réalisme et un sens du compromis jugés aujourd'hui indispensables à la conquête et à l'exercice du pouvoir. Ainsi n'a-t-il pas hésité à s'attaquer à ce qui reste le talon des talons pour les socialistes, proposant de réorganiser la « légitimité » des forces armées, tout en réaffirmant leur « inconstitutionnalité » — ce qui ne rend pas la position du PSJ moins ambiguë que dans l'affaire des centrales nucléaires.

Sur le plan international, notamment dans l'attitude vis-à-vis des Etats-Unis et de la Corée du Sud, il a tenu des propos conciliants, cherchant visiblement à donner l'impression d'un dirigeant actif, pragmatique et responsable. Cela étant, le succès de son entreprise dépendra avant tout de sa capacité à convaincre son propre parti d'accorder son socialisme aux réalités contemporaines.

J.-P. P.-H.

R.-P. PARINGAUX.

Le sabotage de la

compromet l'ensemble

De nombreux Le matériel roulier de la principale mine de nickel de la Nouvelle-Calédonie, à Nouméa, a été saboté ce mardi 22 janvier. Cette action paraît destinée à paralyser l'activité économique de l'île, qui repose principalement sur l'exportation du nickel. M. Pélissier, cependant affirmé qu'il n'y avait eu ni sabotage ni acte de terrorisme, mais une simple erreur de production. La direction du gouvernement a démenti ces affirmations, affirmant qu'il y avait eu un sabotage. Les autorités ont promis de mener une enquête pour élucider les circonstances de ce sabotage.

Nouméa. — Sur le site de la plus importante mine de nickel de la Nouvelle-Calédonie, à Nouméa, des ouvriers ont saboté ce mardi 22 janvier le matériel roulier de l'île, qui repose principalement sur l'exportation du nickel. M. Pélissier, cependant affirmé qu'il n'y avait eu ni sabotage ni acte de terrorisme, mais une simple erreur de production. La direction du gouvernement a démenti ces affirmations, affirmant qu'il y avait eu un sabotage. Les autorités ont promis de mener une enquête pour élucider les circonstances de ce sabotage.

A Nouméa, le sabotage a été attribué à un acte de terrorisme. Les autorités ont promis de mener une enquête pour élucider les circonstances de ce sabotage. Les autorités ont promis de mener une enquête pour élucider les circonstances de ce sabotage.

M. PISANI :

(Nous sommes priés de)

M. Edgard Pisani a déclaré mardi 22 janvier, à l'occasion d'une conférence de presse, que le résultat de l'élection partielle de Pandang-Terap en Malaisie était une victoire importante pour le Front national. Il a souligné que le PAS, malgré ses dénégations, avait été largement battu. Il a également souligné que le gouvernement avait publié un Livre blanc qui s'en prenait très vigoureusement au PAS et à d'autres groupes intégristes musulmans.

Après des heures de polémique, un compromis, typiquement ambigu, a été adopté, mais il apparaît comme une roulement et montre à quel point le consensus a du mal à se réaliser sur la politique de réorientation.

Les choses ont notablement changé — parfois de façon spectaculaire — depuis l'investiture à la présidence du parti de M. Masahiko Ishihashi. Il y a un an et demi, sur le thème « Pour un nouveau Parti socialiste », il a lancé la réforme avec un souci du réalisme et un sens du compromis jugés aujourd'hui indispensables à la conquête et à l'exercice du pouvoir.

Sur le plan international, notamment dans l'attitude vis-à-vis des Etats-Unis et de la Corée du Sud, il a tenu des propos conciliants, cherchant visiblement à donner l'impression d'un dirigeant actif, pragmatique et responsable.

Le succès de son entreprise dépendra avant tout de sa capacité à convaincre son propre parti d'accorder son socialisme aux réalités contemporaines.

Sur le plan international, notamment dans l'attitude vis-à-vis des Etats-Unis et de la Corée du Sud, il a tenu des propos conciliants, cherchant visiblement à donner l'impression d'un dirigeant actif, pragmatique et responsable.

Le succès de son entreprise dépendra avant tout de sa capacité à convaincre son propre parti d'accorder son socialisme aux réalités contemporaines.

Sur le plan international, notamment dans l'attitude vis-à-vis des Etats-Unis et de la Corée du Sud, il a tenu des propos conciliants, cherchant visiblement à donner l'impression d'un dirigeant actif, pragmatique et responsable.

Le succès de son entreprise dépendra avant tout de sa capacité à convaincre son propre parti d'accorder son socialisme aux réalités contemporaines.

Sur le plan international, notamment dans l'attitude vis-à-vis des Etats-Unis et de la Corée du Sud, il a tenu des propos conciliants, cherchant visiblement à donner l'impression d'un dirigeant actif, pragmatique et responsable.

Le succès de son entreprise dépendra avant tout de sa capacité à convaincre son propre parti d'accorder son socialisme aux réalités contemporaines.

Sur le plan international, notamment dans l'attitude vis-à-vis des Etats-Unis et de la Corée du Sud, il a tenu des propos conciliants, cherchant visiblement à donner l'impression d'un dirigeant actif, pragmatique et responsable.

Le succès de son entreprise dépendra avant tout de sa capacité à convaincre son propre parti d'accorder son socialisme aux réalités contemporaines.

Sur le plan international, notamment dans l'attitude vis-à-vis des Etats-Unis et de la Corée du Sud, il a tenu des propos conciliants, cherchant visiblement à donner l'impression d'un dirigeant actif, pragmatique et responsable.

Le succès de son entreprise dépendra avant tout de sa capacité à convaincre son propre parti d'accorder son socialisme aux réalités contemporaines.

Sur le plan international, notamment dans l'attitude vis-à-vis des Etats-Unis et de la Corée du Sud, il a tenu des propos conciliants, cherchant visiblement à donner l'impression d'un dirigeant actif, pragmatique et responsable.

Le Monde

politique

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le sabotage de la mine de Kouaoua compromet l'ensemble de l'activité économique

De notre correspondant

Le matériel roulant de la principale mine de nickel de la Nouvelle-Calédonie, à Kouaoua, a été saboté ce mercredi 23 janvier. Cette action parait destinée à paralyser l'activité économique de l'île, qui repose principalement sur l'exportation du nickel. M. Pisaní, député du gouvernement, a cependant affirmé qu'un « plan est en place pour relancer la production minière ». Le député du gouvernement a estimé qu'il y avait « une véritable urgence à vouloir accélérer les mesures de tous les degrés ».

Kouaoua. — Sur le site de la plus importante mine de nickel de Nouvelle-Calédonie, désormais silencieuse, les ouvriers regardent avec mélancolie leur outil de travail brisé. Entre 3 heures et 6 heures, le mercredi 23 janvier, des hommes ont détruit à 90 % le parc roulant de la mine de Kouaoua, à Kouaoua, qui fournit habituellement plus de 50 % du minerai utilisé par la société Le Nickel. Pas d'action spectaculaire comme à la mine du camp des saïpes, à Thio, où sept camions ont été incendiés.

A Kouaoua, le sabotage a été méthodique. Vingt et un camions de 35 à 55 tonnes servant à transporter le minerai, trois pelleteuses et trois bulldozers utilisés pour gratter la montagne sont hors d'usage. Dans certains cas, les moteurs des engins ont été détruits à coups de masse. On a délibérément choisi les pièces les plus vitales — et celles dont les délais de livraison sont les plus longs — sur chaque véhicule, dans le but de l'immobiliser le plus longtemps possible.

Dans d'autres, les auteurs ont vidangé l'huile des moteurs avant de

M. PISANI :

« Nous sommes pressés »

M. Edgard Pisaní a déclaré, mardi 22 janvier, à un groupe de journalistes australiens : « Nous sommes pressés, nous devons aller vite ». Le député du gouvernement distingue deux attitudes dans la communauté canakane : « Les uns se désolent, d'autres s'interrogent pour savoir comment. Mon rôle est d'encourager un débat sur le comment avant de conclure le débat sur le si ».

À propos des prises de position de M. Jacques Lafleur, chef de file du RCP (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), le député général du gouvernement a affirmé : « Il est impossible de résoudre le problème avec le langage de M. Lafleur. Il sent que la situation présente est bonne pour lui et ses amis. Aussi lui est-il impossible d'en imaginer une autre. Sa position est fondée sur l'instinct et non sur une analyse politique ». En revanche, M. Pisaní a rendu hommage à M. Jean-Marie Tjibaou, « qui recherche une solution politique et qui, sur certaines questions très importantes, montre qu'il est sur la voie du dialogue ».

À propos du référendum, M. Pisaní a déclaré : « Le non n'est pas impossible, mais le oui a plus de chances ».

les mettre en marche au ralenti jusqu'à ce que la mécanique gripe, entraînant une destruction totale des moteurs. Plus d'extrusion de minerai possible, plus de transport jusqu'au transbordeur qui est le plus moderne du monde et désormais arrêté : avec la paralysie de Kouaoua, qui intervient après deux mois de blocage du centre de Thio, c'est maintenant l'approvisionnement de l'usine de la SLN qui se trouve compromise.

Pour cette année 1985, sur les 2 185 000 tonnes que devaient consommer les trois fours de Doniambo pour produire 45 000 tonnes de nickel, le centre de Kouaoua devait fournir, à lui seul, 1 150 000 tonnes, celui de Thio, dont on connaît les difficultés de remise en route, 735 000 tonnes, auxquelles devaient s'ajouter 300 000 tonnes de minerai issues des « tchèrons » (les « petits mineurs »), qui constituent la seule production actuellement sûre pour la SLN, mais qui ne représentent que 13,7 % des besoins et dont la productivité est difficilement améliorable.

Ceux qu'on appelle les « petits mineurs » sont, actuellement, au nombre de trois : Pentecost, qui exporte environ 400 000 tonnes de minerai chaque année ; Ballade, avec 250 000 tonnes par an exportées, et le groupe Lafleur — dont la SLN détient 25 % du capital — qui exporte 180 000 tonnes de minerai, tous trois fournissant exclusivement le marché japonais.

Les deux centres SLN étant maintenant provisoirement arrêtés, toute la question est de savoir si ces mineurs indépendants pourront et voudront approvisionner les fours de Doniambo. « C'est possible », répondent en ces termes les entrepreneurs : « mais il faudrait pour cela que l'exportation de minerai vers le Japon, ce qui nous amènerait à perdre irrémédiablement ce client, qui se tournerait vers les Philippines et l'Indonésie. A moins d'une régulation sous la forme d'un blocage arbitraire des exportations que déciderait l'administration, il nous est impossible, concrètement, d'assurer le joint » avec la SLN.

La destruction de l'outil minier de Kouaoua, s'ajoutant aux récents sabotages de Thio, est perçue comme une véritable catastrophe économique en Nouvelle-Calédonie. Car, pour la première fois, c'est l'existence même de la SLN qui est menacée, et avec elle plus de trois mille salariés.

Au combat politique, qui s'est déplacé vers la métropole, semble se substituer sur le terrain un combat économique qui se révèle sans merci, et de plus, remarquablement organisé. Car l'examen du matériel endommagé de Kouaoua prouve que les sabotages de mercredi sont l'œuvre de gens qui connaissent bien les problèmes miniers. Ils ont pu, en deux heures, causer des dommages sans précédent à un outil de production essentiel au territoire.

Reste à savoir qui avait intérêt à ce que la SLN ralentisse son activité. La réponse est peut-être polémique, elle peut relever de l'affairisme.

FREDERIC FILLOUX.

Le député Jospin « en direct » avec le dix-huitième

M. Lionel Jospin a contribué, mardi 22 janvier, en tant que député de la 27^e circonscription de Paris, à la campagne « En direct avec vous » lancée par le PS en direction des abstentionnistes de gauche (le Monde du 8 janvier).

Un préau d'école du quartier de la Goutte-d'Or, une soixantaine de personnes informées de la réunion par un affichage purement local, innombrables personnes âgées, jeunes couples : il s'agit bien, en effet, d'un contact « direct ».

Posés par des habitants qui s'adressent plus à leur député qu'au premier secrétaire du PS, les questions — nombreuses — ne sont ni complaisantes ni agressives. Quelques interrogations d'ordre général : la Nouvelle-Calédonie, les dévotions, l'union par la gauche, la « télévision de gauche », obligent M. Jospin à un exercice de synthèse et de simplicité. Mais l'essentiel des questions, comme il l'a demandé, portent sur les problèmes locaux.

Insécurité, réhabilitation-rénovation de la Goutte-d'Or, manque de place dans les écoles, les thèmes abordés sont sans surprise.

La présence constante d'une compagnie de CRS est-elle un bon moyen de faire face au sentiment d'insécurité ? Quand la liberté d'expression d'une communauté culturelle ou ethnique devient-elle nuisante pour les autres ? Vieux débats, sans cesse posés, innués, tranchés. M. Jospin explique, nuance, souligne les avis contradictoires, allie les formules : « La répression, ce n'est pas cogner, c'est faire des enquêtes » ; « Il n'est pas légitime M. Reagan. C'est un cow-boy, c'est un viril — comme si on ne l'était pas — un dur de dur. Manque de chance, chez lui, il y a une insécurité majeure ».

M. Jospin, qui rappelle que « la police ne dépend pas du député », apprendra à ses interlocuteurs qu'il n'a pas été averti au préalable de l'opération de police controversée — la rafle — qui a suivi les assassinats de vielleilles dames dans le quartier.

En revanche, s'il y a « des choses qu'on aime », c'est bien parce qu'on intervient », souligne le député Jospin. Et pour finir, comme il est aussi le premier secrétaire Jospin, le député du dix-huitième arrondissement confie qu'il est « raisonnablement optimiste » pour 1986.

J.-L. A.

Le gouvernement veut proroger l'état d'urgence jusqu'au 30 juin

M. Jean-Marie Tjibaou, arrivé en métropole mardi 22 janvier, après avoir rappelé les positions de son mouvement à la télévision, a rencontré mercredi matin 23, M. Lionel Jospin. Il devait être reçu par M. Georges Marchais, en début d'après-midi. En revanche, les personnalités de l'opposition ont refusé de le recevoir. M. Jacques Chaban-Delmas ayant rejoint la position de MM. Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Jacques Chirac. Allant plus loin, le secrétaire général du RPR, « être une telle forme de protestation contre cette fête » du président du FLNKS. Le RPR rappelle que M. Tjibaou est responsable « de défilés et de crises punies par nos lois » et estime que « l'impunité » qui lui est accordée ainsi que « sa présence sur le territoire métropolitain » « constituent un défi aux institutions et aux lois de la République ».

M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement territorial est aussi arrivé mercredi à Paris. Il a annoncé son intention de déposer au Sénat, où il est membre du groupe RPR, des amendements au projet de loi prorogeant l'état d'urgence « pour que le député du gou-

vernement puisse amoindrir les effets de celui-ci ».

Le Parlement doit en effet être saisi mercredi du projet de loi, adopté le matin même en conseil des ministres, prévoyant la prolongation de l'état d'urgence jusqu'au 30 juin prochain. Le gouvernement, après avoir envisagé de ne saisir le Sénat que le jeudi 24 janvier, souhaite maintenant que son projet soit définitivement voté dans la nuit de mercredi à jeudi pour éviter toute interruption de l'état d'urgence qui, légalement, doit s'interrompre le jeudi à 2 heures du matin, heure de Paris. Cela lui permettrait aussi d'éviter une trop longue discussion en Parlement.

L'opposition acceptera-t-elle d'aller aussi vite ? A l'Assemblée nationale, elle a admis que la première lecture, qui commencera à 18 heures, pourrait ne durer que trois heures environ. En revanche, il n'est pas sûr que la majorité sénatoriale accepte une telle précipitation. Ses représentants sont partisans d'ajourner le texte gouvernemental pour raccourcir, notamment, la durée de la prorogation.

M. Jean-Pierre Soisson, député UDF de

l'Yonne, mardi 22 janvier, se déclarait favorable à la prolongation de l'état d'urgence, mais demandait : « Pour quoi faire ? ». M. Alain Madelin, député UDF de l'Ille-et-Vilaine, pensait qu'elle ne serait acceptable que si les moyens légaux ordinaires « avaient échoué », et, pour lui, cette démonstration n'a pas été faite. Au RPR, les interrogations sont les mêmes. Les groupes de l'opposition hésitent en fait entre un vote contre et une non participation au scrutin. Leurs positions définitives seront mises au point au cours des réunions qu'ils doivent tenir en début d'après-midi.

Pour le PC, l'affaire parait déjà entendue. M. Claude Lecoq, dans l'éditorial de l'Humanité de ce mercredi, explique que l'état d'urgence est « une mesure inutile, inefficace, dangereuse ». M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a dit mardi dans les couloirs du Palais-Bourbon son « extrême réserve », expliquant que l'état d'urgence « est une loi coloniale » et rappelant que son parti s'est « assez repenti d'avoir voté les pouvoirs spéciaux en 1956 » au gouvernement de Guy Mollet pour le maintien de l'ordre en Algérie.

M. Tjibaou : si le référendum est négatif nous continuerons notre lutte

M. Jean-Marie Tjibaou, chef de file du FLNKS, s'est exprimé mardi 22 janvier sur TF1 et Antenne 2 et mercredi matin 23 janvier sur Europe 1. Il a notamment déclaré être venu à Paris pour « prendre à témoin » le peuple français de la revendication des Canaques à l'indépendance. « La responsabilité de la décolonisation n'appartient pas seulement aux socialistes, mais à l'ensemble des Français », a-t-il souligné.

Interrogé sur son attitude en cas de refus de l'indépendance au référendum d'autodétermination prévu par le gouvernement, M. Tjibaou a distingué le droit à l'autodétermination de l'exercice de ce droit : « Si le référendum est négatif, il n'autorise pas l'exercice du droit à l'indépendance ; mais il n'enlève pas ce droit ; nous continuerons donc notre lutte tant que nous n'aurons pas la souveraineté sur notre pays ».

M. Tjibaou a décrit le plan Pisaní comme « un plan pour le maintien de la France » en Nouvelle-Calédonie. « Ce plan prévoit le maintien de la France, la garantie des biens des Français par la France, et en même temps l'indépendance (...) ». a-t-il dit. Nous l'acceptons point par point de façon à donner notre réponse avant le 2 juillet. Pour le moment, nous sommes dans une phase de discussion. Pour nous, le dialogue est ouvert (...) Le plus important est que je peux lui faire la proposition du dialogue. Cette proposition n'est interdite en Nouvelle-Calédonie par le gouvernement territorial de M. Ukeiwé, qui me considère comme hors-la-loi (...) ».

M. BAUDIS (UDF) :

M. Mitterrand a tenu

un discours d'homme d'Etat

Commentant le lundi 21 janvier, au cours de l'émission de France Inter « Face au public », les propos tenus la veille à propos de la Nouvelle-Calédonie par M. Mitterrand, M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, a déclaré : « J'ai entendu prononcer un discours d'homme d'Etat qui avait su se dégager des influences de son parti politique et prendre en charge les intérêts de la nation, parler un langage de fermeté, d'autorité et de détermination ». Le chef de l'Etat a trouvé, selon M. Baudis, « le moyen de se dégager du fillet que le Parti socialiste a tissé autour de cette affaire ».

Interrogé d'autre part sur la situation économique, M. Baudis a porté le jugement suivant : « Sur les prix, incontestablement, le résultat est bon. Sur le chômage, le résultat, je suis désolé de le dire, est consternant ».

Environnement : les socialistes reconnaissent leurs insuffisances

Le PS a tenu, dimanche 19 janvier à Massy, dans l'Essonne, sa première « journée nationale de l'environnement ». Pour M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, membre adjoint du secrétariat national chargée de l'environnement, cette journée devait être l'occasion de dresser un bilan de l'action de la gauche dans ce domaine et aussi marquer une relance de l'intérêt des socialistes pour l'environnement.

M^{me} Lienemann reconnaît en effet que le secrétariat du PS chargé de l'environnement « n'a pas fait grand-chose » depuis 1981, l'essentiel de l'action étant à imputer au gouvernement. Il s'agissait donc aussi, à travers la publication d'une brochure qui devrait suivre cette journée, de fournir de premiers éléments programmatiques en matière d'environnement, qui s'inscriront dans le « contrat » que les socialistes proposeront aux électeurs en 1986.

Pour sa première « journée nationale de l'environnement » organisée à Massy (Essonne) le 19 janvier, le parti socialiste n'a guère mobilisé. Une petite centaine de militants auxquels s'étaient joints pour l'occasion les responsables d'associations — notamment socialistes — lutinant pour la protection de la nature ou la défense de l'environnement. Les témoins du parti, « retenus en province par d'autres obligations », ne se sont pas montrés samedi au centre Paul Bailly, ni M. Jospin prévu à l'origine, ni même M. Michel Pezet, membre du secrétariat national chargé de l'urbanisme et du cadre de vie et président de l'Agence pour la qualité de l'air. Seuls étaient présents, outre M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, membre adjoint du secrétariat national et organisatrice de la journée, M^{me} Alain Bombard, ancien et éprouvé secrétaire d'Etat à l'environnement, Jean Valoff, député des Vosges chargé d'une mission sur les pluies acides et à ce titre responsable d'un atelier à Massy, et Jean-Michel Bérégov, député de l'Allier, qui ne dit mot et s'en fut dès la mi-journée.

La vedette a été un membre PSU, M^{me} Huguette Bouchard, ministre de l'environnement : « Nous avons beaucoup à faire pour que la défense de l'environnement soit prise en compte au sein de la gauche, et du PS en particulier », a-t-elle remarqué. M^{me} Bouchard a commenté toutefois les réticences de la gauche envers des groupes qui, « trop souvent, ont une conception élitiste du loisir », « défendent des privilèges des possédants ou de profiteurs du territoire » et développent un modèle d'écologie « rétro » où le rural l'emporte sur le citadin.

M. Alain Bombard a souligné que « les socialistes français ont tout intérêt à avoir une politique de défense de l'environnement » étant donné que « les Anglais, parce qu'ils habitent une île, se croient permis de tout jeter à la mer » et que les Allemands, Néerlandais et autres Luxembourgeois « conçoivent l'environnement sans l'homme ». A propos de la chasse pour laquelle il s'est déclaré en désaccord avec M^{me} Bouchard (« parce qu'elle est au gouvernement et moi pas »), M. Bombard a appelé les militants à faire pression sur leurs députés qui n'osent pas reconnaître que les chasseurs sont une minorité en France et n'ont donc pas tous les droits.

R. C.

S'assurer un avantage tactique

(Suite de la première page.)

Sans doute M. Tjibaou a-t-il voulu répondre à l'avertissement lancé dimanche au mouvement indépendantiste par le président de la République avec l'annonce du renforcement de la base militaire de Nouméa. Malgré les bonnes relations qu'il entretient depuis longtemps avec M. Mitterrand, M. Tjibaou se montre de plus en plus méfiant à l'égard du pouvoir, car il craint que, sous la pression des considérations de politique intérieure, les dirigeants socialistes n'aillent pas jusqu'au bout de leurs anciens engagements à l'égard de la communauté canakane.

Revenant d'un voyage à Alger, où il avait reçu le soutien moral du FLN, M. Tjibaou déclarait en avril 1983 : « Je suis allé en Algérie pour voir si, face à la même colonisation, il peut y avoir des tactiques différentes. La parole la plus lourde que j'ai enregistrée est celle-ci : « Les Français n'ont pas de parole. Comme tous les Occidentaux, ils ne comprennent que les rapports de force ». Le FLN m'a renforcé dans l'idée que notre revendication d'indépendance ne pourra progresser que par la seule mobilisation des Canaques. Les jeunes ont raison quand ils disent qu'ils ne faut pas attendre du colonisateur qu'il décolonise gratuitement. Si nous voulons l'indépendance, c'est à nous de faire ce qu'il faut pour (le Monde du 23 avril 1983) ».

Si M. Tjibaou durcit le ton, c'est aussi dans un souci tactique. Car, sur le fond, le chef du FLNKS ne conteste pas l'opportunité du maintien de la présence militaire française en Nouvelle-Calédonie, même si celle-ci accède à l'indépendance dans le cadre d'un traité d'association avec la France. Bien au contraire, en cas de vote favorable à l'indépendance lors du scrutin d'autodétermination qui doit avoir

lieu l'été prochain, les dirigeants indépendantistes, faute de disposer d'une armée canakane, seraient les premiers à avoir besoin du concours des forces françaises.

Ce durcissement traduit enfin la volonté du chef du FLNKS de ne pas être débordé par sa base militante, qui estimait, avant même les dernières déclarations de M. Mitterrand, que le plan exposé par M. Pisaní comprenait « trop de France et pas assez d'indépendance », et qui, dans le passé, a eu parfois tendance à trouver M. Tjibaou trop calculateur.

L'attitude de l'opposition à l'endroit de la communauté canakane n'est pas étrangère non plus à la réaction du chef du FLNKS, qui a toujours été un homme de dialogue.

Il n'en demeure pas moins que le sentiment de rajeunissement qui prévaut aujourd'hui risque de produire un effet inverse à celui qu'espère M. Tjibaou au cours de son séjour en métropole. Cette image dure tend en effet à renforcer l'argument selon lequel les garanties qui pourraient être accordées aux caldoches par le FLNKS avant une éventuelle proclamation d'indépendance risqueraient fort d'être purement illusoires, et que les accords préférentiels n'auraient pas alors plus de valeur, comme l'affirme déjà M. Giscard d'Estaing, que les accords d'Evian après le référendum de 1962.

Si le FLNKS adoptait durablement une ligne intransigente — alors qu'il a alterné jusqu'à présent raideur et modération —, c'est l'ensemble du plan de M. Pisaní qui se trouverait vidé de sa substance avant même d'être « complété et précité », comme le souhaite le chef de l'Etat. La situation de blocage et d'affrontement qui serait ainsi créée serait évidemment dramatique pour les deux communautés antagonistes.

ALAIN ROLLAT.

LE BRÉVIAIRE DU CARABIN illustré par les Humoristes Associés

Véritable florilège des Salles de Garde



INTROUVABLE

Le recueil des chansons de salle de garde, pratiquement introuvable, est réédité par l'ASGMP (Association des Salles de Garde de Médecins et Pharmaciens).

ÉCLECTIQUE

Redécouvrez toutes les chansons qui ont fait votre joie, des blues comme « A Tricou ou La Pitié Huguette », ou des chansons plus musicales comme la Chanson de Louvance, celle de Bédère ou les fameuses Stances à Sophie en passant par la pauvre Charlotte, qui eut la prétention de se passer des hommes. L'Invalide à la pitié de bois et les chapeaux-passe. Connaissiez-vous tous les couplets du Plaisir des Dixes et vous remémorerez-vous les 31 réfrains tous d'une musique différente de l'ébouriffante Peau de Couille ?

PAILLARD

Plus de soixante illustrations des plus grands dessinateurs humo-

ristes de notre temps accompagnent ces textes luxuriants et ne leur cèdent en rien en frivolité. 14 hors textes originaux sont signés Laville, Mose, Sabatier, Siné, Serre, Trez...

RAFFINÉ Imprimé sur papier couché mat de 100 g, l'ouvrage grand format (18 x 24 cm) est relié en dos carré, cousu collé sous une couverture rigide illustrée, dorée, pelliculée sur fond noir. 500 exemplaires de collection reliés plein cuir vous sont proposés.

EXCEPTIONNEL

L'ouvrage est disponible (enfin !) durant certains amis du Monde sous huit jours, au prix de 168 F. (288 F pour la reliure plein cuir) ATTENTION ! le premier tirage s'épuise vite.

Je commande le BRÉVIAIRE DU CARABIN au prix de 168 F + 21,60 F de frais de port soit 189,60 F + 288 F + 21,60 F de frais de port, soit 309,60 F pour l'exemplaire relié plein cuir.

Nom
Prénom
Adresse
Ville
Date Signature
Ct-joint mon règlement que j'adresse à l'A.S.G.M.P. 107, rue Victor-Hugo 92270 Bois-Colombes.

هكذا من الأصل

DU PÉTROLE SOUS NOTRE-DAME ?

ELF-Aquitaine demande un permis de recherches à Paris

Verra-t-on, dans quelques années, des derrick pétroliers dans les squares de Paris ? La question mérite d'être posée sérieusement. La société ELF-Aquitaine vient de déposer une demande de permis de recherches d'hydrocarbures centré sur la capitale, et non plus, comme précédemment, à la périphérie du bassin parisien.

Le dossier, qui sera l'objet d'une enquête publique en février, contient un plan de la zone convoitée, celle-ci s'étend sur près de 200 000 hectares. Le territoire sur lequel la société nationale souhaite lancer ses prospections a la forme d'un rectangle. D'ouest en est, les limites s'étendent entre Pontchartrain (Yvelines) et Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne) sur 60 kilomètres. Du nord au sud, il s'étendrait de Pontoise (Val-d'Oise) à Longjumeau (Essonne) sur 45 kilomètres. S'il était accordé, le permis de recherches couvrirait donc la ville de Paris, les trois départements de la petite couronne et une fraction de l'Essonne, des Yvelines, du Val-d'Oise et de la Seine-et-Marne. C'est toute l'Île-de-France qui est concernée.

Ce n'est pas la première fois que les compagnies pétrolières s'intéressent au bassin de Paris. Les recherches commencèrent en 1955 et se soldèrent par la mise en exploitation de plusieurs dizaines de puits, notamment en Seine-et-Marne. Ces recherches ont été relancées par les deux « chocs » pétroliers de 1973 et 1979. Le prix du brut et les progrès accomplis dans la prospection ont donné un regain d'intérêt aux gisements éventuels du bassin de Paris. ELF-Aquitaine, Esso, Total et plusieurs compagnies plus modestes françaises, britanniques et américaines sont alors sur les rangs. En 1983, leurs efforts ont été couronnés de succès à Chaunoy, près de Melun (Seine-et-Marne) et près de Montmirail (Marne). Près de trois cents puits sont actuellement en exploitation dans le bassin parisien. Leur production s'est élevée à 630 000 tonnes en 1984. On attendait le million de tonnes cette année.

Jusqu'à présent, les recherches et les découvertes étaient localisées à la périphérie du bassin. Cette fois, c'est au centre même, c'est-à-dire sous Paris et sa banlieue, que l'on espère découvrir des gisements de gaz ou de pétrole. Comme il s'agit d'une région fortement urbanisée, le problème des nuisances provoquées par les sondages, les prospections et les exploitations éventuelles se pose avec acuité.

Dallas-sur-Seine

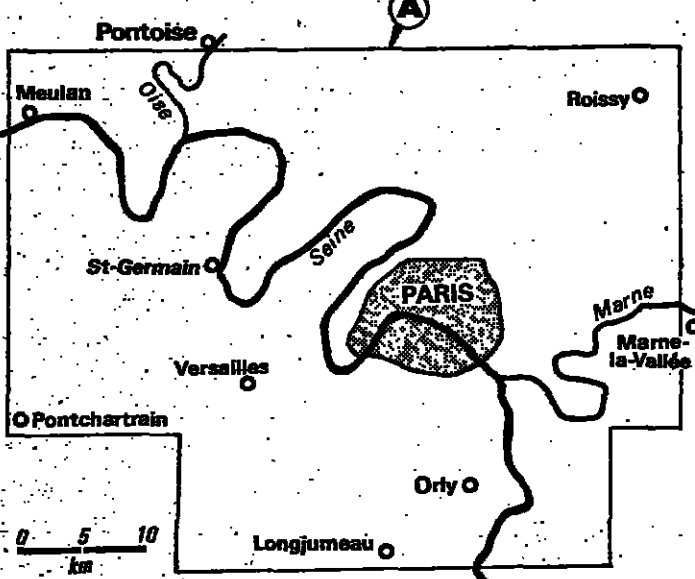
Les pétroliers répondent que les campagnes de recherches sismiques ont été menées à Pau, à Strasbourg et dans certaines villes du nord sans dommage pour quiconque. Il n'est besoin aujourd'hui que d'un camion et de quelques appareils discrets pour se faire une idée du sous-sol. Ces opérations ne demandent que quelques jours. S'il y a une présomption sérieuse, on envisage un sondage. Un carré de 1 hectare suffit à installer les appareils, qui tournent pendant un mois et dont pour attendre les profondeurs requises, c'est-à-dire entre 2 000 et 3 000 mètres. Grâce à

des sondes qui progressent en biels ou à l'horizontale, les prospecteurs se contentent de planter leur engin à 1 kilomètre du gisement. Peut-être davantage si les progrès en cours dans cette technique continuent. De telles opérations ont été menées récemment dans la banlieue de Pau.

Si le sondage se révèle favorable, il faut alors installer un puits d'exploitation. Là encore, les pétroliers se veulent rassurants. Les habitants de Los Angeles supportent fort bien, paraît-il, le voisinage des puits de pétrole en pleine ville. On rappelle encore que, à Paris même, dans le seizième arrondissement, deux puits allent chercher l'eau chaude du sous-sol ont été inaugurés il y a quelques semaines. Pourquoi ce que l'on a fait pour assurer le chauffage géothermique des quartiers de la porte de Saint-Cloud ne serait-il pas tenté pour remonter de l'or noir ?

Il faudra un an à l'administration pour instruire la demande de permis de recherches. Les prospections ne commenceraient donc qu'au début de 1986. Dans quelques années, peut-être, Paris sera devenue Dallas-sur-Seine.

MARC AMBROISE-RENDU.



Le cadre marque les limites du permis de recherches demandé par ELF-Aquitaine.

Le film de Roger Hanin. « Train d'enfer » menacé de saisie

Le dernier film de Roger Hanin, *Train d'enfer*, (le Monde du 12 janvier), a-t-il violé la loi sur la presse et, de ce fait, doit-il être saisi ? C'est la question qui va être posée à la justice par les avocats des trois jeunes gens actuellement inculpés et détenus à Toulouse pour avoir frappé à mort et finalement jeté par une portière du rapide Paris-Vintimille, le 15 novembre 1983, un Algérien âgé de vingt ans, Habib Grizmi. *Train d'enfer* est inspiré de ce fait divers, mais, selon son auteur, il n'en constitue en rien une relation et met en scène des personnages très différents de ceux qui en furent les protagonistes.

Cependant, les avocats des inculpés de Toulouse, M^{rs} Catala, Conquet et Debusson, viennent d'annoncer leur intention de déposer une plainte contre X... pour violation de l'article 38 de la loi sur la presse et d'engager, en outre, une procédure en référé pour obtenir, au moins dans le département de la Haute-Garonne, la saisie du film.

L'article 38 de la loi sur la presse punit d'une peine d'amende de 180 à 800 000 F ceux qui auront publié, « par tous moyens, des photographies, gravures, dessins, portraits ayant pour objet la reproduction de tout ou partie des circonstances d'un crime ou d'un délit », avant leur examen en audience publique.

Selon les avocats des inculpés de Toulouse, « la publicité faite à propos du film de Roger Hanin fait sauter des éléments figurant dans le dossier de leurs clients » alors que celui-ci reste protégé par le secret de l'instruction. M^{rs} Catala ajoute, en accord avec ses confrères : « Si la justice accepte que dans le cadre d'une affaire non jugée on puisse faire un film ou un roman, quel jury d'assises pourra ensuite juger en son âme et conscience ? Il faut savoir que l'unique conviction des jurés ne peut se fonder que sur le dossier et les éléments complémentaires que son peut y apporter le débat contradictoire à l'audience. »

En fait, bien que Roger Hanin ait assuré déjà, à plusieurs reprises, que son film était, à ses yeux, une œuvre de fiction, il avait été accusé « avec satisfaction » par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA). Le MRAP avait même publié un communiqué dans lequel il déclarait que « *Train d'enfer* retrace le calvaire qu'a subi dans le train Bordeaux-Vintimille, en novembre 1983, Habib Grizmi. »

(Dans le passé, de nombreux films ou livres ont été inspirés par des affaires judiciaires. On peut citer ainsi *Affaire Domitici* ou le *Pull-Over rouge* relatant l'affaire Ramouci, condamné à mort et exécuté pour le vol et le meurtre d'une fille, ainsi que le *Shérif*, inspiré de l'assassinat du juge Renaud à Lyon. Dans les deux premiers cas, les films publiés ou réalisés après jugement présentaient des thèmes en faveur d'un doute de culpabilité. Dans le troisième, le film évoquait un crime dont les auteurs ne furent jamais retrouvés. En revanche, le film de Claude Chabrol *Les Noces rouges* (1973), inspiré d'un crime passionnel commis à Bourgneuf (Creuse) dont l'auteur, Bernard Couty, devait être jugé après cassation, s'était vu refuser provisoirement son visa de sortie, jusqu'à l'issue du second procès.)

CHRISTIAN DAVID A ÉTÉ EXTRADITÉ

Le trafiquant de drogue Christian David est extradité, dans la soirée du mercredi 23 janvier. Selon le porte-parole du département de la justice à Washington, il partira de New York pour arriver à Orly jeudi, vers 8 heures du matin.

Les avocats de Christian David n'ont donc pas obtenu gain de cause. Ils avaient introduit un recours contre l'arrêt d'extradition pris à l'encontre du « Beau Serge » (le Monde du 22 janvier). Celui-ci avait été libéré par anticipation, vendredi dernier, du pénitencier de Fort Leavenworth (Kansas) où il purgeait une condamnation pour trafic de drogue, prononcée en décembre 1972 par un tribunal de New-York.

● L'enquête sur un trafic de drogue en Belgique. — L'ambassadeur d'Ouganda à Bruxelles, M. Francis Okello, a été convoqué, lundi 21 janvier, au ministère belge des relations extérieures. Cette convocation témoignait de l'importance accordée par les autorités belges au trafic de drogue récemment découvert : les douaniers, en liaison avec leurs collègues français, avaient saisi près de 35 kilogrammes d'héroïne dans des valises dont l'une, embarquée à Karachi (Pakistan), était destinée à l'ambassade d'Ouganda à Bruxelles (le Monde du 17 janvier).

A LA COUR D'APPEL DE VERSAILLES

Cégétistes chez Talbot

M. Tayeb Chilli, OS chez Talbot, a eu tort de fumer une cigarette assis sur un banc près de la chaïba 44 de l'usine automobile de Poissy. La troisième chambre de la cour d'appel de Versailles le lui a signifié le 21 janvier.

M. Chilli le savait déjà. Il a été licencié en 1980 pour cette cigarette. Mais il espérait malgré tout, malgré un premier jugement négatif pour lui. Il pensait avoir une petite chance parce qu'il avait treize ans d'ancienneté et qu'il n'avait jamais reçu d'avertissement. M. Chilli a fait erreur.

M^{rs} Brigitte Funel, pour Talbot, a souligné les torts de M. Chilli, sa « faute extrêmement grave » et son « attitude arrogante », alors qu'un contremaître lui signalait qu'il fumait « à moins d'un mètre des pompes à essence destinées au remplissage des voitures ».

M. El Mekki el Zarak, lui aussi, été licencié en 1980, après huit années d'ancienneté chez Talbot. Il travaillait dans un atelier où le port de lunettes protectrices contre la limeille est obligatoire. Mais par nervosité, il les enlevait dès qu'il avait fini sa tâche et se cabrait lorsque son chef lui rappelait les consignes de sécurité, en faisant valoir qu'il n'avait jamais eu d'accident et qu'il chaussait ses lunettes dès qu'il avait fini ses pauses.

M. El Zarak a été plus chanceux que M. Chilli. La cour a confirmé la décision de première instance et jugé, à son tour, que la conduite de cet OS ne constituait pas une « cause réelle et sérieuse de licenciement ». MM. Chilli et El Zarak, militants de la CGT, étaient à l'époque de leur licenciement, candidats aux élections professionnelles pour devenir délégués syndicaux.

M. Nicolas Nanos, pupitreux au service informatique, payé 4 800 F bruts, était, lui aussi, un militant cégétiste. Son « dossier » est cependant tout différent. Le 25 octobre 1979, il avait exceptionnellement obtenu un bon pour sortir de l'usine en milieu d'après-midi afin de se rendre chez un médecin. Sur le point de quitter son travail, il croise alors un collègue, M. Patrie, et

engage la conversation. Les deux hommes échanget des cigarettes. M. Nanos cherche dans sa poche son briquet et trouve une enveloppe « de type classique, couleur saumon » contenant trois micro-fiches sur lesquelles on peut lire « paye mensuelle 0 379 US ».

M. Nanos est sidéré. M. Patrie lui conseille de remettre immédiatement ces documents au responsable du service. M. Nanos y court, rend les micro-fiches, explique son aventure et demande une enquête pour que l'on détermine comment cette enveloppe s'est retrouvée dans l'une de ses poches. Cela fait, il file vers la sortie où l'attendent — tout aussi exceptionnellement — des gardes qui le fouillent et ne trouvent rien.

Un dossier vide

L'affaire pourrait en rester là. Mais le lendemain M. Nanos est convoqué à un « entretien préalable ». Accusé de « détention frauduleuse de documents à caractère hautement confidentiel », il est licencié pour « faute grave ». Cet homme s'indigne et parle alors de machination. Talbot lui demande d'en apporter la preuve...

M^{rs} Funel, pour l'entreprise, répète à l'audience que M. Nanos a commis une faute grave. Selon l'avocate, ce salarié « a été pris en flagrant délit avec des micro-fiches contenant de nombreux salaires de cadres ». M^{rs} Tiennot Grumbach, conseil de M. Nanos, emportera facilement la conviction de la cour en parlant de « provocation », notant que le dossier est vide. « Mon client n'a pas compris sur-le-champ la situation, a-t-il expliqué. Il aurait été un militant révolutionnaire, il allait aux toilettes, jetait les "micro-fiches", tirait la chasse. Et on n'en parlait plus. »

La cour a estimé que M. Nanos n'avait pas commis de « faute grave » le 25 octobre 1979. Ce pupitreux au service informatique, à tout de même, mis un an pour retrouver un emploi stable.

LAURENT GRELSAMER.

Les produits de l'Institut Solomidès sont toxiques

affirme le secrétariat d'État à la santé

A la suite de la perquisition conduite le 15 janvier à l'Institut Solomidès, dans le cadre du dossier d'instruction ouvert pour exercice illégal de la médecine et de la pharmacie, (le Monde du 23 janvier), le secrétariat d'État à la santé précise dans un communiqué :

— Que des examens effectués par le Laboratoire national de la santé sur les échantillons prélevés à l'Institut Solomidès-Oléa-Centre « ont démontré la toxicité des produits en cause » ;

— Que le dossier des « physiatrons », qui auraient, selon ses fabricants, des vertus anticancéreuses, a

été examiné par les experts de la direction de la pharmacie et du médicament. L'autorisation de mise sur le marché a été refusée à l'unanimité le 14 juin 1983, la qualité, l'innocuité et l'efficacité des produits en question n'étant « en aucune façon » démontrées.

Le ministère des affaires sociales annonce d'autre part qu'en application de l'article L. 519 du code de la santé il a demandé la fermeture administrative immédiate de l'établissement Oléa-Centre que dirigeait M^{rs} Solomidès et son fils. Cette fermeture est effective depuis le 22 janvier.

Une association de mères porteuses à Strasbourg

Les Cigognes, première association de mères porteuses, vient de déposer ses statuts le 17 janvier à Strasbourg malgré l'avis défavorable du Comité national d'éthique. Les membres de l'association, une vingtaine de femmes de tous milieux, âgées de vingt-cinq à trente-quatre ans, originaires de toute la France, ont choisi Strasbourg, « en fonction du nom Les Cigognes, évocateur à la fois de la venue de l'enfant et de l'Alsace », explique M^{rs} Claudine Kunz, secrétaire générale de l'association, fonctionnaire, mère de deux enfants. L'Association

prévoit qu'en cas d'accident pendant la grossesse l'argent « 50 000 F versés à la signature du contrat » restera à la « mère porteuse ».

Des mères stériles se sont également rassemblées dans une association Sainte Sarah (78, rue des Coquilles, 78200 Mantes-la-Jolie). Ces femmes, qui ont échoué dans leurs démarches auprès des médecins pour vaincre leur stérilité et qui n'ont pas pu adopter un enfant, ont créé cette association pour défendre les mères porteuses.

En France

UN ENFANT DE MOINS DE QUATORZE ANS MEURT ACCIDENTELLEMENT TOUTES LES TROIS HEURES

Un enfant de moins de quatorze ans meurt accidentellement toutes les trois heures en France. C'est pour sensibiliser les parents à ce danger que le docteur Pierre-Alain Benhamou, président de l'association Santé Carrel Plus, organise une exposition itinérante, présentée actuellement à la clinique Alexis Carrel de Sarcelles (Val-d'Oise). Citant des statistiques de l'ordre des médecins, le docteur Benhamou souligne que, de tous les pays industrialisés, la France détiendrait avec la Hongrie le triste privilège d'avoir le taux le plus élevé de mortalité infantile par accidents.

Principale cause de mortalité : les accidents de la route. Mais les accidents domestiques sont les plus nombreux.

A l'Académie

ÉLECTION DU PROFESSEUR MICHEL VERHAEGHE

L'Académie nationale de médecine a élu membre titulaire, dans sa section des « membres non résidents », le professeur Michel Verhaeghe, de Lille.

[Né le 13 mars 1914 à Lille (Nord), M. Verhaeghe est chirurgien du Centre anticancéreux de Lille où il a poursuivi l'essentiel de sa carrière. Il a consacré de nombreux travaux aux cancers gynécologiques, notamment aux cancers du sein. Afin de mieux conseiller les femmes qu'il traite, il crée très tôt, à Lille, un enseignement sur la régulation des naissances.

Le professeur Verhaeghe est membre de nombreuses sociétés savantes, auteur de multiples publications scientifiques ainsi que d'un ouvrage Les Cancers du col utérin.]

BVLGARI

Entreprise historiquement connue pour créations de joaillerie et d'articles de luxe tient à informer que ses produits sont offerts à la vente seulement chez :

- BVLGARI
Hôtel Plaza Athénée - 27, avenue Montaigne - Paris (France)
- BVLGARI
Via Dei Condotti 10 - Rome (Italie)
- BVLGARI
30, rue du Rhône - Genève (Suisse)
- BVLGARI
Hôtel Pierre - 2 East 61st street - New York (USA)
- BVLGARI
Avenue des Beaux-Arts - Monte-Carlo (Principauté de Monaco)

En conséquence on confirme que tous produits portant la marque BVLGARI ou BULGARI qui viendraient à être offerts à la vente par destriers, même s'ils portent une dénomination identique, avec des adresses différentes n'ont aucun lien avec les articles d'origine et ne proviennent pas de cette Maison.

La maison BVLGARI se réserve d'ailleurs tous moyens de droit pour mettre un terme à des confusions risquant de porter préjudice à son public.

Signé : Paolo BULGARI, Nicola BULGARI, Gianni BULGARI

هكذا من الأصل

RELIGION

Rome veut imposer une nouvelle règle aux carmélites

Après les jésuites, les carmélites ? Après l'intervention inhabituelle de Jean-Paul II dans le processus préparatoire à l'élection du pape, voici que le Saint-Siège intervient à nouveau pour dessiner l'ordre des carmes de la rédaction définitive des constitutions des carmélites déchaussées.

La lettre que le cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat, a adressée au Père Philippe Sainz de Baranda, préposé général des carmes déchaussés, le 15 octobre dernier, pour lui annoncer que « le Saint-Siège ne veut pas se soustraire à l'accomplissement d'une tâche qui lui est propre » (à savoir la législation des carmélites déchaussés), a d'autant plus étonné le préposé général qu'il était en train de mettre en forme un projet de législation, fruit de l'agglomération demandée par 80 % des carmes à travers le monde, avant d'être soumis à l'approbation du pape.

Après une période de recherches et de renouveau, le précédent supérieur des carmes, le Père Finian Monahan, avait autorisé en 1977, avec l'accord de la congrégation romaine des religieux et de Paul VI lui-même, une nouvelle législation pour les carmélites — ad experimentum pendant cinq ans — fondée sur trois documents : la règle primitive de saint Albert de Jérusalem (reprise par sainte Thérèse d'Avila), les constitutions de sainte Thérèse (1567), des « déclarations » conformes aux normes juridiques demandées par le concile.

Après les cinq années de mise en pratique, une nouvelle consultation est lancée en 1982 pour savoir si ces trois documents, et notamment les « déclarations » conciliaires, peuvent servir de base aux constitutions définitives. La réponse est majoritairement positive : seuls cent cinquante carmes sur les huit cent dix qui constituent l'ordre (20 %) refusent, en réclamant « les constitutions de 1581, avec le maintien de la clôture existante ». Or, les constitutions de 1581 ne sont pas de sainte Thérèse elle-même ; elles lui ont été imposées lors de la soumission des religieuses carmélites à la juridiction des carmes.

● La disparition de deux religieuses françaises en Argentine. — Les avocats des deux religieuses françaises « disparues » en Argentine depuis 1977 ont demandé à M^{re} Claudine Le Chann, le juge d'instruction parisien chargé de cette affaire, de délivrer un mandat d'arrêt international contre le capitaine Alfredo Astiz. Ce dernier, à qui la justice argentine reproche également l'enlèvement d'une jeune Suédoise) a été arrêté récemment dans son pays. M^{re} Guy Aurencie, Jacques Miquel et Francis Spitzer espèrent que leur demande « symbolique » de mandat d'arrêt incitera la justice argentine à activer l'enquête sur le sort des sœurs Alice Domon et Léonie Duquet, qui ont été probablement assassinées.

Non seulement les cent cinquante carmes réfractaires ont toujours refusé le renouveau prescrit par le concile, mais, sur l'initiative de M^{re} Maravillas de Jesús, une carmélite espagnole, ils se regroupent dans une union conventuelle dissidente appelée Les carmes unis (1). Les membres de cette association ont même menacé de faire sécession, en écrivant de nombreuses lettres aux autorités romaines pour se plaindre du laxisme dans l'ordre, et en soumettant à l'approbation personnelle du pape leurs propres constitutions.

Une minorité contestatrice

A la surprise générale, l'intervention du Saint-Siège semble donner raison à la minorité contestatrice et déstabiliser le projet de préposé général et la majorité conciliaire. En effet, dans sa lettre au Père Sainz de Baranda, le cardinal Casaroli parle des « tensions » et des « controverses » des vingt dernières années, du « climat d'incertitude » ainsi créé et des « très nombreuses voix » (chez les carmélites), qui invoquent une législation fidèle au charisme thérésien. Que ces requêtes soient minoritaires ne trouble pas le cardinal,

qui explique : « L'unité qu'on doit rechercher à tout prix n'est pas de nature sociologique et ne résulte pas de la somme des consentements et de la majorité numérique des monastères ».

Puis, annonçant que le texte définitif sera rédigé par « la sacre congrégation compétente », le cardinal Casaroli annonce que le pape a décidé que la législation des carmélites sera composée : de la règle primitive de saint Albert, des constitutions de 1581 (et non de 1567), et des normes requises par le nouveau droit canon. Sur ce dernier point, le cardinal cite « oraison et pénitence, dispositions sur la clôture, complaisance de la prière, tâches et limites du conseil et du chapitre conventuel, l'espace de liberté laissé aux moniales », etc. La lettre du secrétaire d'Etat se termine par une phrase qui a provoqué une certaine émotion chez les carmélites conciliaires. « Cependant, écrit-il, aux religieuses (il faut penser et souhaiter qu'elles soient peu nombreuses) qui, après une période d'attente prudente ne parviennent pas à se reconnaître dans un tel projet nettement carmélitain-thérésien, pourront être éventuellement proposés d'autres formes de vie consacrée ».

Ecrivant fin octobre à toutes les carmélites déchaussées, le préposé général de l'ordre présente la lettre du Saint-Siège, qu'il qualifie de « document grave et important, véritablement historique », en faisant remarquer que « pour la grande majorité de l'ordre, moniales et frères, les dispositions du pape sont surprenantes et inattendues. Par conséquent, je ne puis pas ne pas deviner que pour beaucoup le dossier sera grande et la tension grave ». Devant « les voix toujours mystérieuses du Seigneur », le préposé général demande aux carmélites de se mettre « en attitude de disponibilité, de soumission pleine et cordiale aux décisions que prendra le Saint-Siège (...) par-delà les opinions personnelles et communautaires que peuvent nous suggérer les dispositions du pape et la lettre de la secrétaire d'Etat », car, conclut-il, « une carmélite, ne désire-t-elle pas vivre et mourir en fille de l'Eglise ? ».

ALAIN WOODROW.

(1) Le groupe des « carmélites Maravillas » (du nom de l'impératrice) est né en Espagne, dans les milieux conservateurs favorables au franquisme. Il est composé de 150 convents, soit 20 % du total, notamment 65 carmes en Espagne, 13 en Italie, 7 en France (sur 113), en Argentine, 3 en Brésil, 5 en Inde, 5 en Pologne, etc.

Les « clôtures » de la liberté

De notre envoyé spécial

Mazille (Saône-et-Loire). — Sur une colline, près de Cury, se dresse un des plus récents carmes de France : le carmel de la paix, à Mazille, construit en 1971 par l'architecte J.-L. Sert, disciple de Le Corbusier. Conçu selon les souhaits des moniales venues de Châlons-sur-Marne, ce carmel ne ressemble en rien aux convents fortifiés, avec leurs hautes murailles et leurs grilles, de la tradition carmélite. La chapelle, moderne et claire, accueille les nombreux visiteurs, qui peuvent non seulement participer à la vie liturgique de la communauté, mais aussi partager les travaux dans les champs et rencontrer les quelques sœurs affectées régulièrement à l'accueil, une des « spécialités » de cette communauté solidement ancrée en terre bourguignonne.

Sans renoncer à l'essentiel de la vie carmélite — prière, liturgie, silence, vie fraternelle et travail manuel et intellectuel — les religieuses de Mazille se passionnent pour la vie et les souffrances des hommes, notamment pour les pays de la faim. La prière est l'essence de toute leur activité, mais elles ont organisé une collecte pour les affamés du Sahel, auprès des exploitants agricoles de la région, et elles y ont ajouté le surplus de leurs propres récoltes.

Le lien profond de cette « famille thérésienne » d'une trentaine de femmes réside sûrement dans un projet commun de vivre la spiritualité libératrice de Thérèse d'Avila. Mais ces carmélites,

dont beaucoup sont jeunes — il y a cinq novices : la dernière, qui vient d'entrer, est un ancien professeur de littérature — ne vivent pas leur « clôture » en vase clos. Elles ont tissé des amitiés de longue date, avec la Mission de France et les prêtres ouvriers, elles s'intéressent aux problèmes du jour (lors de notre passage, une des lectures de l'office du soir était un texte de Vincent Combarieu sur le développement du tiers-monde) et les visiteurs de fortune — jeunes, étrangers, néoconservateurs, journalistes — sont reçus avec la sourire, comme s'ils ne perturbaient en rien le rythme d'une existence réglée, malgré tout, comme une horloge.

Silence n'est pas nudisme

La prière, Mère Marie-Thérèse, d'origine espagnole, est courante, bien entendu, des tensions que vit actuellement l'ordre, vient à remettre les choses en perspective. « Ce qui est important pour nous, dit-elle, c'est la règle de saint Albert, mise en vigueur par sainte Thérèse. C'est le fondement intangible, avec les droits de sainte Thérèse, de notre vie. Les constitutions, les normes, les textes du droit canon sont sans doute nécessaires, mais secondaires. Sainte Thérèse insiste sur trois réalités essentielles : l'amour mutuel entre

sœurs, le dévouement, la vérité de notre vie. Toutes les lois, passagères et réformables, sont faites pour garantir ces trois valeurs ».

Qu'en est-il de la clôture, par exemple, ou du silence ? « Nous vivons les vérités exprimées par Thérèse d'Avila au seizième siècle dans le monde d'aujourd'hui », répond la Mère Marie-Thérèse. « Je n'ai pas beaucoup le mot de « clôture » ».

Qu'attendent-elles de la nouvelle législation ? « Nous avons la règle, dit-elle, et il suffirait de quelques pages pour adapter celle-ci au nouveau droit de l'Eglise. Nous avons confiance en l'Eglise, qui ne nous a pas déçus jusqu'à présent. Nous jouissons d'une grande décentralisation, et nous dépendons davantage de l'évêque local. Nous tenons, enfin, à notre autonomie, car la vie spirituelle a besoin de liberté. Et puis, ces problèmes sont secondaires ; nos vrais soucis sont le chômage en France, l'éthiopie, le tiers-monde... Le reste, ce sont des distractions ! La vie passe vite, vous savez, et il ne faut pas perdre du temps en futilités mais aller de l'avant ! ».

La prière, due par ses sœurs pour trois ans renouvelables, ne fait que refléter l'esprit qui régit à Mazille. Toutes sont d'accord pour dire que la vie au Carmel n'est pas une « fuite du monde » mais une « véritable libération » et, quel qu'on en pense, « une libération de la femme ».

A. W.

SPORTS

LE RALLYE PARIS-DAKAR

Les doublés Gaston Rahier-Mitsubishi

Le belge Gaston Rahier sur BMW pour la deuxième fois et l'équipage français Patrick Zanardi-Jean Da Silva sur Mitsubishi, pour la première fois, ont remporté mardi 22 janvier, le septième rallye Paris-Alger-Dakar. Les Belges tenniques Andrew Cowan et Jean-Louis Schlesinger sur Mitsubishi ont pris la deuxième place. Jamais, depuis sa création en 1979, l'épreuve organisée par M. Thierry Sabine n'avait été aussi difficile. Cent cinquante véhicules ont pris le départ le 1^{er} janvier, place d'Armes à Versailles, sont arrivés dans la capitale algérienne.

Dans son genre, M. Thierry Sabine est un fin stratège. Le rallye qu'il prépare chaque année ressemble rarement au précédent. L'épreuve a-t-elle mal tourné ? Il la rend moins inhospitalière l'année suivante. Epreuve-t-elle le besoin de trouver un souffle nouveau, ou 1984 après avoir mis sur pied cinq Paris-Dakar ? Il organise cette année-là un rallye inhabituel en installant des bivouacs au pied des grands hôtels africains. Mais l'aventure n'est plus au rendez-vous.

M. Sabine avait prévu : « Le Paris-Dakar 1985 sera étonnant. Il fallait attendre que l'épreuve soit impitoyable. Le rallye s'est déroulé pendant vingt-deux jours sur une distance de 14 000 kilomètres. Jamais il n'avait été aussi long et aussi éprouvant. Cent trente véhicules seulement ont rejoint la capitale algérienne. L'organisation s'en est bien passée, mais Paris-Dakar était une épreuve réservée aux amateurs, tout à l'indiquée, cette année, le contraire. Les amateurs — 80 % des concurrents — supportent de plus en plus mal le rythme qui leur est imposé. La plupart d'entre eux ont été, cette fois, contraints à l'abandon, victimes des conditions de la course et de la fatigue. Repardés sur la piste par des ennemis mécaniques, ou par des chutes, ils ont rejoint les bivouacs dans la nuit, ils ont eu du plein d'essence dans les stations-service, pour prendre leur repas, et ils ont dû, de plus, passer souvent de longues heures à réparer leur véhicule. Leur temps de repos a été réduit au strict minimum. La fatigue s'est accumulée ainsi au fil des jours, et elle a conduit parfois à des accidents graves ».

Mais les professionnels n'ont pas, cette année, été logés à meilleure enseigne. Laisés dans l'ignorance du parcours par un « livre de route » des plus sommaires, ils n'ont pu faire les reconnaissances nécessaires et ils sont tombés dans les pièges du terrain malgré leur mécanique plus sophistiquée. Ancien pilote de formule-1, Jean-Pierre Jabouille et son coéquipier Michel Serrault ont été les premiers éliminés de l'épreuve. Et pourtant les Lada qu'ils avaient choisies au sein de leur propre équipe comportaient des matériaux répétés pour leur résistance et leur cherté. Bernard Darniche (Audi Quattro), et Jean-Pierre Jarier (Mercedes), pilotes répétés, ont dû abandonner, probablement victimes à la fois de leur méconnaissance et de leur méconnaissance de ce rallye qui a tourné au drame pour Jean-

Lac Thérèse (Chiroua), autre grand conducteur, très grièvement blessé. Sorti péniblement d'une zone de sable mou, sa voiture a bondi à 130 kilomètres à l'heure sur un véritable trompion constitué par une fosse.

L'échec de Porsche, en revanche, s'explique plus difficilement. Les trois équipages : Jacky Ickx-Claude Brasseur, René Metge-Bernard Grover et Jochem Mass-Ekhard Grover ont eu à subir plusieurs Paris-Dakar. Le premier a percé à grande vitesse contre un rocher ; les deux autres ont été victimes de la défaillance de leur mécanique. Pour le constructeur allemand, ce rallye a constitué toutefois « un utile banc d'essai pour le 959 qu'il compte lancer en 1986 dans les rallyes du championnat du monde ».

Impitoyable pour les véhicules, le « Dakar 85 » s'est révélé tout aussi difficile pour les hommes qui se sont égarés à qui mieux mieux dans les déserts. Faut-il, pour la plupart des concurrents, de connaissances géométriques de navigation ? Le Ténéré, connu pour ses immensités de sable, a retenu les malchanceux et les mal préparés à cette traversée, mais les plus expérimentés ont tout aussi été victimes. Philippe Jeanneux dira : « Il n'y avait pas une route, pas d'horizon pendant 250 kilomètres. Au début, j'ai suivi les marques laissées par deux voitures. Et puis, le vent a tout effacé. Alors je me suis mis à rouler en appliquant à garder le cap à la boussole. J'étais sûr de ne pas à l'aller de l'autre côté. Plus tard, une tempête de sable s'est élevée dans le désert de Mauritanie. Un écoulement sans cesse. C'était l'enfer ! 150 kilomètres d'horreur. Avancer relevait du miracle, kilomètre après kilomètre, chaque après-midi, et parfois toujours après l'aube ».

Tout de concurrents s'étaient égarés dans le désert que M. Sabine a été contraint, pour la première fois dans l'organisation du rallye, d'arrêter la course. Le vent de sable interdi, en effet, toute orientation. Certains se sont portés à l'écart des pistes, mais pour les autres, Patrick Zanardi, Jean Da Silva et Gaston Rahier.

En les voyant évoluer au plus fort de la tempête, carte IGN et boussole sur les genoux, Henri Pescarolo, qui devait abandonner au cours de l'avant-dernière étape, avait lancé à leur adresse : « S'ils gagnent ce rallye, ils ne l'auront pas volé ».

G. M.

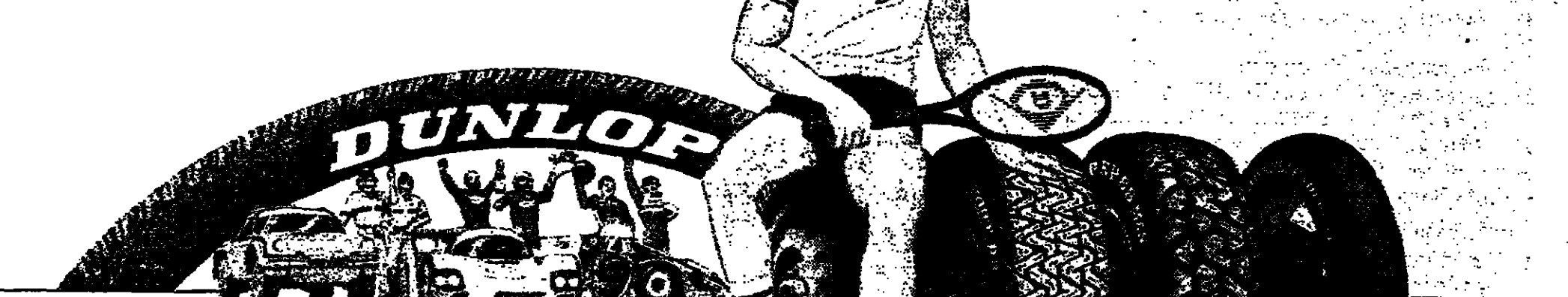
CLASSEMENT GÉNÉRAL FINAL
● AUTO : 1. Zanardi Da Silva (Mitsubishi-Pajero), à 48 h 17' ; 2. Cowan-Sy (Mitsubishi-Pajero), à 26 h 19' ; 3. Fougere-Jacquemart (Toyota), à 5 h 33' 32" ; 4. Raset-De Delaire (Toyota), à 12 h 22' 29" ; 5. Marreau-Marreau (Renault), à 12 h 26' 31" ; etc.

● MOTO : 1. Gaston Rahier (BMW), à 88 h 45' 11" ; Olivier (Yamaha), à 57 h 40' ; 3. Picco (Yamaha), à 1 h 8' 27" ; 4. Marinoni (Yamaha), à 3 h 53' 37" ; 5. Neveu (Honda), à 3 h 25' 48" ; etc.

● CAMIONS : 1. Capito-Capito (Mercedes), 78 h 21' 50" ; 2. De Rooy-De Sautieu (DAF), à 11 h 52' 25" ; 3. Strohmman-Capito (Mercedes), à 42 h 18' 19" ; 4. Vismar-Maselli (Mercedes), à 43 h 25' 21" ; 5. Groine-Nobel, à 46 h 51' 29" ; etc.

DUNLOP 1^{er} AU PARIS-DAKAR CAMIONS AVEC MERCEDES UNIMOG

Dunlop gagne vous aussi.



Pour Dunlop, chaque compétition est une expérience nouvelle qui fait progresser ses produits. Finalement, les gagnants, c'est vous.

DUNLOP
L'ESPRIT DE COMPETITION

John McEneaney N°1 mondial, avec Dunlop, confirme au Masters.

« J'ai vu »

« Vos panoramiques, vous les avez pris en 1922, comme les autres de l'exposition de zoologie ? »

« Non, bien avant. Je les ai pris avec un appareil de stéréoscope, c'est-à-dire qu'il avait deux lentilles et en poussant l'un des leviers on faisait apparaître une image toute la plaque d'un 13, c'est une plaque allongée. Il y avait beaucoup de stéréos en 1916, mais de temps en temps on amenait à pousser l'appareil à l'arrière des panoramiques ».

« Il était comment cet appa- »

« C'était un appareil allemand, tout avec un rideau pour pousser les instantanés extra-ordinaires, l'appareil très avant-gardé qui fut en 1911 : mon père m'en a fait cadeau à Noël. On mettait les négatifs sous l'arbre et on avait des tas de cadeaux. C'est comme ça que j'ai eu mon premier cinéma. Le cinéma me passionnait et, en 1912, je me suis mis à le remplacer toutes les semaines avec ça. Mais c'était tellement lourd et tellement cher que ça change d'avis. J'ai fait quelques films amusants qui ont été montrés par Pathé-Journal. J'étais un petit garçon, j'étais fier, tout ça, un film, vous pouvez voir deux ou trois fois, après ça devient une rengaine, vous l'avez vu. Les photos, on peut les voir avec un grand, grand plei- »

« L'appareil pour le 6 x 6 cm, c'était très facilement transportable ? »

« Avant lui, j'avais un appareil un peu plus lourd. Le docteur, à 4 ans, m'a dit : il faut qu'il y ait de l'autre bras, sinon il ne peut pas faire, ça tombe, ça tombe, j'ai pas fait et j'ai gardé ça, mais un peu plus bas. »

« A quelles occasions prenez-vous votre appareil ? »

« Presque tout le temps ; je prenais tout le temps quelque chose à faire. Je n'allais pas à l'école, j'avais des professeurs qui me venaient à la maison. Et le matin, vers 11 heures, j'étais avec eux, je faisais »

Le rallye Paris-Dunkerque a été remporté par le doublet Gaston Rahier-Michel. Les deux pilotes ont parcouru les 498 kilomètres du parcours en 5 heures 15 minutes. Ils ont devancé de plus de dix minutes le deuxième doublet. Le rallye a été organisé par le club de l'Automobile de Dunkerque. Les spectateurs ont pu assister à une course très intéressante. Les pilotes ont été très habiles et ont évité tous les accidents. Le rallye a été un succès pour tous les organisateurs.

Le rallye Paris-Dunkerque a été remporté par le doublet Gaston Rahier-Michel. Les deux pilotes ont parcouru les 498 kilomètres du parcours en 5 heures 15 minutes. Ils ont devancé de plus de dix minutes le deuxième doublet. Le rallye a été organisé par le club de l'Automobile de Dunkerque. Les spectateurs ont pu assister à une course très intéressante. Les pilotes ont été très habiles et ont évité tous les accidents. Le rallye a été un succès pour tous les organisateurs.

MERCEDES UNIM

US AUSS



ARTS ET SPECTACLES

Conversation avec le photographe Jacques-Henri Lartigue



La Boite 1925

« J'ai toujours eu besoin d'attraper mon oiseau bleu »

- Vos panoramiques, vous les avez entrepris en 1922, comme les étiquettes de l'exposition en témoignent ?
- Non, bien avant. Je les ai pris avec un appareil de stéréoscopie, c'est-à-dire qu'il avait deux objectifs, et on poussait l'un des deux en dehors de l'appareil, on avait un objectif au milieu qui couvrait toute la plaque 6 x 13, qui est une plaque allongée. Je faisais beaucoup de stéréo en 6 x 6, mais de temps en temps j'ai commencé à pousser l'objectif pour faire des panoramiques...
- Il était comment cet appareil ?
- C'était un appareil allemand Nettel avec un rideau pour prendre des instantanés extra-rapides, un appareil très avant-gardé que j'ai eu en 1911 : mon père m'en a fait cadeau à Noël. On mettait nos souliers sous l'arbre et on trouvait des tas de cadeaux. C'est comme ça que j'ai eu mon premier cinéma. Le cinéma me passionnait et, en 1912, je me suis dit : je vais remplacer toutes mes photos avec ça. Mais c'était tellement lourd et tellement cher que j'ai changé d'avis. J'ai fait quelques films amusants qui ont été achetés par Pathé-Journal. J'étais un petit garçon, j'étais fier. Remarque, un film, vous pouvez le voir deux ou trois fois, après ça devient une rengaine, vous l'avez trop vu. Les photos, on peut les revoir avec un grand, grand plaisir.

- L'appareil pour le 6 x 6 et le 6 x 13 était facilement transportable ?
- Avant lui, j'avais un appareil un peu plus lourd. Le docteur, a dit à ma mère : il faut qu'il le porte de l'autre bras, sinon il a une épaule qui tombe ; chose que je n'ai pas faite et j'ai gardé mon épaule un peu plus basse.
- A quelles occasions preniez-vous votre appareil ?
- Presque tout le temps ; je trouvais tout le temps quelque chose à faire. Je n'allais pas à l'école, j'avais des professeurs très bien qui venaient à la maison. Et le matin, vers 11 heures, je m'arrangeais avec eux, je disais

que j'avais mal à la tête et je partais vite au Bois pour faire des femmes jolies qui passaient. Tous les matins, elles étaient habillées comme si elles allaient à un grand gala...
- C'était le bois de Boulogne ?
- Oui, d'abord il y a eu le sentier du Bois, puis le sentier de la Vierge ; on se rencontrait là, on regardait les calèches, les beaux chevaux, les cavaliers et quelques nouvelles voitures qui semblaient extraordinaires.
- A quoi pensiez-vous en prenant ces photos ?
- En principe, c'était la composition de ce que mes yeux voyaient. J'aime beaucoup les choses bien construites et bien en place. De temps en temps, je me disais : là, l'angle panoramique est joli, et je pouvais mon objectif.
- Vous n'aviez pas d'autres idées derrière la tête ?
- J'ai toujours choisi dans le sens de ce qui m'intéressait, de ce que je trouvais drôle ou comique. J'ai toujours laissé passer les choses un peu médiocres.
- Vous aviez l'idée d'accomplir de l'art ?
- Oui et non. Depuis que je suis petit, j'ai une espèce de malade : toutes les choses qui m'émerveillent s'en vont sans que ma mémoire les garde suffisamment. A cause de cela, j'ai toujours besoin d'attraper mon oiseau bleu : tout ce qui est surhumain, qu'on ne peut pas attraper, les détails qui passent, comme des trous que je combais aussi avec la peinture et l'écriture, mais ce n'étaient pas les mêmes.
- Vous sauriez dire de quelle manière, avec l'une ou les autres, des trous étaient différemment comblés ?
- Ce sont trois moyens d'expression qui se complètent. Si j'avais été musicien, ça aurait peut-être tout comblé à la fois. Mais ces choses-là me consolent à peu près complètement. Chaque pauvre humain essaie d'avoir ses moyens. Il y a des choses extra qui passent, et la peinture ne peut pas les saisir. Vous voyez mon

journal, tous ces cahiers dans la maison, avec lui aussi j'essaie d'attraper.
- Quelles sortes de choses ?
- Ces jours-ci je n'ai pas beaucoup travaillé, il y a des jours de pénitence. Mais il a neigé. J'ai des milliers de photos de neige depuis que je suis petit. A six heures trente je me suis levé, je grelotais de froid, mais j'ai fait mes photos, j'étais content. J'ai cet espèce de truc à l'intérieur qui ne me laisse jamais tranquille. Les gens me demandent si je m'ennuie. Vous vous rendez compte...
- Les panoramiques, ils cessent en 1930...
- Oui, à peu près en 1930, ça s'arrête, peut-être par paresse, peut-être parce que j'aime bien la nouveauté. Je me suis mis à faire mes photos avec des films Rollei, Leica, qui se changeaient en plein air. Avec l'appareil stéréo, j'avais douze plaques pour toute la journée, sinon il fallait que je rentre dans le noir pour remettre des plaques. Les nouveaux films étaient tout de même beaucoup plus commodes.
- Ces plaques de verre, comment vous les receviez ?
- Je les développais moi-même. Je recevais ce que j'avais pris.
- Comment vous les voyiez à ce moment-là ?

pas tout de suite, elle ne se reproduit jamais aussi bien.
- Est-ce que vous n'avez pas momentanément détruit beaucoup de photos en les recadrant ?
- C'est ce que dit Cartier-Bresson. Il n'admet pas qu'on recadre une photo. Mais il arrive que des choses prises inconsciemment gênent le sujet. On a le droit de regarder bien sa photo avant qu'elle soit définitivement à votre goût.
- Et tout ce qui aujourd'hui abîme les reproductions de la photo : les cassures, les mouchetures, les champignons, les empreintes digitales, les grains, les poussières fossilisées, comment réagissez-vous ?
- Etant plus jeune, j'étais angoissé à l'idée que tout ce que je faisais passait et allait se détruire en quelques années. En même temps, un peu abîmé c'est aussi bien, et même encore un peu plus vivant...
- Ça vous a soulagé de léguer au musée tous vos négatifs ?
- J'ai attendu très longtemps, et nous en avons beaucoup parlé avec Florette, qui est une partenaire formidable. C'était devenu un peu inextricable, ces deux chambres entières bourrées de photos, j'avais peur des cambrioleurs, et j'avais peur qu'après ma mort on disperse cette collection. Il fallait que ça soit complet, tout depuis 1902.
- Je parlais aussi d'un soulagement plus crucial, comme de dire bon débarras à toute une mémoire...
- Une cuisinière qui a un beau potager fait des confitures parce qu'elle ne veut pas que ses fruits soient perdus. C'est une illusion complète : elle ne les mangera jamais mais ses confitures sont faites. Moi je mets mes photos et mes souvenirs en boîtes de conserve. Mais ces conserves jamais je ne m'en sers, elles sont bien dans les caves du musée. Je mange des fruits frais.
- Il y a dans cette marge noire de vos panoramiques comme un effet de mémoire floue d'où sortent vos personnages...

- Oui, c'est parce que l'objectif du milieu ne couvrait pas complètement la plaque, ce n'est pas du tout scientifique. Je m'en servais en sachant que ça existe et que ça allait être bien. Je ne suis pas du tout technique mais je m'adapte aux choses qui sont plus ou moins mal. C'est pour ça aussi que les appareils automatiques ne m'intéressent pas beaucoup.
- Ces panoramiques réalisent aussi une forme photographique qui s'approche le plus du cinéma : ce sont des fondus...
- C'est ça. Et quand je fais mes albums, j'essaie que ce soit comme un film qu'on monte parce que le cinéma est pour moi une chose formidable.
- De quel teil le voyiez-vous à l'époque ?
- Je suivais surtout les actualités, je m'amusais à me dire : tiens, voilà une photo que je prendrais. Ça passait vite, vite, vite et je prenais mes photos mentalement. Abel Gance voulait que je travaille pour lui, que je sois son assistant, puis que je devienne cinéaste tout à fait. Il y a eu deux obstacles absolus : l'argent, les hommes d'affaires que je ne peux pas supporter, et d'un autre côté ma peinture qui me disait : jamais tu ne m'abandonneras.
- Toutes ces sortes de machines qu'un jour ou l'autre vous avez maniées : les automobiles, l'appareil photo, les avions, le cheval, les petites voitures, la caméra, les cerfs-volants, est-ce que ce n'était pas une façon d'envisager l'art et le jeu comme une même chose ?
- Oui, mais tout ça était inconscient, très peu calculé. C'étaient surtout mes yeux et mon enthousiasme. Mon frère aîné Zisou était passionné par les vraies machines volantes, et il me traitait un peu en gâcheux, il me disait : « Qu'est-ce que tu as à me regarder comme ça et à faire des photos ? ». Ce n'était pas son caractère. Mais tout ce qu'il faisait me passionnait et j'ai fait beaucoup de photos très drôles à partir de ce qu'il fabriquait.

Propos recueillis par
HERVÉ GUMBERT
(Lire la suite page 12.)

D'ANNE-MARIE MIEVILLE ET JEAN-LUC GODARD

Laisser dormir la Belle au bois dormant

Un entretien avec l'auteur de « Je vous salue Marie »

- Vous avez transposé Marie à notre époque, elle est hétérosexuelle. Pourquoi ne pas avoir joué le jeu à fond en lui mettant un walkman sur la tête avec du rock ?

- Posé, pas transposé. Cela dit, on peut la prendre comme on veut. Ça peut être une fille qui raconte cette histoire-là, mais en même temps elle a l'imagination de la raconter. Le directeur de la Gaumont voit le film comme ça : une fille qui raconte à son ami, elle invente une belle histoire. Avec le rock, on aurait été trop naturaliste. Il ne s'agit pas de la faire moderne, il y a des petites équipes de basket tout à fait provinciales. Pour moi, le basket, c'était le corps. Là, il me semblait qu'il fallait une musique classique. L'archétype, c'est Bach, il est connu de tout le monde. C'est le seul musicien qu'on peut jouer à l'endroit, à l'envers, ça fait quasiment toujours le même son. Ce qui est rare. Il doit y avoir aussi des musiciens de jazz. Quand on fait des films d'amateur, on met souvent du Bach, parce qu'à un moment donné, on trouve toujours un synchronisme avec n'importe quoi, un match de boxe ou une histoire d'amour.

- Au cinéma, on dit souvent que l'image doit prendre le relais de ce qui est dit. Chez vous, on a le sentiment que c'est la musique qui prend le relais de ce qui est dit et l'image qui prend le relais de la musique.

- Oui, c'est une série de relais. Ce ne sont que des relais, des liaisons. Comme dans un film où l'on dirait qu'il n'y a pas d'image, seulement le passage de l'une à l'autre. Comme la musique de Mahler qui n'est que du passage. J'aime la musique qui m'a donné l'impression de l'être, la musique qui a inspiré, qui a donné à travailler aux autres. Un peu comme des mathématiciens qui créent des ouvertures à partir desquelles on peut faire autre chose. Mais je ne connais pas très bien, je n'écoute pas beaucoup de musique, même si, maintenant, oui, elle est importante dans mes films. Elle fait partie du décor, si on peut dire, de l'histoire. Là, pratiquement, elle est souvent venue avant l'image. Dans *Prénom Carmen* aussi. Je n'ai pas d'oreille musicale, mais techniquement j'aime faire des mélanges. Il y a sûrement des moments qui horrifieraient des chefs d'orchestre : on coupe, on passe d'un mouvement à l'autre, d'une musique à l'autre, comme s'il y avait une lutte. Je ferais bien des concerts comme ça : deux musiques, on dirait deux orchestres. J'aime la musique qui ne fait pas cinéma. Les gens ont l'habitude de la musique, des paroles, des effets. Moi, presque tout tient sur deux bandes et on passe de l'une à l'autre.

- Il y a une forme de musique noire qui s'appelle soul (âme) et on dit souvent que la musique est le moyen le plus rapide pour accéder à Dieu, que ce sont les musiciens qui en sont le plus proches. Qu'en pensez-vous ?

- Je ne vois pas tellement de différence dans tout ça, ce ne sont que des moments différents, des moyens. Parfois cela passe plus par ce moyen. Là c'est un film où il fallait inventer un certain nombre de paroles. On ne sait pas ce qu'elles ont été. Le procès de Jeanne d'Arc, on en a les minutes. De Marie on connaît trois paroles. Elle a dû en dire d'autres. C'est tout à fait naturel, elle a existé, on s'en souvient. Elle devait parler à Joseph. Et, en même temps, il y a une espèce d'autre parole, donc il était bien que la musique en rende compte, un peu bêtement, et soit cette autre parole, sans être trop comédienne musicale.

- Dans le film, Marie demande si l'âme a un corps. Le docteur lui répond que c'est le corps qui a une âme. Pensez-vous que la musique a une âme ou est-ce l'inverse ?

- Je pense, oui, que la musique a une âme qui prend corps. Justement, c'est bien là sa force. D'être proche de la religion. Il

faut ensuite persuader les gens que ce sont des âmes qui ont pris un corps, persuader l'actrice qu'elle a une âme et que l'âme n'est pas une petite fleur, une petite chandelle, dont il faut montrer, avec une expression quelconque, qu'il y a quelque chose derrière. C'est exactement le contraire. Marie n'a jamais été traitée. Ça n'est pas Carmen, c'est juste une idée. Il fallait y faire croire un peu et, chaque fois qu'on y faisait croire, il fallait arrêter parce que ça se transformait. On n'y aurait pas cru au cinéma, on aurait dit « non, ça ne peut pas arriver ». Tandis que si on y croit un peu, on dit « ouais, ça peut arriver ». Des personnes qui font un enfant, ça passe bien par un court-circuit qui fabrique un courant et qui devient un corps.

- Et vous, vous y croyez ?

- Je crois que ça a pu arriver, oui, tout à fait. Je crois que ça arrive entre chaque fille et garçon à un moment donné. C'est peut-être, si on en avait l'ambition, ce que l'on pouvait approcher de mieux, mais on en est loin. Les

doms. Sinon, effectivement, on est trop dur, on s'envoie des injures. La chose sur laquelle je bute et qui doit être un peu fautive : c'est l'exemple sportif. Une équipe de première division qui ne s'entraînerait pas ne ferait pas un sou. Dans le cinéma, autrefois, ils pouvaient ne pas le faire parce que l'industrie avait inventé qu'on faisait du cinéma même quand on n'en faisait pas. Avant de jouer *Tant qu'il y aura des hommes*, Sinatra a supplié pour faire des essais. Aujourd'hui, ce n'est pas Depardieu qui supplie, il est sûr d'avoir le rôle. Est-ce que Sacha Guitry s'entraînait ? Oui, toute sa vie, il a joué tous les soirs. Dans sa manière d'être avec les femmes, les domestiques, les fournisseurs, il faisait des pièces de théâtre sans arrêt. Donc, il reste tout ce travail, et où le faire, ce travail ? Je ne le vois pas à l'arrivée. On est comme des sportifs qui ne s'entraînent pas.

- Vous-même, faites-vous des essais ?

- Tout le temps, mais seul ça n'a aucun intérêt. On devient trop dur, on exagère, on vit sur ses défauts. Tout à fait gentiment,

que je suis impossible. Alors que si l'on regarde n'importe quelle leçon d'Eisenstein ou de Michel Bouquet à la Comédie-Française, il peut passer trois jours à montrer comment avaler une tasse de café. Les acteurs se plaignent souvent de soutenir qu'on utilise une méthode plus documentariste, qu'on prend des choses d'eux, ils disent : « Il nous vole ». Ils seraient à l'école enfantine, on leur ferait recommencer leur copie tout de suite. C'est difficile : un acteur n'est qu'acteur. Il faut des dons énormes ou alors un plaisir de créer, d'apprendre.

- Mais le spectateur, lui, fait-il attention à la façon qu'a l'acteur de boire une tasse de café ?

- Effectivement, c'est un peu notre faute, on lui a appris à sortir des noms, à dire le nom d'Hitchcock est important et on n'a pas été capable de sauvegarder l'œuvre. Plus une émission est nulle à la télévision, plus long est le générique. Celui de *Autant en emporte le vent* dure huit secondes. Le nom est devenu pour les gens le garant qu'ils existent,

l'on pouvait avoir à se servir de ce capital. L'intérêt propre de chacun... on ne fait pas un film pour le public, on sait qu'il existe et, si on est sincère, on le trouve. Je suis comme un publicitaire qui sait, disons, cibler son public. Il n'y a pas des milliards, mais il y a ceux-là et compte tenu du coût du film, c'est une affaire saine, ou tout au moins pas une affaire malsaine.

- Quand on parle de vous, les gens disent souvent : « Godard, il est dingue ». Comment le prenez-vous ?

- Ça me fait de la peine. Cela dit, on le pense de tellement de gens. Quand on voit des fous dans des reportages, des handicapés moteurs, ce qui frappe c'est leur grande normalité en général. Non, ça, je ne vois pas, on dit plutôt de moi que je suis triste. Faire du cinéma dans ces conditions, souvent, c'est effectivement assez triste. Ça n'est pas possible d'être fou au sens classique dans le cinéma, on ne ferait pas de film. Ça se fait à sept ou huit, d'une manière qui doit être beaucoup plus suivie que la musique par exemple. Les gens de musique

Carette. Ce n'est pas moi qui ai fait ça. C'est Maruschka, c'est Bonafé (2), le directeur de production, l'ensemble de l'équipe. J'ai souvent l'impression de faire le film qu'ils veulent et je résiste à cela. Eux ne savent pas, mais ils s'arrangent bien ensemble, et moi, je résiste. Ce qui fait que j'ai toujours refusé de prendre ma carte de travail au Centre du cinéma. Je ne travaille pas, je passe, on me pousse et puis je suis dans le noir, je tâtonne et au fur et à mesure que je tâtonne et qu'on me pousse, ça allume des lumières. J'ai vraiment l'impression de faire comme ça.

- Vous voulez dire que vous êtes une manière qui s'adapte aux humeurs du tournage ?

- J'essaie uniquement de faire prendre conscience aux gens de ce qu'ils font. Comme un médecin avec une femme qui va accoucher : j'essaie de lui faire prendre conscience qu'elle va accoucher, de ne pas nécessairement accepter une césarienne si elle n'en a pas envie. Mais j'ai l'impression que les derniers films que j'ai faits sont des césariennes qui ne s'imposaient pas. Je n'ai pas été assez bon médecin et le reste des créateurs du film ne s'est pas rendu compte qu'il y avait un acte de création. Ils étaient plus pour la périodique, c'est-à-dire des spectateurs de leur création. En tout cas, sur ce film-là et pour *Carmen*, ça n'était pas possible. J'ai peut-être gardé ou appris du militantisme : « Producteurs, sauvez-vous vous-mêmes. » Je demande à l'acteur d'arriver à trouver où il peut être producteur du sujet et de l'entreprise. Pas du tout forcément à mon endroit ni à celui d'un autre, mais chacun peut être producteur.

- Ce qui rend mon caractère pas agréable, c'est que le cinéma n'est pas de la recherche scientifique, c'est de la recherche sociale. Je souffre beaucoup de ça. Faire un film sur une femme qui accouche et ne pas pouvoir en parler avec les gens de l'équipe qui ont des femmes, c'est la mort. Au cinéma, à cause de la télévision ou de je ne sais quoi, c'est devenu comme la Belle au bois dormant : il faut garder le mythe mais la laisser dormir. Sur tout ne pas la réveiller. Il y a peut-être des choses difficiles, mais qu'on ne puisse pas parler avec des acteurs qui ont sûrement des relations entre fille et garçon, évoquer un minimum la chasteté par exemple. Et plus on a de relations personnelles avec eux, plus on se gêne. Ça devrait être le contraire.

- Et les extra-terrestres ? Dans le film, il y a constamment en parallèle l'histoire de Marie et le discours scientifique.

- C'est à peu près le même. Je ne sais pas, je me sens comme ce type en Suisse qui ne voulait pas faire son service militaire. Il avait dit comme défense qu'il était un extra-terrestre et qu'en tant que tel il n'avait rien contre le fait que les terriens se fassent la guerre mais que lui n'avait pas à intervenir là-dedans. Et il avait emmené deux ou trois copains qui ont témoigné, en tant qu'extra-terrestres, que c'était bien un extra-terrestre... Il a eu quatorze mois de cabanon. J'ai eu l'impression sur ce film que la difficulté de communiquer venait de ce que je pensais - sans l'avoir exprimé, j'ai trouvé ça dans une phrase d'Artaud - que c'est l'âme qui a un corps alors que les autres pensaient le contraire. J'avais envie de dire aux autres : « Mais puisque vous l'aimez tant, votre corps, parlez-en. Comment on y entre, comment on en sort. »

Propos recueillis par ALAIN WAIS.

(1) En février 1972, Pierre Overney, jeune ouvrier et militant d'extrême gauche, avait été abattu par un vigile à la porte de l'usine Renault, au cours d'une distribution de tracts.

(2) Maruschka Detmers, Jacques Bonafé et Myriem Roussel étaient les interprètes de *Prénom Carmen*, avec Jean-Luc Godard lui-même.



Myriem Roussel dans « Je vous salue Marie »

acteurs, les techniciens ne se sont pas rendu compte du tout de quoi ils traitaient. Ils étaient trop de bonne foi, mais ils ont une fois très pratiquante. Disons que leur bonne foi, quelle qu'elle soit, n'est pas très travaillée. Finalement, ils ont peut-être cru à l'immaculée Conception, ce qui est un péché d'orgueil fou. Mais c'est typique du cinéma, qui est un endroit où on ne fait rien et où on a la gloire. Dans une époque de chômage, quelle merveille !

- Vous êtes très dur envers les gens qui travaillent avec vous.

- On me l'a fait être. Parce qu'on ne va pas au bout des choses. Eux le sont encore plus. Et ce n'est pas à leur propos que je suis dur. Être dur à leur propos aurait été de ne pas les payer, de les foutre en prison. On ne peut pas comparer avec ce qui se passe en Afrique du Sud, au Liban du Sud et pourtant on vous parle comme ça. Ce ne sont pas des bêtes, mais il faut les considérer comme des bêtes. Il y a un gros effort à faire, même pour eux, je suis d'accord. Je ne sais pas écouter les bêtes, mais je peux comprendre, on peut me montrer comment faire. Dans la création, dans l'accouchement, il y a des choses semblables et, à ce moment-là, forcément, j'y fais attention, mais il faut aussi que les autres s'intéressent à la création à un moment

Myriem ne s'est pas rendu compte. Il n'y a pas eu de plaisir, et moi je n'ai pas su le lui donner. Mais ça ne peut pas être que du plaisir de taper sur un ballon avant de dire une phrase. Ça n'a pas à être expliqué, on peut un petit peu, mais l'explication est valable deux jours, le troisième elle sera seule avec son ballon.

- Être réalisateur, est-ce que ça n'est pas beaucoup faire de la direction d'artiste, réussir à faire croire que l'acteur sait tenir un ballon même s'il n'en a jamais touché ?

- Ça se fait à deux ou à trois. Et à ce moment-là, il faut un point commun. Le meilleur entraîneur ne fera rien du sportif qui ne veut rien faire. Il n'y a pas qu'un dialogue à deux, ça doit aussi passer par l'écran. J'ai l'impression que beaucoup de gens dans le cinéma aujourd'hui veulent avoir le plaisir de descendre la montagne en ayant reçu, on ne sait par quel mystère, le fait de l'avoir montée. Monter en téléphérique et descendre à pied, c'est un truc de touristes. Ce qui me fâche avec les gens, c'est quand je leur dis : « Tu ne sais pas boire une tasse de café », on me répond : « Dis-moi que je suis un con. » Non, ne me fais pas dire ce que je ne dis pas, je dis : tu ne sais pas boire ce café, mais voyons. Soit ils arrêtent et ils quittent le plateau, soit ils disent

mais les choses n'existent plus tellement, donc on ne prend plus la tasse de café.

- Avez-vous, aujourd'hui, une idée de votre public et pour qui faites-vous vos films ?

- Oui, très très nette. Tellement sûre que j'en veux beaucoup aux gens qui ont des responsabilités de production, de distribution, de faire semblant de ne pas le connaître. En Amérique, on sait, ils ne veulent pas ce public, il est trop petit. C'est un public qui intéresserait un éditeur. J'ai toujours été un écrivain sous une autre forme. A l'époque de *Tout va bien*, c'étaient les deux cent mille personnes recensées par la police à l'enterrement de Pierre Overney (1). Ce sont les fidèles, mais ça ne suffit pas à l'amortissement d'un film. Là, pour Marie, cela représente six cent mille chrétiens « ouverts », ils existent, c'est le public de base, ce que j'appellerai le capital. Voilà la différence entre la France et l'Amérique : la France est un pays capitaliste qui ne s'intéresse qu'à l'intérêt, tandis que l'Amérique, l'URSS, leur force est de s'intéresser au capital, et de faire semblant de s'intéresser aux intérêts. La France considère l'intérêt comme son capital, donc, si l'on peut dire, le capital n'a plus d'intérêt. Le capital de fiction qu'il y a dans *Je vous salue Marie* intéressait moins que l'intérêt que

classique peuvent rester très longtemps ensemble parce qu'il y a une partition, mais un groupe ça dure cinq-six ans, pas plus, peut-être parce qu'ils travaillent plus ensemble que les gens de cinéma qui font semblant, qui miment l'ensemble. Dans un groupe de rock on de jazz, il faut inventer à plusieurs, c'est une vraie petite société qui se crée pendant un moment donné. Comme dans un film, mais on passe à un autre type de société, c'est-à-dire un scénario, un programme de gouvernement, un premier ministre, un sous-ministre, des citoyens. Effectivement, dès qu'on essaie de vivre cela un peu plus, on dit que vous êtes fou. Essayer, il doit y avoir de la folie, oui. Ça pourrait être plus drôle d'être fou, parce que le cinéma ça le permet. Mais alors, le revendiquer... plus sagement.

- Pourtant, le rôle que vous vous êtes donné dans *Prénom Carmen*, on a le sentiment que vous jouez avec ça ?

- Mais... mais... c'est mon rôle. J'ai été pris pour un con par les gens de l'équipe. Et là au premier degré par les acteurs. C'est venu tout naturellement, sinon je l'aurais probablement joué autrement. Du reste, s'il y avait eu d'autres rapports, en 1938 par exemple, je ne l'aurais même pas joué, j'aurais pris un acteur de cette époque : Saturnin Fabre,

SELECTION

CINÉMA

« Les Amants terribles » de Danièle Dubroux

Chassé-croisé de trois couples dans une Rome familière où les touristes sont devant et derrière la caméra. Danièle Dubroux, critique aux Cahiers du cinéma, n'hésite pas à reprendre à Noël Coward le titre d'une pièce célèbre, mais, à la fois auteur du film et une de ses principales interprètes féminines, elle fait des Amants terribles un témoignage très contemporain sur l'errance amoureuse.

ET AUSSI : Love Streams, de John Cassavetes (radiographie d'une angoisse); les Saints-Innocents, de Mario Camus (saga paysanne espagnole); Stranger than Paradise, de Jim Jarmusch (l'Amérique insolite); Cotton Club, de Francis Coppola (brillant exercice de style); Les Enragés, de Pierre-William Glenn (Fanny Ardant superstar); Maria's Lover, d'André Konchalovski (Nastassja Kinski); Kaos, des frères Taviani (contes siciliens).

THÉÂTRE

« Temporelle » à l'Odéon, Théâtre de l'Europe

Temporelle, c'est Orage de Strindberg, auteur que Strehler aborde pour la première fois, avec les acteurs du Piccolo Teatro de Milan. C'est, dit-il, le reflet inversé de la Tempête. C'est le rêve d'une vie qui se défait, dans l'émerveillement de la nuit.

Bye Bye Show Bize à Mogador

Les folies Savary et sa petite musique tendre.

MUSIQUE

Opéras, Mahler, Solti

Semaine chargée pour les amateurs de lyrique à l'Opéra-Comique, création en France du *Comte de pierre* (un Don Juan d'après Pouchkin), chef-d'œuvre de Dargomyski, dans une réalisation du grand metteur en scène tchèque Otomar Kerja (huit représentations à partir du 24); à l'Opéra, retour de *Tristan et Isolde*, dirigé par Marek Janowski, mise en scène de l'excellent Michael Hempel, avec René Kollo, Ute Winzing, Nadine Denize, Kurt Moll (neuf soirées à partir du 28, à 18 h 30).

Autre création en France, à l'Opéra de Montpellier, qui, depuis sa récente rénovation, présente une activité originale : *Genoveva*, l'unique opéra de Schumann sur la légendaire Geneviève de Brabant (les 25, 27, 29). Création encore pour les fervents de musique contemporaine, les *Conversa-*

tions, « commerce musical et amoureux », de Georges Aperghis, avec Edith Sob, Michael Lonsdale et J.-P. Drouot, à l'ATEM (36, rue Pierre-Curie, 93170 Bagnolet, du 24 au 27 janvier; tél. : 364-77-18).

Au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, ouverture de la grande exposition Gustav Mahler de la Bibliothèque nationale, plus de trois cents documents originaux présentés en un parcours chronologique, avec un film inédit sur Alma Mahler, un diaporama et des archives sonores (du 24 janvier au 31 mars).

Un des plus beaux orchestres du monde sera ces jours-ci à Paris, celui de Chicago, sous la direction de Georg Solti, dans deux programmes (Corigliano, Mozart, Tchaïkovski, le 26; Neuvième de Bruckner, le 27, salle Pleyel).

A noter encore dans une semaine ultrariche le récital de l'admirable barbe soviétique Evgueni Nesterenko, avec l'Orchestre de Lyon, dirigé par S. Baudou (Châtelet, le 28).

JAZZ

7^e Festival de Rive-de-Gier

Depuis sept ans, Rive-de-Gier réussit ses festivals. On y fait des découvertes. Et on a même la surprise de constater que telle formation se révèle totalement dans la modeste salle des fêtes. Question de public et de sympathie du lieu. Rive-de-Gier est un cas à part. Il suffit d'évoquer le programme du 7^e Festival pour comprendre : Steve Lacy et Steve Potts ; La Marmite infernale (22) ; Tubapack, Kahondo Style (groupes anglais de composition et d'inspiration assez curieuses pour la première fois en France); Abdullah Ibrahim (Dollar Brand) pour un seul concert en solo (24); le Big Band de guitares, de Gérard Marais et Manu Dibango. En supplément, théâtre, boxe et cinéma... (Comité d'animation culturelle de Rive-de-Gier; (77) 75-05-22).

DANSE

« Prudence ou les émotions subtiles », de Josette Baiz

Pour élaborer ce ballet au parfum scandaleux, Josette Baiz, ancienne danseuse du groupe Emile Dubois, lauréate de Bagnolet en 1983, s'est inspirée de l'univers du marquis de Sade.

Le spectacle, de style picaresque, joue sur le contraste entre les hommes, plutôt naïfs et patauds et des adolescentes style Lolita qui se prêtent à des semblants de sévices. La musique de Rameau se pervertit par le groupe contemporain Ricercar. L'ensemble est d'une beauté pleine de mystère. (Théâtre de Paris, jusqu'au 26 janvier, 20 h 30.)

LES SALONS DE LA ROSE CROIX-AMORC, 199 bis, rue St-Martin, 75003 Paris - 271.99.17 du mardi au samedi 14/19 h

L'ÉCOLE DE PARIS À MONTMARTRE CHASSENEAUX, DOBRINSKY, KREMEZNE, LELLOUCHE, LUBITCH, NAJITCH, BERTRAND PY, VOLOVICH 17 janvier au 6 mars 1985

GRAND PALAIS - SIGNES-ÉCRITURES dans l'art actuel de 11 h 30 à 18 h du 27 JANVIER au 3 FÉVRIER

Grand Palais - avenue Winston-Churchill

FIGURATION CRITIQUE 85 de 11 heures à 19 heures jusqu'au 26 janvier

FONDATION CALOUSTE GULBENKIAN Centre culturel postscript 51, avenue d'Iéna, Paris-16^e - 720-36-34

ARSHILE GORKI peintures - dessins 12 h à 18 h du lundi au samedi du 17 janvier au 23 février

MAISON DE L'UNESCO 119, avenue de Suffren, PARIS EXPOSITION INTERNATIONALE DE PHOTOGRAPHIE LA JEUNESSE DANS LES ANNÉES 80 Tous les jours de 9 h à 18 h sauf le dimanche DU 24 JANVIER AU 6 FÉVRIER 1985

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MNAM

Visites animations régulières, sauf mardi et dimanche, de 16 h à 19 h; le samedi, de 11 h, entrée du musée (troisième étage); lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

KANDINSKY. Jusqu'au 28 janvier.

DONATION LOUISE ET MICHEL LEHIS. Collection Kahawell-Loria - HOMMAGE À DANIEL-HENRI KAHNWEILER, marchand, éditeur, graveur. Jusqu'au 28 janvier.

PHOTOGRAPHIES CONTEMPORAINES EN FRANCE. Jusqu'au 27 janvier.

SHARON KIVLAND. Salon Photo. Jusqu'au 24 février.

CCI

DES OBJETS SANS PROBLÈME. Jusqu'au 4 février.

RFI

NOUS NAUONS PAS TOUJOURS CANT ANS. Exposition à Jean Paulhan. Jusqu'au 7 février.

QUELS LIVRES POUR NOÛL ? Bibliothèque des enfants, piazza. Jusqu'au 4 février.

LE CINÉMA CHINOIS. Jusqu'au 28 janvier.

OBJETS EN DÉRIVE. Atelier des enfants. Sauf dim. de 14 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 31 janvier.

Musées

WATTEAU, 1684-1721. Grand Palais, entrée place Clemenceau (261-34-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F; samedi : 15 F. Jusqu'au 28 janvier.

L'ÂGE D'OR DE LA PEINTURE DANNOISE, 1800-1850. Grand Palais, place Clemenceau (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F; samedi : 15 F. Jusqu'au 28 janvier.

ZHONGSHAN. Tombes des rois oubliés. Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F; samedi : 15 F. Jusqu'au 28 janvier.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6 x 13 de J.-H. Larigues. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (296-10-34). T.J. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

DESSINS FRANÇAIS DU XVIII^e siècle. Musée du Louvre, pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 avril.

ANÉANTISSEMENT DU GRAND LOUVRE. Actuel du projet. Orangerie des Tuileries, entrée côté Seine (265-99-48). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

LES PEINTURES DE HANS HOLBEIN LE JEUNE AU LOUVRE. Pavillon de Flore (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 avril.

ENRICHISSEMENT DU GRAND LOUVRE. Actuel du projet. Orangerie des Tuileries, entrée côté Seine (265-99-48). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

HELMUT NEWTON. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue de la République (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F; jusqu'au 27 janvier.

COLLECTIONS DE PHOTOGRAPHIES : Accrochage n° 1 (Bouba, Brail, Carlier-Breton, Charbonnet, Dolé, Kertész). Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 février.

GUSTAV MAHLER (1860-1911). Un homme, une œuvre. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 mars.

NEW YORK. Ateliers et ateliers - 5 / 5 FIGURATION LIBRE FRANCE/RUSA. Art et culture, musée moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 17 février.

DONATION REDON-TOULOUSE-LAUTREC : la baraque de la Goutte - L'ART DU ANCIEN ÉPIQUE DE LA LITTÉRAIE-PARIS DE CÉSAR A CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-11-11). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30; dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F; jusqu'au 10 février.

HIPPOLYTE, AUGUSTE ET PAUL FLANDRIN. Musée du Luxembourg, Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-le-Gros (720-55-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 avril.

ESTHÈNE POSTESTIENNE. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-le-Gros (720-55-46). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 avril.

APRÈS LA PLUIE, LE BEAU TEMPS. LA MÉTÉO. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue de Mahatma-Gandhi (bois de Boulogne) (747-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 9 F; samedi : 7 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 avril.

ACQUISITIONS RÉCENTES, 1982-1984. Musée instrumental du Conservatoire national supérieur de musique, 14, rue de Madrid (253-15-20). Du mercredi au samedi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 février.

FERDINAND BERTHOUD (1777-1877). Horloges mécaniques de la marine. Musée de la Marine, palais de Chaillot (553-31-70). Sauf mardi, de 10 h à 16 h. Entrée : 11 F. Jusqu'au 17 mars.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 juillet.

Centres culturels

LIVRES MIS EN SCÈNE par André Gide. Théâtre, 26, rue des Francs-Bourgeois, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 22 février.

PARCOURS DE ROGER ELIN. Théâtre du Rond-Point, avenue Franklin-Roosevelt (256-60-70). Sauf lundi, de 11 h à 20 h 30; dim. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 13 février.

HOMMAGE À RENÉ MAGRITTE. Centre culturel Walloon-Bruxelles, 127-128, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 février.

DEGAS. Le modèle et l'espace. Centre culturel Walloon-Bruxelles, 127-128, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 février.

SINE. Honoré 84. Mécénat Graphique Center, 49, rue des Mathurins (483-92-66). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier.

TRENTE-SIX ARTISTES D'AUJOURD'HUI pour Médias sans frontières. Chapelle de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital. De 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 mars.

VILLES D'EAU EN FRANCE. ENSA, 11, quai Malaquais (260-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 mars.

LES PREMIERS ÉLÈVES DE PEREYRE. 1854-1906. CRÉATION D'UNE VILLE THERMALE. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournay (633-90-36). Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 16 mars.

LE MONDE RENVERSÉ. Musée et musée dans l'histoire. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 6 février.

EDMUND KUPPEL. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 6 février.

PEINTURE : LA VOIE ABSTRAITE. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean. Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars.

ARSHILE GORKY. Peintures et dessins. Centre culturel allemand, 17, avenue d'Iéna (723-61-21). Sauf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 6 février.

CARL VISSE. Dessins et collages. Institut allemand, 121, rue de Lille (705-85-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 10 février.

BESTIAIRES ET LÉGENDES. M. Compagnon-H. Delcourt. American Center, 261, boulevard Raspail (335-21-50). Sauf dim. de 12 h à 19 h; sam. de 12 h à 17 h. Jusqu'au 2 mars.

TIRELLES. Objets d'art. De l'Antiquité au XIX^e siècle. Le Louvre des antiquaires, 2, place de Palais-Royal (297-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 7 avril.

VITRAIL RHONE-ALPES. Hall d'entrée du CNRS, 15, quai Anatole-France (555-92-25). Sauf sam. et dim. de 9 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 5 mars.

CRÉATIONS, mot finaliste pluriel. M.C. les Hauts de Belleville, 43, rue du Buisson (364-68-13). T.J. de 15 h à 21 h; dim. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 7 février.

GRAU/GUTIERREZ / ALVES / DEBOUT. 33, rue de la Boétie (563-46-55). Jusqu'au 8 février.

CHANTAL AUNE. Ministère des droits de la femme, 33, avenue d'Iéna (501-86-56). Sauf sam. et dim. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 1^{er} février.

VICTOR HUGO, grandes œuvres, grandes scènes. Cité internationale, 21, boulevard Jourdan (589-38-69). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F; jusqu'au 10 février.

PHOTO À PLEYEL. 252, rue de Faurbourg Saint-Honoré (563-88-73). Jusqu'au 4 février.

HOMMAGE À JEAN-PAULHAN. Maison de la poésie, 101, rue Rambuteau (236-27-37). Sauf dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 23 février.

SAINT-EXUPÉRY. 1908-1944. Archives nationales, 87, rue Vieille-du-Temple (277-11-30). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

DU NEUD AUX NOUAGES. 1, rue de la Figue (278-14-60). Sauf dim. et lundi, de 11 h à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 23 mars.

SAINT-EXUPÉRY. 1908-1944. Archives nationales, 87, rue Vieille-du-Temple (277-11-30). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

DE LA PEINTURE À L'ÉCRIT. Centre culturel Walloon-Bruxelles, 127-128, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf lundi, de 11 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 février.

HIER ET AUJOURD'HUI : Adam, Aberron, Aronson, Barthe, etc. Galerie Breton, 70, rue Bonaparte (326-40-96). Jusqu'au 2 février.

EAST VILLAGE, NEW-YORK : Albert, Fralley, Sandrow, Galerie V. Eders, 12, rue Saint-Martin (271-03-12). Jusqu'au 17 février.

MADE. Architecture, peinture, poterie, sculpture. Espace Donguy, 57, rue de la Roquette (700-10-94). Jusqu'au 2 février.

VOIR ET REVOIR : Bihonne, Bost, Eustache, Gauthier, etc. Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (277-74-59). Jusqu'au 23 février.

CORNEILLE. Œuvre graphique et peintures. Synart, 26, rue de Breteuil (366-63-50). Jusqu'au 13 février.

BRIGGS, BRISSE, BOUCHON, GAILLARD, LAFITTE, LE FLOCH, FROLET, THADEN, Espace C. Brequet, 10, passage Turquetil (379-14-43). Jusqu'au 23 février.

HOUSHIARY, ALLINGTON, Sculptures. - TATAPIORE, BROWN,

HARING, AITARD, peintures. Galerie Montmartre-Dolci, 31, rue Mazurine (354-85-30). Jusqu'au 17 février.

A PROPOS DE DESSIN. Galerie Adrien Maugé, 42-46, rue du bac (548-45-15). Jusqu'à fin février.

BARRY, KAWARA, LEWITT, MARIN, RYMAN, TORDINI, Galerie Yvon Lambert, 5, rue de la Grande-Sauve-Lazare (271-00-35).

CLAUDE HEILLU. Œuvres peintes et sculptures. Galerie, 30, rue Rambuteau (278-41-07). Jusqu'au 2 février.

JOSEPH BEUYS. Galerie Boncompagni, 23, rue de la Harpe (271-20-50). Jusqu'au 19 février.

CLAUDE BONIN. Vingt ans de peinture. Galerie Vainay, 22, rue de Seine (354-66-75). Jusqu'au 2 février.

FRANÇOIS BONNOT. Sculptures. Galerie Krieff-Raymond, 50, rue Mazurine (328-13-37). Jusqu'au 17 février.

CHRISTIAN BOUILLE. Galerie C. Chénou, 30, rue de Lisbonne (563-36-06). Jusqu'au 23 février.

GEORGE BRECHT. Galerie Bama, 48, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 12 février.

PIERRE BURAGLIO. Peintures. Galerie B. Jordan, 54, rue de Vercueil (296-37-47). Jusqu'au 30 janvier.

BRIGITTE CARDINAL. Œuvres et photos. Site-art présent, 10, rue Coquillière (508-38-60). Jusqu'au 31 janvier.

GÉRARD COLLIN-THÉBAULT. Bat-ear n° 3 et Danse n° 2. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Harpandins (277-63-60). Jusqu'au 2 février.

CHARLES COTTET, 1843-1945. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Harpandins (277-63-60). Jusqu'au 2 février.

LA ROCHE-CHATEL. 1870-1925. Musée de la Ville de Paris, 10, rue de la Harpe (277-63-60). Jusqu'au 2 février.

CHRISTIANE DURAND. Galerie Polaris, 25, rue Michel-le-Comte (272-21-27). Jusqu'au 3 février.

RAINIER FETTING. Galerie D. Tompion, 30, rue Bonaparte (272-14-10). Jusqu'au 30 janvier.

STIVAN FISCH. Galerie Panné, 6, rue Maréchal (770-39-59). Jusqu'au 2 février.

PATRICK GORDA. Galerie D. Tompion, 1, impasse Bonaparte (272-14-10). Jusqu'au 30 janvier.

RAMON HERREROS. Galerie Regard, 11, rue de la Harpe (272-14-10). Jusqu'au 30 janvier.

ALAIN HUBERT. Japs. Galerie de Neale, 4, rue de Neale (325-23-41). Jusqu'au 6 février.

LAURENCE. Peintures. Galerie P. Triquet, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 28 février.

PIERRE MABILLE. Peintures. Galerie G. Lavrov, 42, rue Bonaparte (272-71-19). Jusqu'au 20 février.

MAYO. Chapeaux sans de peintures. Galerie P. Triquet, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 28 février.

MOORE. Atelier 6, rue de la Harpe (272-14-10). Jusqu'au 30 janvier.

SEIGE FLAHERTY. Galerie P. Triquet, 4 bis, rue des Beaux-Arts (634-15-01). Jusqu'au 28 février.

JUDITH REIGL. Galerie de France, 52, rue de la Harpe (272-38-00). Jusqu'au 2 mars.

REINHOLD. Les deux sexes. La Rue, 14, rue de l'Abbaye (325-44-06). Jusqu'au 6 février.

DEUXIÈME. Galerie de France, 52, rue de la Harpe (272-38-00). Jusqu'au 23 février.

SAROLO. Galerie M. Meyer, 15, rue Guénégaud (633-04-38). Jusqu'au 2 février.

ANDREAS SENSER. Galerie M. Meyer, 15, rue Guénégaud (633-04-38). Jusqu'au 2 février.

HEIDRICH. Merveilles de la sculpture. Galerie R. Four, 28, rue Bonaparte (329-30-60). Jusqu'au 28 février.

TALANSIER. Galerie V. Schmidt, 41, rue Mazurine (354-71-91). Jusqu'au 31 janvier.

MARTIN VAUGHN-JAMES. Art contemporain, 22, rue de l'Odéon (633-49-24). Jusqu'au 31 janvier.

En région parisienne

BRITIGNY. Barre Hastings - Yvette Kordis. Centre G. Philippe, rue Henri-Dunant (084-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 9 février.

CORRELL-ESSONNES. Christiane Jacard. Papiers collés, CAC Pablo Picasso, 22, rue de la Harpe (272-14-10). Sauf dim. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30; dim. de 16 h à 19 h. Jusqu'au 13 février.

CRÉTEIL. Vera Smolky. Maison des arts André-Malraux, place Salvador-Allende (899-90-50). Sauf lundi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 30 mars.

POISSY. Le jour animal. Musée du Jout, 2, avenue de l'Abbaye (965-06-06). T.J. (sauf dim.), de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h 30. Jusqu'au 24 février.

FONTAINE. Images de la mer : les bateaux de Paul-Émile Pajot. Musée Toulouze-Dalou, 4, rue Lescure (038-03-60). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 11 février.

PIERRE. Dessins, gravures. Musée Pissarro, 17, rue de Châteaux (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 11 février.

SAINT-CYR L'ÉCOLE. Habitat la mer. C.C. Elsa Tricot, 11 bis, avenue Jean-Jacques (058-45-75). Jusqu'au 9 février.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES. La coupe dans la boue. Musée, villa Médicis, 5, rue Saint-Hilaire à La Varenne-Saint-Hilaire (886-33-28). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h; dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 février.

SÈVRES. Richesses de la céramique dans les musées de Picardie. Musée national de la céramique, place de la Manufacture (334-99-05). Sauf mardi, de 9 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 9 F; 4,50 F. Jusqu'au 6 avril.

VILLEPARISS. C.C. Jacques-Frédéric, place de Pétain (427-94-99). Mer. sam. et dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 27 janvier.

En province

AMIENS. Agnès Courtois : un fil de temps. Musée de la culture, 2, place Léon-Gautier (91-83-36). Jusqu'au 24 février.

MUSIQUE

Les concerts

[illegible]

GAUMONT COLISÉE - GAUMONT HALLES - STUDIO MÉDICIS - PAGODE
14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET PARNASSE - OLYMPIC ENTREPOT
CYRANO Versailles

LA CORDE RADE

TIGHTROPE. Avec CLINT EASTWOOD et GENEVIEVE BUJOLD, avec la participation de DAN HEDRA, ALISON EASTWOOD, JENNIFER BECK. Produit par CLINT EASTWOOD et PIERRE MARCIS. Musique de LÉONNE NISHAUS. Écrit et Réalisé par RICHARD TUGGLE.

MER

24. **Salle Gervais**, 20 h 30 : G. Poulet, E. Berchoff (Frank, Brahms, Beethoven).
 25. **Th. des Champs-Élysées**, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. J. Fischer (Kodaly, Stravinsky, Bartok).
 26. **Sorbonne, Grand Amphithéâtre**, 20 h 45 : Ensemble instrumental de Paris-Sorbonne, dir. J. Grimbert (Schütz).
 27. **Régence**, 18 h 30 : P.-F. Vallet (Liszt, Brahms, Rachmaninov).
 28. **Eglise des Billettes**, 21 h : Académie baroque de Paris, Juvenit Cantandi, dir. A. Barth (Handel).
 29. **FWA - Forum**, 16 h : M. Malanraio, A. Porcist.
JEUDI 24
 30. **Th. des Champs-Élysées**, 20 h 30 : Quatuor Guarnieri (Haydn).
 31. **Salle Pleyel**, 15 h : Quintette à vent des Concerts Lamoureux (Ravil, Ibert, Janáček); 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. Z. Meïza; chœurs de l'Orchestre de Paris, chef de chœur : A. Oldham (Haydn).
 32. **Eglise Saint-Médard**, 21 h : Orchestre de chambre Villermoz, dir. F. Villermoz (Bach).
 33. **Conservatoire Saint-Jules-le-Pauvre**, 20 h 30 : Ensemble de Violoncelles, dir. A. du Closel (Mozart, Miquel, Haydn).
 34. **192, rue Saint-Hippolyte**, 19 h : N. Gibiat, J.-M. Hovard, G. Verbe (Gerswain, Vivaldi, Haydn).
VENDREDI 25
 35. **Th. des Champs-Élysées**, 18 h 30 : Ph. Guinguano, M.-C. Schillinger (Boccherini, Paganini, Ravel); 20 h 30 : Orchestre National (Schubert).
 36. **Eglise de la Madeleine**, 20 h 45 : Chorale des JMF, Orchestre J. Barthe, dir. J.-L. Martin (Mozart).
 37. **Salle de la Fête de la messe**, 19 h 20 h 30 : ONCF, dir. Cl.-E. Nandrup (Massenet, Debussy, Berlioz).
 38. **Th. du musée Grévin**, 20 h 30 : M. de Maizière, E. Cooper (Bach, Mozart, Brahms).
 39. **Bisite**, 20 h : A. Yang, M. Nordmann (Faust, Duparc, Bach...).
Opéra
FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTRE (602-12-11), les 23, 25 et 26 h 30 : Barbe-Bleu.
Jazz, pop, rock, folk
ARC, Petit Auditorium (72-61-27)
 20 h 30, le 24 : Ph. Delestre.
ATMOSPHERE (249-74-30), mer. 20 h 30 : J. Buis (F. P. J. J.).
 E. Meil, jeu, 20 h 30 : C. Arnaud; ven. 20 h 30 : Arnaud; 22 h 30 : Tera; sam. 20 h 30 : Tull; 22 h 30 : Tera; dim. 20 h 30 : Tull; 22 h 30 : Jazz; mer. 20 h 30 : Jazz d'échappement; 22 h 30 : Dunes.
CAVEAU DE LA BRUCETTE (326-65-05), 21 h 30 : J. Jarry (dora, le 26); le 29 : Orphée Coloma.

voir *égérie* Saint-Médard le 24.

Th. des Champs-Élysées, 20 h 30 : Nœvel Orchestre philharmonique, dir. U. Ségel (Sibelius, Barok, Mendelssohn).

Radio-France, Grand Amphi-théâtre, 20 h 30 : Orchestre symphonique de la RTBF, dir. L. Hager (Mozart, Schumann).

Lacemare, 20 h : C. Fighetti, A. Renault (Mozart, Schumann, Martini...).

Lacemare, 18 h 30 : voir le 23.

Salle Gaveau, 20 h 30 : Orchestre de la Philharmonie polonaise de chambre, G. Czajkowski (Vivaldi, Drexli).

Institut polonaise, 20 h 30 : Delta Ensemble, dir. J. Slioger (Kearis, Heppner, Szwarc).

Salle Roxy, 20 h 45 : Triptyque (Ravel, Loeuier, Debussy).

Salle Gaveau, 20 h 30 : A. Fagot, V. Brihi (Chamaïnade, Faure, Debussy...).

Salle Carthier, 20 h 30 : E. Erlandsdottir (Mendelssohn, Schumann).

SAMEDI 24

Salle Pleyel, 20 h 30 : Citégo Symphony Orchestra, dir. G. Soliti (Mozart, Tchaikovsky).

Salle Gaveau, 20 h 30 : Orchestre de la Philharmonie polonaise de chambre, B. Czajkowski (Vivaldi, Mozart, Janiewicz).

Lacemare, 20 h : Trio d'Alsace-Provence (Boethoven, Faure).

Th. des Champs-Élysées, 18 h : E. Ameling, R. Jansen, Quanzor Vrijs (Faure, Debussy, Schumann).

Église Saint-Merci, 21 h : Trio de flûtes et harpe (Telemann, Haydn, Handel...).

Église Salomon, 18 h : T. Tenkamen, D. Flornoy, B. Vland (Marais, Haendel).

Église des Élisées, 20 h 30 : B. Kujlkin, C. Zebley, M. Muller, C. Roussier (Bach).

P. Rozier, les 24, 25, 26 : La Manque.

DUNOIS (584-72-00), le 25 à 20 h 30 : Keldaro Syle, les 26 et 27 à Parisant.

Le Marvieux ; le 26 : Jone contre jone.

L'ECUME (542-71-16), le 26 à 24 h : G. Meneux, J. X.

FITZ-CARRALL (236-13-14), lun. 21 h : F. Smedley, (L. 21 h : F. Smedley, R. Emond).

FNAC FORUM (261-81-18), le 26 à 17 h 30 : M. Soloy.

MEMPHIS MO. (523-60-73), mer. 21 h, 22 h, 23 h : A. Maters et T. 22 h : J. Chelby ; G. Chelby ; ven. 20 h : Roy Lega, sam. 18 h : G. Chelby ; 10 h 30 : mer. 21 h : N. Bienenju ; j. A. Lowman ; sam. 18 h : J. Bienenju, mer. 1 : J. Bonard ; dim. 10 h : M. Baudet.

MONTANA (548-93-08) (D.), 22 h : R. Urrugar.

MUSICALHALLS (261-96-20), 23 h : E. Barret, H. Texier, J.-P. Mât, A. Cooch, (dixit), le 24 à 23 h ; le 25 à 23 h : F. Lockwood, A. Colliez, T. Rabenau.

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, 23 h, 24 h : Djoia ; le 29 à Grillo.

PETIT JOURNAL (238-28-59), 21 h 30 : mer. : Watergate Seven + one jeu. : Big Boss Band ; vend. : River Boat + one sam. : Caldoria ; lun. mar. : S. Grap.

PETIT ORCHESTRE (236-01-36) 23 h : E. Lelam, G. Beck, C. Alvin, A. Romano.

PHILHON (776-24-26), 18 h, 18 h, 25, 26 : A. M. Tida.

ROSE BOMBON (806-59-68), 23 h, le 23 : Folles & Détaux.

LE SAINT (323-50-04), le 28 à 21 h 30 : Not.

SLUO CLUB (233-84-30) (D.), 21 h : P. Sellin, B. Vignier Saint, (dorm. 26 h) 22 h : Guin Swing Club.

LA TERNITE (337-74-39), 23 h, 24 h, 25 et 26 à 20 h 30 : TSF.

TROIS MAILLETS (534-00-79), mer.

Ensemble Saint-Mérril, 16 h : Ensemble G.-Fauré (J.-Ch. Bach, Schubert, Beethoven).
Orchestre des Champs-Élysées, 18 h 30 : Orchestre des Concerts Padeloup, dir. G. Devos (Moussorgski, Tchaïkovski, Stravinski).
Les Nouveaux, 17 h 30 : C. Pignani, A. Renault (Schubert, Schumann, Bach...).
Les Salles Gaveau, 20 h 30 : Quatuor Wilsaowski (Mozart, Meyer, Dvorak).
Les Nouveaux, 20 h 30 : Les Nouveaux
 M. Bastien, J.-P. Seogoyan, E. Brunet,
 M. Sadowsky.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-
 94-97), 21 h : Chansons françaises.
CC CANADIEN (351-357-73), les 24, 25
 et 30 h : L. Lesha.
Le Caveau, 21 h 15 (377-7146), les 23, 25
 et 30 h : P. Fernandez, Ph. Cune, et les 27
 et 30 h : Will et Toç; le 28 et 20 h 30
 F. Malin; le 29 et 20 h 30 M. Tassier, et
 le 30 h 30 F. Malin.

24 **SAINT-BASILE**, 17 h : **Le Pêcheur** (J.-F. Vasseur, P. Séchet, Th. Polet) (Bach).

THÉÂTRE XIV, 11 h : **Le Fillet** (Mozart, Schumann, Debussy).

Eglise Saint-Thomas-d'Aquin, 17 h 45 : **M. Mochi** (Frescobaldi, Vivaldi, Bach).

Eglise d'Assaise, 16 h : **G. et Ch. Andrianin**, J. Vassy (Mozart, Schubert).

Nouveaux de l'Assainissement publique, 15 h : **J. Devost, D. Selig** (Debussy, Ravel, Fauré).

Eglise des Héritiers, 10 h : **Ph. Lesant** (Bach, Burnside, Lubick).

Chapelle Saint-Louis de la Subletie, 17 h : **Ensemble de chambre** (Mozart, B.N. Andrianin (Mozart, Telemann, Bach...).

LUNDI 28

St Sulpice, 20 h 30 : **Quoniam Vox Nova**, J. Rouillière, J. Robin, H. Grémy, Chambolle, D. Henry, A. Pondepeyre, Ensemble vocal Gérard Gorge (Victor-S. Janssens, Schütz).

Lacourville, 20 h : **Trio d'Aix-en-Provence** (Boethoven, Fauré).

Radio-France, Grand Auditorium, 18 h 30 et 20 h 30 : **Cycle acoustique** (Cesear, Loeuillet, Lejeune).

Salle Pleyel, 20 h 30 : **Ensemble orchestral de Paris**, **Edouard Boubat** (Bach).

Th. d'Orange, 20 h 30 : **M. d'Amaré** (Gribou, Beethoven, Debussy...).

Ch. International, 20 h 30 : **Ch. Stigliani** (Bach).

Palais de la Suisse, 20 h 30 : **En. Hyperion** (*musique contemporaine*), **GERARD** (Schubert).

GYMNASÉ (246-79-79), 21 h, dim. 16 h : **Thierry Le Garçon**.

MARIE-STUART (500-80-10) (D., L.), 20 h 30 : **L. Klein**.

MOGADOR (285-28-80) (D. soir), 20 h 30, dim. et dim. 16 h 30 : **Bye-Bye Sémite**.

MUSÉE GUMIST (737-64-85), le 24 h 30 : **musique d'Autosil**.

OLYMPIA (742-25-49), (D. soir), 20 h 30, dim. 17 h : **G. Bécoul**.

PALAIS DES CONGRÈS (758-17-94), le 23 à 14 h ; le 26, 27 à 14 h et 17 h 30 : **Le 23** (D. soir), 20 h 30, dim. 16 h 30 : **Le 26** (D. soir), 20 h 30 : **Ch. Courme** (dern. le 22).

REX (293-60-98) (D. soir), 20 h 30, dim. 16 h : **J. Igouss** (dern. le 27).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), le 28 à 20 h 30 : **Le 28** (D. soir), 20 h 30 : le 27 à 14 h 30 : **Hollywood Paradise**.

La danse

LA DANSE (226-47-47), (D. soir, L.), le 20 h, 20 h 16 h : **Cie du Bijou** (dern. le 27), à partir du 29 : **Miss Kapur**.

PALAIS DES GLACES (607-49-93) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h : **Cie A. Germain**.

TH. DE PARIS (280-09-30), le 23, 24, 25, 26 à 20 h 30 : **J. Baiz**.

TH. PRÉSENT (203-02-55), le 23, 24, 25 à 20 h 30 : **Petites Pices ringardes** — le **Passer** de peils : le 26, 27 à 20 h 30, le 27 à 17 h : **à port de Symphonie**.

COSMOS 76 rue de Rennes 504.28.80

**8 CHEFS-D'ŒUVRE
DE L'OPÉRA Russe**

KATERINA ISMAILOVA / LA KHOMANTCHINA / DON JUAN
LE CONVITE DE PIERRE / VOLTA / LE PRINCE IGOR
LA DAME DE PIQUE / LA FIANCÉE DU TSAR / BORIS GODUNOV

•

distribués par les Films Cosmos

M. Chirac vole

M. Chirac ne dit pas non aux télévisions, herminettes privées, mais il estime qu'elles doivent se développer par comme un « relais » des réseaux câblés, préfigurant leur programmation, et sous le contrôle des sociétés d'exploitation de câble auxquelles sont associées les collectivités locales. Une position très proche de celle exprimée en son temps par le ministre des PTT, la mission « TV-câble », et même la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

Le maire de Paris a rappelé qu'il avait écrit dans ce sens au premier ministre le 30 novembre dernier. Et il cite la réponse de M. Fabius : « Toute décision devra prendre en compte la nécessité de respecter l'équilibre global de la communication, l'équilibre des interlocuteurs et des créateurs, l'évolution des techniques, la nécessaire développement de la création audiovisuelle et notamment : cinématographique française, les marchés possibles ainsi que le souci de ne pas porter atteinte aux programmes engagés concernant le câble et la satellite ».

QUI AURA SA TÉLÉVISION À PARIS ?

M. Jacques Chirac a rendu public la liste des candidats à une fréquence hertzienne d'essai.

vent Paris ou à un canal de son réseau câblé. Ce sont, par ordre de dépôt des candidatures, NRJ, UGC-Libération-RSCG, Europe 1,

les Editions mondiales, Pathecinema, le Figaro, Aquarius, TVL, Hachette (avec le Parisien libere), Canal 5, l'Express, le mouve-

ment international de la conscience noire. RATV, CTV la télé contact, Jean-Claude De-caux, Antène 1, Narcisse X 4,

MK 2, Top-Télévision.
D'autres candidats ont proposé de prendre en charge une partie du temps d'antenne ou

d'intervenir comme simples prestataires de services. Il s'agit de Voir, Bayard-Pressa, le Quotidien de Paris et le Quotidien du méde-

cin. et, enfin, « le Cabaret de Paris » avec Line Renaud.

(Pub. No. 6)

tous les usagers, auditeurs de radio et téléspectateurs à adresser leur soutien en apportant leur signature à ce manifeste qui sera déposé auprès de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

er l'Association générale des usagers de la langue
on des usagers et professionnels de l'information

...L'ADOLESCENT
...RIS

71, rue Ampère, 75017 PARIS

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26



Le maire de Paris, M. Chirac, a été élu à la tête de la capitale. Cette élection a été marquée par une campagne électorale intense, où M. Chirac a mis en avant son expérience et son engagement pour la ville de Paris. Ses adversaires ont tenté de le déstabiliser, mais il a su maintenir son leadership jusqu'au bout.

La victoire de M. Chirac a été accueillie avec enthousiasme par les Parisiens. Ils espèrent que son mandat sera marqué par des réalisations concrètes en matière d'urbanisme, de culture et de services publics. M. Chirac a promis de travailler pour le bien de tous les Parisiens.

Les échanges politiques ont été nombreux ces derniers jours. On s'attend à ce que M. Chirac entame rapidement ses premières audiences officielles. Ses décisions auront un impact direct sur la vie quotidienne des habitants de Paris.

Le scrutin a été très serré, ce qui reflète l'attachement des Parisiens à leur ville. M. Chirac a su gagner la confiance de la majorité des électeurs, ce qui lui ouvre de nombreuses perspectives pour l'avenir.

COMMUNICATION

DE L'AUDIOVISUEL au secours du câble

Autant d'arguments que M. Chirac retourne aujourd'hui contre leur auteur en mettant le gouvernement devant ses contradictions : « L'Etat veut-il ou non faire du câble ? Et sinon est-il prêt à en assumer les conséquences économiques en matière d'emploi et d'industries technologiques de pointe ? »

Priorité aux collectivités locales

Au-delà de cette accusation d'irresponsabilité à laquelle le gouvernement socialiste refuse de répondre, M. Chirac tient à défendre le rôle des collectivités locales dans l'initiative et l'organisation de la communication audiovisuelle. Le débat lancé sur les télévisions privées lui semble être un moyen de « remettre en cause le principe de décentralisation » reconnu par la loi de juillet 1982.

Le maire de Paris semble pourtant relativement embarrassé par la confusion de la situation. Assaili de candidatures pour des fréquences

hertzienne, il compte les transmettre à la Haute Autorité tout en affirmant que la société d'exploitation Paris Câble, doit jouer le rôle d'opérateur des télévisions locales privées. Le maire de Paris voudrait rester maître des futures télévisions parisiennes et les lier aux programmes de son réseau câblé, mais il ne veut pas porter la responsabilité du choix entre tous les candidats. Il suggère seulement de « donner la priorité aux groupements dans lesquels sont représentés les intérêts de la presse écrite et ceux de l'industrie du cinéma ».

Enfin, M. Chirac se lance dans une polémique complexe avec le gouvernement sur le nombre de fréquences disponibles sur Paris. M. Georges Fillard avait affirmé qu'il n'existait pas trois fréquences capables de couvrir dans de bonnes conditions toute la capitale. Autrement dit, une étude, l'Association nationale nouveaux médias les a pourtant trouvées, mais au prix de quelques changements d'antennes pour les téléscripteurs. D'autres fréquences plus accessibles aux antennes existantes sont, semble-t-il, possibles, mais il faudrait modifier les émetteurs ou déplacer les espaces réservés aux militaires. Engager le débat sur ce terrain ne paraît pas un grand bénéfice pour M. Chirac. Le manque de fréquences n'est-il pas un argument supplémentaire pour un câblage qui pourrait offrir une douzaine de chaînes dès le début de l'année prochaine à quelques dizaines de milliers de foyers parisiens ?

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

LE MONDE A L'ENVERS

C'est le monde politique à l'envers ! Un pouvoir de gauche qui vient d'introduire le ver de la « dérogation » dans le fruit de la communication audiovisuelle. Une opposition qui se redresse pour défendre les options qui prévalaient au gouvernement il y a encore quelques semaines. Un parti socialiste qui plaide pour l'initiative privée, un président du RPR qui veut garantir le rôle des collectivités locales.

La communication ce n'est plus seulement le loisir, la culture, c'est un secteur économique dont l'importance s'accroît. En prenant la défense du plan-câble, M. Jacques Chirac est cohérent avec une stratégie industrielle qu'il a toujours appuyée, comme avec le rôle qu'il veut voir jouer dans ce domaine aux collectivités locales. Il sera piquant de voir, dans les prochains jours, s'il est suivi sur ce terrain par des élus socialistes des grandes villes à cabinet, comme Montpellier ou Rennes. Le PCF, pour sa part, a toujours affirmé nettement son soutien au programme de câblage.

La position unique de la capitale pour toute opération de télévision nouvelle donne au maire de Paris un rôle central. Son engagement n'est pas à prendre à la légère. Et le Parti socialiste, qui entre lui aussi en lice, aura fort à faire pour justifier certains de ses revirements. Le rapport que va préparer pour le gouvernement M. Jean-Denis Brédin ne sera pas facile à établir.

Y. A.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 15 novembre 1984, M. CHAMPEAU Philippe, né le 22 juillet 1952 à Fourchambault (58) demeurant 47, rue Bourneau-Guénin à Neuilly-Plaisance (93360) a été condamné à 10000 F d'amende pour usage de marque sans autorisation. La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt par extrait dans le *Figaro*, le *Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 21 juin 1983, M. NIZARD Albert, né le 16 novembre 1931 à Tunis (Tunisie), demeurant à Paris (9^e), 30, rue du Faubourg-Montmartre, a été condamné à sept mois d'emprisonnement avec sursis et 20000 F d'amende, pour fraude fiscale et omission volontaire de passation d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Matin*, le *Figaro* et le *Monde* ;
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS (9^e) et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 71 (restaurant « Chez Bébert », boulevard du Montparnasse, à Paris, où M. Albert NIZARD exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 21 juin 1983, M. NIZARD Albert, né le 16 novembre 1931 à Tunis (Tunisie), demeurant à Paris (9^e), 30, rue du Faubourg-Montmartre, a été condamné à sept mois d'emprisonnement avec sursis et 20000 F d'amende, pour fraude fiscale et omission volontaire de passation d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Matin*, le *Figaro* et le *Monde* ;
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS (9^e) et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 33 « S.A. Elyées Marbeuf » de la rue Marbeuf à Paris où M. NIZARD exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 12 juillet 1983, M. DAVID Roger, né le 28 novembre 1938, à Paris (10^e), demeurant à Paris (9^e), 49, rue Richer, a été condamné à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis, pour fraude fiscale. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Matin*, le *Figaro* et le *Monde* ;
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS (9^e). Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 14 novembre 1984, M. HOFFMAN Léon, né le 19 juin 1921 à Kiev (Union soviétique) demeurant à Paris (9^e), 38, rue Bassano, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis pour délits de fraude fiscale et infraction à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger et non respectement de créances sur l'étranger. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Matin*, le *Figaro* et le *Monde*. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 21 juin 1983, M. NIZARD Albert, né le 16 novembre 1931 à Tunis (Tunisie), demeurant à Paris (9^e), 30, rue du Faubourg-Montmartre, a été condamné à sept mois d'emprisonnement avec sursis et 20000 F d'amende, pour fraude fiscale et omission volontaire de passation d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Matin*, le *Figaro* et le *Monde* ;
2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS (9^e) et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 2 « S.A. RICARDO » de la rue de Provence à Paris où M. NIZARD exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS
Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 21 juin 1983, M. NIZARD Albert, né le 16 novembre 1931 à Tunis (Tunisie), demeurant à Paris (9^e), 30, rue du Faubourg-Montmartre, a été condamné à sept mois d'emprisonnement avec sursis et 20000 F d'amende, pour fraude fiscale et omission volontaire de passation d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Matin*, le *Figaro* et le *Monde* ;
2^o L'affichage de cet arrêt, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS (9^e) et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 18 « S.A. Dupont Métropole », boulevard Montmartre, à Paris, où M. NIZARD exerce son activité. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE BOBIGNY

Par jugement en date du 9 mai 1984 aujourd'hui déposé, la 15^e Chambre du Tribunal de Grande Instance de Bobigny a condamné FILLETTE Edouard, né le 2 juillet 1923 à Martre (95), administrateur judiciaire démissionnaire, 28, rue Félicien-David à Saint-Germain-en-Laye (78) à la peine de vingt-six amendes de 200 F chacune pour infractions au code du travail commises du 19 au 26 janvier 1981 à Noisy-le-Grand. Pour extrait conforme. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE
Par jugement en date du 24 avril 1984, la 31^e Chambre 1^{re} Section du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale à quatre mois d'emprisonnement avec sursis, PIERARD-ROUZE Thierry, né le 15 septembre 1957 à Cambrai (59), vendeur-livreur, demeurant 250, avenue de la République à Lens (59160). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au *Journal officiel* et dans le *Monde* et le *Figaro*. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE
Par jugement en date du 9 février 1983, la 11^e Chambre 1^{re} Section du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale à six mois d'emprisonnement avec sursis, NANTY Gérard, Claude, né le 6 mai 1938 à Fontenay-sous-Fort (77300). Relations publiques, demeurant chez M^{me} Alice Sapich, 14, rue Jean-Ferrandi à Paris-6^e. Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au *Journal officiel*, dans le *Monde*, le *Figaro* et le *Matin* de Paris.

Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

CONdamnATION PÉNALE POUR FRAUDE FISCALE
Par jugement en date du 4 juin 1984, la 31^e Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale à la peine de huit mois d'emprisonnement avec sursis, MORIERA Roger, Doudou, né le 26 novembre 1937 à Paris-14^e, employé, demeurant 87, rue Pouchet à Paris-17^e. Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au *Journal officiel* et dans le *Monde*. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 23 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 40 *Série* : *Dallas*. Filouteries : Charlie, contrariée par la rupture avec sa mère, rend visite à Bobby.
- 21 h 25 *Série documentaire* : L'aventure spéléologique. Des rivières sous la jungle. Réal. G. Favre. Sous la jungle de Popocatepetl-Nouvelle-Guinée se dissimulent les plus grands abîmes de la planète. Des étendues aquatiques, des grottes, des rivières souterraines. Un spectacle naturel.
- 22 h 25 *Branchées musique*. *Special Prince*, extrait des films Purple Rain et Darling Nikki, séquences sur les fans.
- 23 h 10 *Journal*.
- 23 h 30 *C'est à lire*.
- 23 h 40 *Titty*, s'il te plaît, raconte-moi une puce.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 *Téléfilm* : L'une cuisine, l'autre pas. De R. Michaels, avec J. Bologna, S. Pleschke. Le patron d'une agence immobilière débordé entre sa jeune femme et son ex-femme, verse s'installer chez lui parce qu'elle ne peut plus payer son loyer. Quand le comique américain ressemble au théâtre de boulevard.
- 22 h 10 *Mémoires en direct* : Profession exorciste. Réal. J.L. Roy et J. Roy. Un reportage impressionnant, mais sérieux, qui, en cette fin du vingtième siècle, montre des croyances, des pratiques, qui remontent au Moyen Âge, envolements, exorcismes de Guy Lox.
- 23 h 10 *Journal*.
- 23 h 35 *Bonsoir les clips*.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 *Ring-parade* : Cadence 3. Emission de Guy Lox.
- 22 h *Journal*.
- 22 h 20 *Documentaire* : De la Basse Alsace à la Haute-Judo. Réal. B. Kurr.

Le portrait d'une région par Maud Vigée, poète, auteur d'essais et de journaux intimes : autour de trois axes : l'Alsace natale, l'Amérique en exil, et enfin l'Alsace. Jérusalem, lieu de rayonnement spirituel, place forte du judaïsme.

23 h 5 *Blues outre-mer*. Recto Carnaval 1984 : les perles noires de Gambiers.

0 h *Folles ordinaires* : Charles Bukowski.

0 h 5 *Prélude à la nuit*. L'invitation au voyage (poème de Baudelaire). J.-M. Duparc, interprété par U. Kelsenmann, baryton, D. Selig, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, *Dessin animé* : 17 h 11, *Fraggie rock* : 17 h 37, Le club des ymcs : 17 h 48, Contes pour Marie : 18 h, Vie régionale : 18 h 53, *Feuilleton* : Focouvert : 19 h 6, *Atout PIC* : 19 h 15, *Journal*.

CANAL PLUS

20 h 30, *Série* : Mill-Street blues : 21 h 15, *Série* : Soap : 21 h 50, Le Retour des agents très spéciaux, film de Ray Austin : 23 h 20, *Slam* : 0 h 6, *Survivance*, film de Jeff Lieberman : 1 h 36, *Série* : Robin des bois : 2 h 25, *Batman*.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 *Antipodes* : La littérature orale ténissienne. 21 h 39 *Mémoires*. Forum des percussions avec Steve Reich et le groupe canadien Nexus.

22 h 30 *Nuits magiques* : Bruits du monde.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 *Concert* (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Dances de Galand, de Kodaly ; Concerto pour violon et orchestre en H majeur, de Stravinsky ; Concerto pour orchestre, de Bartok, par l'Orchestre national de France, dir. J. Fischer, sol. A. Dumay, violon.

21 h *Les soirées de France-Musique* : dix-neuvième siècle, le schizzo dans tous ses états : œuvres de Schubert, Beethoven, Chopin, Mendelssohn, Schumann.

Jeudi 24 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 *Antiope 1*.
- 11 h 45 *La Une chez vous*.
- 12 h *Feuilleton* : Buffalo Bill.
- 12 h 30 *La bouteille à la mer*.
- 13 h *Journal*.
- 13 h 45 *A pleine vue*. *Série* : *Sixième année* : 14 h 45, La maison de TF 1 : 15 h 25, *Quarté à Vincennes* : 15 h 55, *Images d'histoire* : 16 h 30, *Documentaire* : Tintinart (Bach avait ses chaussons, diff. le 22) : 17 h 30, La chance aux chaussons.
- 18 h *Dessin animé* : Agnès et Sidonie.
- 18 h 5 *Le village dans les nuages*.
- 18 h 25 *Mini-journal* pour les jeunes.
- 18 h 40 *Série* : Papa et moi.
- 18 h 15 *Emissions régionales*.
- 18 h 40 *Cocorococobory*.
- 20 h 35 *Feuilleton* : Maria Chapdelaine. D'après L. Hémond, réal. G. Carle, avec C. Laure, N. Mancuso, C. Rich. Troisième épisode. - C'est l'automne à Peribonka, la sécheresse s'abat sur le village. Maria avoue enfin son amour pour François. Un conte borborygme peu lent mais bien joué.
- 21 h 30 *Les joues de l'information* : Éthiopie, l'état d'urgence. Magazine d'information d'A. Denvers, R. Pic, M. Albert et J. Decourcy.
- 22 h 45 *Journal*.
- 23 h 5 *Étapes* : la une. Emission de F. Mitterrand.
- 23 h 10 *Cinéma* : Un nommé la Rocca. Film français de J. Becker (1961), avec J.-P. Belmondo, P. Vancet, C. Kaufmann, J.-P. Darras, H. Virlojeux (N.). Un truand s'introduit dans la pègre marseillaise et se retrouve en prison pour dévaliser un ami condamné à la suite d'une machination d'un milieu. Début de Jean Becker avec l'adaptation d'un roman de Giovanni Saverio Saverio de la République à Lens (59160). Le tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au *Journal officiel* et dans le *Monde* et le *Figaro*. Pour extrait conforme délivré par le greffier soussigné à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 6 h 45 *Télévision du matin*.
- 8 h 30 *Feuilleton* : Escalier B, porte 4.
- 9 h 50 *SKN nordique* : championnat du monde.
- 10 h *Journal* et météo.
- 12 h 10 *Jeu* : L'accordéon des neufs.
- 12 h 45 *Journal*.
- 13 h 30 *Feuilleton* : Les amours des années 80.
- 13 h 45 *Aujourd'hui la vie*. *Special Victor Hugo*.
- 14 h 50 *Téléfilm* : Meurtre au 43^e étage. Coups de téléphone anonymes : un voyeur observe une femme avec un puissant télescope. Commence un long coucher.
- 16 h 25 *Magazine* : Un temps pour tout. De M. Carr et A. Valentini. Les fous du train.
- 17 h 45 *Récré A2*. *Poésie* : Les dévotions d'Espinal : Mes mains ont la parole / Lulu et Lili / M. Merli / Téléchat.
- 18 h 30 *C'est la vie* : l'astrologie.
- 18 h 50 *Jeu* : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 *D'accord, pas d'accord* (INC).
- 19 h 15 *Emissions régionales*.
- 19 h 40 *Le théâtre de Boulevard*.
- 20 h *Journal*.
- 20 h 35 *Feuilleton* : L'amour en héritage. D'après J. Krantz, réal. D. Hickox et K. Connor, avec S. Powers, L. Remick, S. Kesch. Quatrième épisode. - Seule et sans argent à New-York pendant la crise de 1929, Maddy trouve un emploi de vendeuse chez un couturier. Le sage des années folles est lancé. Une comédie d'Al-Baba, des décors baroques, un péplum bien mis en scène, des personnages stéréotypés.
- 21 h 40 *Carte de presse*. Magazine de la rédaction d'Automne 2, proposé par H. Chabrier et M. Hoxon. - Quand le soleil se lève à l'ouest. Huit ans après la mort de Mao, la Chine tourne-t-elle le dos aux rigueurs de l'idéologie maoïste ? Deux équipes de reporters sur les traces des contrebandiers, autour du trafic d'importation illégale d'objets de consommation : hifi, électroménager. Les nouveaux comportements des Chinois.
- 22 h 50 *Histoires courtes*. *L'évolution de la fraude et de sa répression dans le métro parisien*.
- 23 h 20 *Journal*.
- 23 h 45 *Bonsoir les clips*.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 17 h *Télévision régionale*. Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.

20 h 5 *Les jeux*.

20 h 35 *Le polar du soir* : la Stratégie du serpent. D'après la nouvelle de W. Irish, réal. Y. Boisset, B. Reven, avec J. Carmes, E. Darlan, A. Ferrel. (Rediffusion).

L'art et la manière de tuer son voisin. Sans que personne soupçonne qu'il y a eu crime. Se servir d'un serpent pour supprimer Georges, mari de Pauline, auquel cette dernière voue une haine implacable.

21 h 58 *Journal*.

22 h 5 *Cinéma* : Juste avant la nuit. Film français de C. Chabrol (1970), avec S. Andrian, M. Bouquet, F. Fier, J. Carmes. (Rediffusion). Un homme tue sa maîtresse au cours d'un jeu sexuel pervers. Elle était la femme de son meilleur ami. Il est rongé par le besoin d'avoir son crime. Chabrol a transformé dans un milieu bourgeois français un roman situé en Angleterre. Au thème de la culpabilité et de l'aveu rédempteur, il oppose fièrement les règles d'un milieu qui préfère ignorer un crime que dérange son ordre social. Les interprètes sont fameux.

23 h 45 *Folles ordinaires* : Charles Bukowski.

23 h 50 *Prélude à la nuit*.

A tes pieds, d'Edward Grier, interprété par Laurent Pottier au piano.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 de Michel Denisot : 8 h 50, Le Grand Pardon, film d'Alexandre Arcady : 11 h, La Justice des hommes, film de George Stevens : 13 h 5, *Jeu* : 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 15) : 14 h, *Pomme rouge*, film de Jean-Louis Comolli : 15 h 45, *Mémoire d'un bouillabaisse*, film de John Cassavetes : 17 h 30, Cabot Cadogan de l'ancienne : 19 h 30, 19 h 15, Tous en scène : 20 h 5, Top 50 : 20 h 30, Je sais que tu sais, film d'Alberto Sordi : 22 h 5, Le Dernier Nabab, film d'Elia Kazan : 0 h 5, *Slam* : 0 h 45, *Itinéraire bis* : 2 h 10, Les ateliers du rêve (documentaire).

FRANCE-CULTURE

7 h, Le goût du jour : 8 h 15, Les enjeux internationaux : 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Lorsque le Moyen Âge mit son dieu au tombeau (et à 10 h 50 : Le corps tel qu'on le pense) : 9 h 5, *Mémoires* : une vie, une œuvre : La Botie : 10 h 30, *Musique* : Mémoires : 11 h 10, *Réponses*, dit le maître : Le latin se porte bien : 11 h 30, *Feuilleton* : « Han d'Islande » : 12 h, *Panorama* : 13 h 40, *Poèmes et ateliers* : Maurice Brechard : 14 h, *Un livre, des voix* : Une éducation française : d'Odile Marol : 14 h 30, La RTBF (radio-télévision belge) présente : « Il n'y a plus de bonnes réponses, il y a parfois de bonnes questions ». Avec Michel Jovet : 15 h, *Dérives* : Les stratégies de l'amour : 15 h 30, *Musique* : Muséum : 17 h 10, Le pays d'été, en direct de la Creuse : 18 h, *Salvador* : Agnès : à 18 h 35, *La langue* : à 19 h 15, *Rétro* : 19 h 45 : à 19 h 25, *Jazz à l'ancienne* : 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : La traumatologie : 20 h, *Musique*, mode d'emploi : Heinrich Strobel, homme orchestre.

20 h 30 *Kluge* : les incantations de la raison, d'après « Les Fous littéraires » d'André Bizard.

21 h 30 *Musique* : Vocalys-Opéra 85, « Le Convive de pierre », d'A. Dargomyjski.

22 h 30 *Nuits magiques* : « Faust II avoir peur des gros bras ? »

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale : 9 h 8, L'œuvre en collages : 9 h 20, La suite des suites : Carl Philipp Emanuel Bach : Loin de la Cour, Hambourg : 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « La Chanson de Louis » : 12 h 30, *Concert* : œuvres de Haydn, Krommer, Leken, Ravel par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Armin Jordan, sol. J. Vandeville, hautbois : 14 h 2, *Reprises contemporaines* : musique subaquatique (Michel Rodolfi) : 15 h, Les après-midi de France-Musique : esthétique de la mélancolie : 18 h 2, Côté jazz : magazine de l'opérette : 18 h 30, *Jazz d'aujourd'hui* : le bio-notes : 19 h 15, *Réponses* : magazine de la guitare.

20 h 4 *Avant-concert*.

20 h 30 *Concert* (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : *Quatuor à cordes en ré mineur*, les Sept Dernières Paroles du Christ, de Haydn, par le Quatuor Garnier.

21 h 30 *Les soirées de France-Musique* : Georges Onslow : œuvres de Cramer, Méhul, Reicha, Onslow.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 23 JANVIER

- M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, participe à un « Face au public » exceptionnel sur France-Inter, à 19 h 20.

JEUDI 24 JANVIER

- M. Bertrand Delanoë, membre du bureau exécutif du PS et député de Paris, est invité à un « Face au public » exceptionnel sur France-Inter, à 19 h 20.

مكتبة من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNES

Quatre scouts dans un bateau

Leur bateau n'est pas le « fameux trois mâts » de la chanson et ils ne sont pas allés « jusqu'à San-Francisco ». François, Christian, Benoît et Hubert ont fait bien mieux : à bord d'un ketch en acier de 19,5 mètres baptisé *La Cavale*, ils ont réédité l'exploit des grands navigateurs ceinturant l'Amérique du Sud et l'Afrique en seize mois d'une croisière exemplaire. Partis de Saint-Malo en août 1983, ils ont rejoint la cité des corsaires le 13 décembre dernier, Dakar, Panama, Valparaiso, Le Cap, Djibouti et Athènes ont compté parmi les escales de ces grands scouts marins.

Bien qu'approchant la trentaine, les quatre équipiers se sentent encore très proches de l'idéal de Baden-Powell. Trois d'entre eux ont débuté leur carrière de loup de mer à l'âge de huit ans chez les scouts (1) : ils ont voulu aller vérifier sur place, à travers le monde, que la « grande famille scouts » à laquelle ils appartiennent depuis leur « promesse » est une réalité. Du Sénégal au Chili et de l'Afrique du Sud à la Réunion, ils assurent avoir rencontré effectivement les diverses composantes d'un « mouvement très uni », même s'il est soumis aux humeurs des différents régimes politiques.

Leur périple concrétisait un rêve commun scellé depuis longtemps. Ne pas fuir la société, qui ne leur a d'ailleurs pas mal réussi, mais « voir autre chose » — pas seulement la mer turquoise et les

cocotiers, — avant le plongeon définitif dans la vie professionnelle. Trois salaires d'ingénieur débutant et un de pharmacien (les leurs) pendant deux ans ont permis de réunir le budget nécessaire : 450 000 francs, achat du bateau compris, soit « le prix d'une voiture neuve par personne une fois le navire revendu », précise Benoît. Pour bien marquer leur refus de toute aventure sans retour, les quatre amis avaient précisément fixé les limites dans le temps de leur voyage : « *Cela me faisait presque mal au cœur de quitter mon boulot* », avoue Hubert, ingénieur informaticien de vingt-cinq ans, le benjamin de l'équipage, qui a obtenu un congé sans solde de l'entreprise qui l'emploie. Mais il ne se sent nullement déphasé en retrouvant Paris. Les hardis navigateurs ont laissé leur « rayé » pour adopter le « costume cravate » mieux porté dans les bureaux ou lors des entretiens d'embauche.

Mouillages sauvages

Leur grande traversée, expérience humaine passionnante, est pourtant bien plus qu'une suite de souvenirs. Ainsi, les mouillages sauvages dans les chenaux de Patagonie, région où le cartographie incomplète (zones laissées en blanc, pointillées pour figurer les côtes) rend difficile la navigation. Entre le Chili et l'Afrique du Sud, le périple a duré six semaines sans escale, marquées par une

mémorable épidémie d'hépatite virale causée par l'ingestion de moules crues offertes par les pêcheurs. *La Cavale* a doublé l'île Tristan da Cunha, isolée au milieu de l'Atlantique, sans pouvoir l'aborder à cause du gros temps. Par la radio, les quatre équipiers ont néanmoins pu entrer en communication avec un habitant et, grâce à une chaîne de radio-amateurs, donner de leurs nouvelles à leur famille en France. Juste avant le cap de Bonne-Espérance, une terrible tempête a failli provoquer le naufrage : mais dans l'eau par deux fois, bôme endommagée... Pendant les escales, ils ont vu la pauvreté, et, en bons scouts, sont venus en aide aux habitants lorsqu'ils le pouvaient, toujours confus de recevoir en retour des cadeaux. Un cochon vivant dans une île proche de Maurice, par exemple. Le plus étonnant n'est-il pas qu'ils soient restés bons amis après ces longs mois de solitude en mer ? Des algébrades, des brouilles, ils en ont vécu bien sûr, mais « c'est comme le mal de mer, raconte Benoît, ça passe vite », surtout lorsque survient un coup dur. Et puis au milieu de l'océan, il est difficile de partir sur un coup de tête. *La Cavale* des quatre scouts s'est donc achevée... à quatre. Ils semblent même prêts à repartir ensemble.

PHILIPPE BERNARD.

(1) Les Scouts de France, 23, rue Ligner, 75020 Paris.

AUTOMOBILE

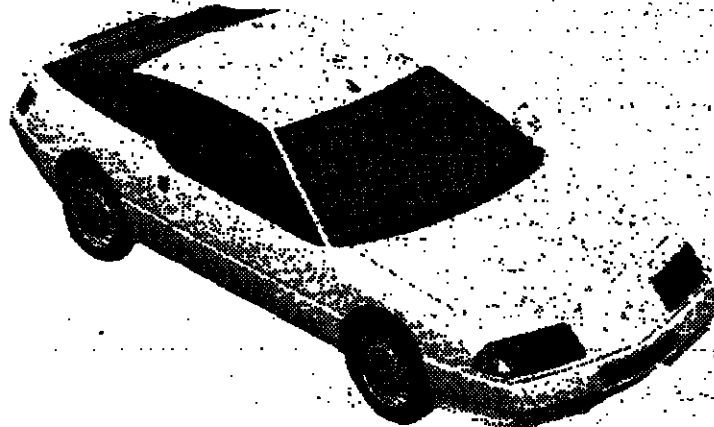
Renault : en avant la puissance

Poursuite de l'élargissement de la série supercar avec une turbo musclée, refonte complète du haut de gamme grand tourisme avec l'apparition de deux nouvelles Alpine. Renault tient plus que jamais à être présent sur des marchés où l'on trouve des clients passionnés et avertis.

C. L.



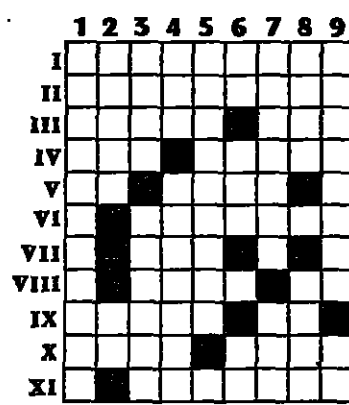
La Renault 5 GT Turbo, dont la silhouette a été nettement rabaissée au profit sportif, prend le 1 400 centimètres cubes avec turbine Garrett et échangeur air-air. On trouve à 5 750 l/m 115 ch pour un couple moteur (effort de traction) maximum à 16,8 mkg à 3 000 t/mn. Elle atteint les 200 km, en pointe. La Turbo GT, qui sera proposée à 72 000 F, est munie à l'usine de Dieppe et le sera plus tard à Flers.



Les Renault Alpine 6 seront, elles, proposées sous deux versions, avec ou sans Turbo : 2 849 centimètres cubes de cylindrée pour la V 6 GT (235 km/h en pointe avec 23 mkg de couple à 3 500 t/mn) et 2 458 centimètres cubes pour la V 6 Turbo (250 km/h en pointe et 29,6 mkg de couple à 2 500 t/mn). Trois ans avant d'adopter l'anti-plongée, caractère aérodynamique très ponctuel, les Alpine nouvelle version sont apparemment parvenues, au moins quant aux performances automobiles sur le papier, à la hauteur des sportives allemandes. Nous les verrons plus tard à la route. Pour l'instant, les prix des Alpine ne sont pas fixés. La 5 GT Turbo sera livrable à la mi-février et les Alpine en mars.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3888



HORIZONTALEMENT

I. Crise de nerfs. — II. Sont forts en calcul. — III. Sont souvent minimes. Petit bagage. — IV. Se fait dans la joie ou dans la tourmente. Lieu de repos des dieux. — V. Employé comme ancien. Habitude de minuit. — VI. Fait l'unité grâce à une voix. — VII. Émission destinée à toutes les oreilles. — VIII. Haut lieu de la « pêche ». Personnel. — IX. Important emploi du temps. Fleuve. — X. Précède l'arrivée des fauves. Participe à un soulèvement. — XI. Travaille en dilettante.

VERTICALEMENT

I. Un genre d'argus qui n'a pas toujours la cote. — 2. S'exprime par signe dans certains cas. Note. — 3. Gagnée par Héraclès, fut cause de sa perte. Ancien homme de lettres. — 4. Mer l'éclume aux lèvres. Faisaient facilement la noub. — 5. Maître de musique. — 6. Se suivent en ligne. Lettre grecque. Tête de chapitre. — 7. Un classement où la première n'a pas de prix. Terrain de mésentente. 8. Quelque chose d'éblouissant. Porte souvent la mitre. — 9. Pas à faire quand on a la peur du gendarme. Démonstratif.

Solution du problème n° 3887

Horizontalement

I. Carrefour. — II. Rieuses. — III. Égée. Zébu. — IV. Mules. Ere. — V. All. Assis. — VI. Ille. UO. — VII. LL. Frugal. — VIII. Laga. Tuba. — IX. Égoutiers. — X. Réunion. As. — XI. Espérance.

Verticalement

I. Crémallière. — 2. Aiguilles. — 3. Réelle. Coup. — 4. Rude. Faune. — 5. Es. Saur. Tir. — 6. Fex. Soutire. — 7. Osées. Gué. — 8. Bric-à-brac. — 9. Roues. Lasse.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 23 janvier 1985 :

DES DÉCRETS

● Du 22 janvier 1985 relatif au budget et au régime financier des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.
● Du 22 janvier 1985 fixant la classification d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

EN BREF

BIBLIOGRAPHIE

LA PAIX, PAS LA GUERRE. — Les éditions Avis de recherche viennent de publier un petit ouvrage de 136 pages, qui, sous le titre *Objection mode d'emploi*, propose à la fois un historique de l'objection de conscience des origines à nos jours, un guide pratique des démarches à effectuer pour bénéficier de la nouvelle loi sur le statut d'objecteur, et une enquête approfondie sur les réfractaires français. On y trouve aussi un panorama complet de l'objection de conscience dans le monde de l'Afghanistan à Z. comme Zimbabue et un agenda regroupant tous les textes officiels et cent cinquante adresses utiles classées par départements. L'auteur est Pierre Martail, avec la collaboration juridique de M. Jean-Jacques de Felice (vice-président de la Ligue des droits de l'homme), et M. Denis Langlois, à qui l'on doit les *Dossiers noirs de la police* et les *Dossiers noirs de la justice française*.

★ Editions Avis de recherche, BP 53, 75681 Paris CEDEX 18. 136 pages, 45 F. En vente également dans les FNAC et Librairies.

DROIT LOCATIF

CONSULTATIONS GRATUITES POUR LOCATAIRES. — La Chambre nationale des huissiers de justice organise, le samedi 26 janvier, dans les locaux des tribunaux de grande instance des consultations individuelles et gratuites sur les rapports locatifs. A Paris, ces consultations auront lieu de 10 heures à 19 heures dans la salle des référés du Palais de justice, 4, boulevard du Palais, à Paris (1^{er}).

LOTÉRIE

EINSTEIN = 4 000 000. — A cinquante-deux ans, la Loterie nationale change de look. Plus de tranches des « fleurs », des « semelles » ou des « moissons ». Les principales tranches de 1985 auront des références culturelles. Après celle du 9 janvier, qui marquait le 350^e anniversaire de l'Académie française, la tranche du 23 janvier sera consacrée à

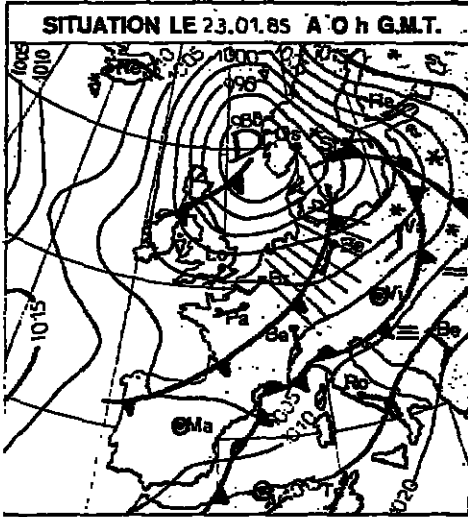
PARIS EN VISITES

VENDREDI 25 JANVIER

• L'Opéra, 15 heures, vestibule (Académie).
• Mobilier Renaissance à Carnavalet, 14 h 45, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).
• Belleville, 15 heures, métro Belleville (M. Banaassat).
• Le Marais, 14 h 30, métro Rambuteau (G. Botteau).
• La franc-maçonnerie, 15 heures, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
• Faubourg Saint-Germain, 14 h 30, métro Chambre-de-Deputés (Les Filaneries).
• Watteau, 16 heures, Grand Palais (M.-C. Lasserre).
• Le cœur de Paris, 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autrefois).
• Autour de Saint-Martin, 14 h 30, métro Temple (Paris pittoresque et insolite).
• Le Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Django Reinhardt. Puis se succéderont Bach, Jules Verne, Paul Fort, Einstein, Jules Renard, etc. Ces tranches anniversaires, qui porteront le nom de musiciens, d'écrivains ou de savants, seront dotées chacune d'un gros lot de 4 millions de francs. Parallèlement aux tranches anniversaires, les tranches classiques du zodiaque et de hippisme continueront leur existence. La chiffre d'affaires de la Loterie nationale, avec la création de la tranche de 1984 de l'été ou l'été, a augmenté de 170 %.

MÉTÉOROLOGIE



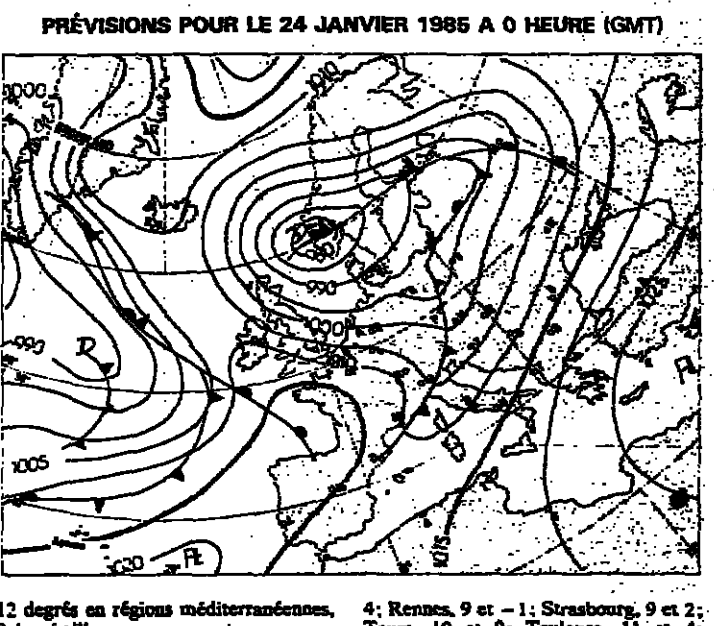
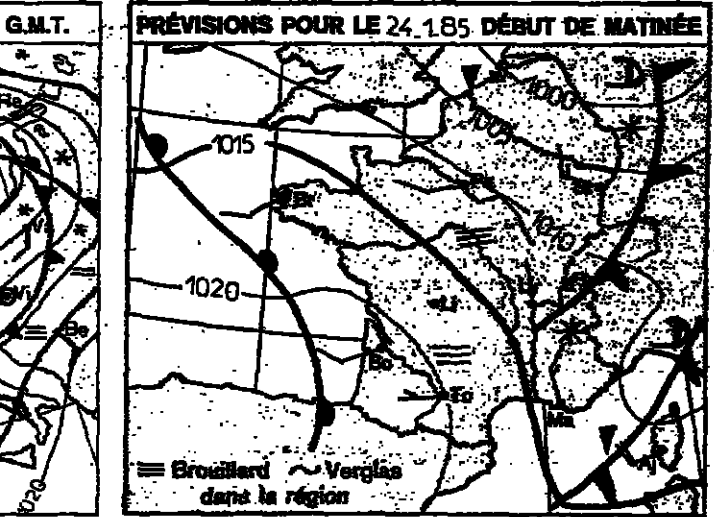
Evolution probable du temps prévue en France entre le mercredi 23 janvier à 0 heure et le jeudi 24 janvier à 24 heures.

Après l'évacuation d'un système perturbé et après un écoulement d'air froid dans un flux de nord-ouest, une nouvelle perturbation d'origine atlantique atteindra le pays.

Le matin, de l'instabilité persistera du Nord-Est aux Alpes avec des nuages et, sur le Jura et les Alpes du Nord, quelques flocons.

Des brouillards givrants seront observés du Nord au Bassin parisien, à la Normandie, au Massif Central et à Midi-Pyrénées. Le mistral, établi dans la nuit, persistera pour la matinée seulement.

Les nuages de la nouvelle perturbation s'étendront en début de matinée de la Bretagne à l'ouest de l'Aquitaine. Ils donneront un peu de neige à leur arrivée, des monts d'Artois au Limousin et à la Dordogne, de la pluie ensuite. Ce temps perturbé, avec précipitations, plus marquées au nord de la Loire, et vent modéré à assez fort de sud-ouest, gagnera progressivement une grande moitié Ouest. Les nuages associés s'étendront jusqu'à la Lorraine, au Morvan et aux Pyrénées aréoliques le soir. Plus à l'est, les éclaircies seront belles. En soirée, des éclaircies apparaîtront près de la Manche.



12 degrés en régions méditerranéennes, 9 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 23 janvier, à 7 heures, de 1004,2 millibars, soit 752,2 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 22 au 23 janvier) : Ajaccio, 19 et 9 degrés ; Biarritz, 14 et 8 ; Bordeaux, 14 et 6 ; Bourges, 11 et 1 ; Brest, 7 et 3 ; Caen, 9 et 1 ; Cherbourg, 5 et 2 ; Clermont-Ferrand, 12 et 5 ; Dijon, 8 et 3 ; Grenoble-St-M-H., 6 et 4 ; Grenoble-St-Geors, 6 et 5 ; Lille, 7 et 0 ; Lyon, 12 et 7 ; Marseille-Marignane, 15 et 13 ; Nancy, 10 et 1 ; Nantes, 9 et 0 ; Nice-Côte d'Azur, 10 et 10 ; Paris-Montsouris, 9 et 0 ; Paris-Orly, 9 et -2 ; Pau, 11 et 3 ; Perpignan, 15 et

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

POLICE

« DÉTOURNEMENT DE VÉHICULES »

A quoi servent les véhicules de la police nationale ? Ou, en d'autres termes, la police française a-t-elle hérité d'elle-même ? Telles sont les questions que pose l'Unité syndicale-police, organe de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), qui révèle pour la première fois l'état du parc automobile de la police nationale. Il apparaît, en effet, que la majorité de ses véhicules sont « banalisés », n'arborant aucun signe de couleur distinctif, et qu'une petite minorité seulement est identifiable à l'ensemble des estafettes des « TT », des automobiles de l'EDF ou des cars de pompiers.

Sur un total de 12 341 véhicules à quatre roues affectés à la police nationale, fin 1984, seulement deux mille véhicules « touristes » sont, selon le vocabulaire administratif, « identifiés police ». En mettant de côté 2 260 véhicules utilitaires (cars, pick-ups, voitures-secours), il reste donc 8 081 véhicules « touristes », dont rien ne signale l'administration d'origine, ni même qu'il s'agit de véhicules administratifs.

Cette situation est paradoxale puisque l'orientation du ministère de l'Intérieur, comme celle des autres polices européennes, est d'identifier la police à sa mission de police. De fait, alors que les effectifs de la police en tenue l'emportent sur ceux des corps en civil, c'est l'inverse pour le parc automobile, où les véhicules « en tenue » ne représentent que 16 % du total. Ce déséquilibre ne peut s'expliquer par des raisons d'efficacité policière. S'il est évident que les missions des renseignements généraux ou des services de police judiciaire spécialisés dans la lutte contre le grand banditisme réclament des véhicules « banalisés », évitant les risques de « repérage », ce ne saurait être le cas des missions de police générale. De plus, il est surprenant de constater que le nombre des véhicules affectés aux RG (8101) n'est pas loin de celui de la police judiciaire (1134).

Commentant ces chiffres, le secrétaire général de la FASP, M. Bernard Desjardins, estime que cette situation « profite à ceux qui détournent les véhicules à leur profit, à ceux qui utilisent le service public pour des tâches secondaires, sinon pour des services personnels ».

Au ministère de l'Intérieur, où l'on ne conteste pas les chiffres cités par la FASP, on se refuse à tout commentaire.

E.P.

L'INFORMATISATION DES COMMISSARIATS

Après avis favorable de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, un arrêté de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, publié au Journal officiel du 22 janvier, autorise « la création dans les commissariats de police urbaine, sous l'appellation « fichier des faits constatés », d'un système automatisé des infractions constatées dans chaque circonscription, en vue de faciliter les recherches opérationnelles et la production de statistiques ».

Environ deux cents commissariats — au lieu de quarante selon les prévisions initiales — doivent être équipés, d'ici à la fin de l'année, en micro-ordinateurs. Ce programme de modernisation, lancé sous la pression du Conseil constitutionnel, est complété par la constitution d'autres fichiers, visant notamment à la gestion opérationnelle des effectifs (le Monde daté 27 et 28 mai 1984).

LE MONDE
diplomatique

JANVIER 1985

LA GRÈVE
DES MINEURS
BRITANNIQUES

ETATS-UNIS :
COUTEUSE REPRISÉ
PERSISTANT DÉCLIN

EN VENTE I.F.F.
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU MONDE

Monsieur le Président de la République,

Depuis votre accession à la plus haute charge de l'Etat, vous avez souligné, à chacune de vos interventions de portée économique, l'intérêt de promouvoir la réalisation de grands équipements.

Vous avez décidé la création du Fonds Spécial de Grands Travaux et le lancement du T.G.V.-Atlantique.

Malgré cela, l'activité des 5500 entreprises de Travaux Publics a chuté de 21 % au cours de ces trois dernières années et 70 000 emplois ont été perdus.

Trop souvent la décision de soutenir l'investissement a été victorieusement combattue par ceux qui soutiennent la thèse: « nous n'avons plus les mêmes besoins ni les mêmes moyens, il est temps de faire la pause de l'équipement ».

La période de froid que nous venons de subir et qui aggrave encore la situation — déjà difficile — de nos entreprises montre pourtant la limite de nos équipements. Il suffit, en effet, d'une baisse de température un peu inhabituelle pour que la France s'aperçoive qu'elle est fragile.

Il y a quelques jours, certains Français ont été privés de courant. D'autres ont dû réduire leur consommation. Pourtant, notre programme de construction de centrales nucléaires a

été ralenti parce qu'il paraissait trop ambitieux.

Plusieurs ouvrages se sont révélés dangereux ou bien ont été interdits à la circulation. Un pont s'est même effondré. S'il n'y a pas eu de victimes, cela n'a été dû qu'à la chance. Des centaines de kilomètres de routes, en raison des barrières de dégel, sont interdites à la circulation des poids lourds. Les approvisionnements de toutes sortes sont ainsi gravement retardés.

Bientôt, avec le redoux, viendra le temps des inondations. Elles pourraient être évitées, à l'avenir, si de véritables ouvrages de protection étaient réalisés.

Monsieur le Président de la République, vous avez vous-même souligné, à plusieurs reprises, qu'un programme de travaux était créateur d'emplois sans incidences sur l'inflation.

Alors, pourquoi hésiter ?

En lançant un grand programme d'équipements dont les Français ont besoin, vous bâtirez la France de demain et sauverez les emplois d'aujourd'hui.

Oui, Monsieur le Président de la République,

**C'EST MAINTENANT
QU'IL FAUT AMÉNAGER LA FRANCE**

Jean-Louis GIRAL
Président de la Fédération
Nationale des Travaux Publics

ANNONCES ENCADRÉES	La semaine	La semaine
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25



 **Synthelabo**

Groupes Pharmaceutiques Français
recherche pour son Service Informatique et de
Montargis (100 km au Sud de Paris)
dans le cadre de la poursuite de l'action Informatrice

**RESPONSABLE
INFOCENTRE hf**

Avec une équipe de 4/5 personnes dont vous aurez la responsabilité et en étroite collaboration avec les études Développements et les utilisateurs, vous aurez pour mission :

- assistance, conseil et formation des utilisateurs,
- suivi des logiciels Informatrice AFL - SQL / DS - SAS - PROFS.
- recherche et développement de nouveaux logiciels.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez, si possible, une expérience dans le domaine de l'Informatrice. Vous avez de toute façon une forte motivation pour prendre en charge une telle fonction.

Aux qualités professionnelles devra être allié un goût du contact et de la communication.

Adresser votre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 06 à l'attention de Monsieur JONES -
SYNTHELABO
Z.I. Rue du Maréchal Juin - 45200 AMILLY.



OFFRES D'EMPLOIS

PARIS

Cadre confirmé de l'Assurance Vie

Un Groupe d'Assurances de premier plan renforce son équipe d'encadrement de la branche GROUPE en fort développement. Le cadre recherché sera chargé de la responsabilité des services de Gestion (primes, sinistres, contentieux...). Maîtrisant les techniques de l'Assurance Vie, & les Tois rigoureux & imaginatifs, il devra, avec le concours d'un encadrement compétent, faire évoluer les méthodes et procédures, innover en matière d'organisation et être le garant de la qualité du service aux clients. Rattaché à la Direction du Département, il sera intégré dans une unité disposant d'une large autorité et y exercera une activité alliant réflexion et réalisations concrètes, impliquant contacts avec clients, assureurs... Cette activité s'adresse à un diplômé d'études supérieures, ayant au moins 30 ans, apportant 4 à 5 ans d'expérience de l'ASSURANCE VIE (GROUPE de préférence). A moyen terme, elle offre des possibilités de carrière intéressantes dans le Groupe en France, et éventuellement à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 71675AM à R. VERDET, 5416-CEGOS, Tour Choronnoyeux, 204, rond point du Pont de Sèvres, 92216 BOULOGNE

sé
CEGOS

71675AM

Commune
de Danville-Bas-Lys
(230 000 habitants)

recherche Intermédiaire avec ré
sultats (Service Multi
niveaux (assurance, enca
drement personnel de service
certains locaux...)

Assurance candidature + C.V. +
photo à Monsieur le Maire
71190 DANVILLE-LES-LYS

INGÉNIEURS

ÉLECTROLIB SOFT et HARD
ÉTUDE LABO. Expérience
INGÉNIEURS Bio-médicaux
Expérience myone X
SOPRAS E.T.T. 358-93.

DEMANDE PROF. FR. LATIN
SUPPLIANT
ECOLE SAINT-MICHEL
ST-MARCEL T. : 374-79-62.

DEMANDES D'EMPLOIS

POUR VOTRE P.M.E.

SIETAM

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUD DE PARIS
recherche

INGENIEURS
DEBUTANTS ou D'EXPERIENCE

ref. 1317

génieur électrique ou génie mécanique pour mise au
point d'installations d'équipements automatisés.

CONDUCTEURS
DE TRAVAUX

ref. 1318

en électricité industrielle, ayant au moins 5 ans
d'expérience en préparation, suivi et mise en route
de chantiers d'électrotechnique B.T., sans du
commandement nécessaire.

Pour ces postes : déplacements France et
étranger, agréables souhaités.

Adressez C.V. et prétentions
sous la référence choisie à :
SIETAM - Service Montage
42 - 48, avenue du Président Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.

SOCIÉTÉ DE PRESSE **BANQUE PRIVÉE FRANÇAISE**

JOURNALISTES
responsables d'éditions locales, Librairie de rue, de presse, de livres-écrits, PARIS-10.

INFORMATIS
INGÉNIEURS DPS 8
Importants projets de technologies électroniques

INGÉNIEURS VAX 780
responsabilité systèmes et Centre de traitement

PROGRAMMEURS VAX 750
grande gestion en Baed, 28, r.

pour son Secrétaire d'Etat
Engagements un

COLLABORATEUR
confirmé Classe IV ou V
pour le recrutement
de ce service. La candidature
tenue devra avoir une
solidité éprouvée dans la
gestion des dossiers de crédits
et le suivi en phase des garanties
de la clientèle. Le candidat
aura de l'expérience dans le
domaine de l'organisation et la pratique
de l'informatique constituant
un atout apprécié. Les
candidats âgés de 30/35
ans adresseront leur C.V. et
préférences à
O.S.P.

Sauvage D. A.
64, rue du Solfer 75006 PARIS.

Line 42 à 4. Université, tribu-
gion, géo. expér. P.A.E. - 10
15, rue de la République, 1000
sation et développ. jurid., so-
cial, personnel, sans relations
commerciales

IMPORT-EXPORT.

Ecr. s/n° 8719 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES
15, rue de la République, 1000

J.H. 23 ans.

Prog. analyse E.P.S.I.
CORSE, G. L. C. O. S. C.
Recherche emploi ou stage.
Tél. 773-783-78
15-88-88

Cadre 47 ans, directeur d'usine
(20 personnes) avec atelier
d'usinage, pièces métalliques
pour moteurs, exploitation et
vente au comptoir, responsable
des achats, stocks, approches
et sale de produits finis.
fabrication, relations commer-
ciales, sociales, écono-
miques, au sein d'un direc-
torat, au sein d'un directeur, à
société plus importante dans
le secteur automobile.

Ecr. s/n° 8703 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSES
15, rue de la République, 75009 Paris

**capitaux
propositions
commerciales**

Nous sommes une Société
d'Import-Export avec bureaux
à Taipei (Taiwan) et Fribourg
(Suisse). Nous sommes spé-
cialisés en proposition et
exécution de tous les investis-
sants et nous cherchons de nou-
veaux partenaires sérieux pour
étendre nos activités dans vo-
tre pays. Toute personne ou
société sérieuse désireuse de
prendre contact par lettre
envoyer à : PM PROMOTION S.A.
Chemins de fer 11
CH-1782 VELARS-SV/GRANDE

Tél. 79-41-37/72-44-54
personne responsable :
M^{me} HEIMIG.

**propositions
diverses**

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés
à toutes et à tous avec
ou sans diplôme. Demandez
une documentation sur notre
revue spécialisée FRANCE-
CARRIERES (C 16)
B.P. 402 - 09 PARIS.

Les possesseurs d'emploi
à l'étranger sont nombreux et
vastes. Demandez une docu-
mentation sur la revue spécia-
lisée

CHEFS D'ENTREEE

L'Agence Nationale Pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commercial
- JOURNALISTES (presse écrite et parée)

F. RESPONSABLE AGENCE COMMERCIALE - 42 ans. Formation supérieure. Anglais, espagnol courants. Stages gestion export. Grande expérience commerciale. Gestion pour PME 200 à 500 personnes (budgets, négociations haut niveau, salons prof., expérience création filiale). Grande disponibilité.

OFFRE : services à toute entreprise désireuse ren-
forcer son activité par création ou développement
d'un nouveau centre de profit. Paris. R.P.
(Section BCO/CB 606.)

CONSEIL GESTION D'ENTREPRISE -
50 ans. Licence en droit. Expérience commerciale.
Institut de gestion sociale (1980). 20 ans ex-
périence pratique de gestion et de structuration de
groupes d'entreprises (négociations de rapproche-
ments, fusions, acquisitions, prises de participa-
tion). Bien introduit aux affaires internationa-
les, spécialisé dans implantations filiales à
l'étranger et sociétés étrangères en France.
Grande disponibilité.

OFFRE : collaboration à toute entreprise dési-
rant profiter de sa restructuration pour implanter des
établissements soit en France soit à l'étranger.
(Section BCO/CB 607.)

JEUNE FINANCIER - 30 ans. Diplômé
Sciences-Po Paris (CESTF). Maîtrise gestion.
2 ans expérience de gestion de trésorerie en valeur
de contrôle de gestion dans entreprise de 150 mil-
lions de C.A. filiale d'une multinationale. Remplir
l'utilisation informatique des relevés bancaires.
Bonne pratique de la comptabilité analy-
tique et budgétaire ainsi qu'à la présentation
anglo-saxonne.

RECHERCHE : situation dans direction finan-
cière d'une entreprise France entière et monde
étranger.
(Section BCO/MS 608.)

ANPE

ECRIRE AU TELEPHONE :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 05
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

[illegible]

SOCIAL

CONGÉS DE CONVERSION POUR TOUS LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES

Les défaillances d'entreprises :
+ 10,2 % en 1984.

Agro-alimentaire : 25,6 milliards de francs d'excédent commercial en 1984.

M. Michel Delebarre souhaite que les partenaires sociaux acceptent une approche rationnelle interprétée professionnellement sur une formule de « *contrat formation reclassement* » (CFR), dont pourrait bénéficier l'ensemble des licenciés économiques pour une durée à déterminer. Pour le ministre du travail, qui s'en est déclaré favorable déjà, il s'agit d'un contrat que le patronat et l'agencement du personnel s'engagent à signer, voire d'une généralisation des congés de conversion existant déjà dans les chantiers navals, dans la sidérurgie ou chez Citroën. Dans la convention de protection sociale des salariés de la métallurgie, les salariés de moins de quarante-cinq ans dont l'emploi est supprimé une formation de deux ans avec une garantie de ressources égale à 70 % du salaire brut mensuel antérieur.

Chez Citroën, les salariés licenciés de moins de quarante-cinq ans ont pu accéder « *à un contrat d'orientation-qualification leur permettant d'acquiescer une qualification complémentaire pendant une période de dix mois, tout en assurant le maintien de leur salaire* » pendant 70 % du salaire antérieur et de bénéficier d'une indemnisation égale à 70 % du salaire antérieur. « Face à

« Dégonfler » les statistiques

Suivant les modalités qu'une négociation permettra d'arrêter... sur la durée du CFR et sur le montant de la rémunération, qui pourrait être de 100 millions d'égards du salaire antérieur et six mois avec une indemnité correspondant à l'allocation de base actuelle (40,2 % du salaire antérieur plus 41,40 % par jour), le montant plus ou moins élevé de la prestation sera de 15 et 18 milliards en année pleine. Deux sources de financement devaient intervenir : l'UNEDIC, les salariés, les entreprises et l'Etat. Au lieu de cela, on a eu un décalage économique (après un décalage de carence) l'allocation de base, l'UNEDIC apporterait une contri-

bu-
tion de conversion ne s'imputant pas sur les indemnités de licenciement. Les licenciés qui, au bout de dix ou douze mois, se retrouveraient à l'heure convergeraient intelligemment l'absence de contribution de la part de l'assurance-chômage. D'ores et déjà, les partenaires sociaux se montrent intéressés par une telle discussion, bien que ce système risquerait d'être de l'ordre de 100 milliards. Il s'agit d'entrer en application au 1^{er} avril prochain par exemple. Il permettrait pendant un an, maximum de « dégonfler » les statistiques de 175 000 licenciés. A la fin de l'année, les élections des délégués syndicaux, législatives, l'intersécteur politique, sont évident. Reste à démontrer l'intérêt social et économique.

MICHEL NOBLECOURT.

MICHEL NOBLECOURT:

CONJONCTURE

LE PS A MI-SEPTENNAT

« La politique économique est bonne »

Il faudra plus que des décisions administratives pour régler le problème du trafic aérien en Chine : en 1984, la CAAC a transporté 650 millions de tonnes kilométriques de fret et de passagers, et ses prévisions pour cette année sont de 800 millions sur 170 liaisons.

Même le chômage n'a augmenté que de 38 % soit moins vite qu'ailleurs et le gouvernement socialiste a montré « un souci de prendre en compte les difficultés sociales ».

Pas de chiffres nouveaux — tous sont connus — pas d'états d'âme non plus (« l'effort demandé depuis trois ans est devenu encore plus pénible »).

C'est à peine si les responsables de l'économie du PS prennent à partie l'opposition sur les dénationalisations ou M. Giscard d'Estaing sur la suppression des ordonnances de 1945 (« ce qui n'est nullement nécessaire pour libérer les prix »). Le débat est voulu technique.

B. D.

R. D.

« Miracle » aux États-Unis

Les Etats-Unis ont connu un « miracle » économique. Telle est l'appréciation de la Maison Blanche, après l'annonce pour 1984 d'une croissance de 6,8 %, égale depuis trente-trois ans. Le taux avait atteint 8,3 % en 1951. Il avait été de 3,7 % en 1983.

L'économie américaine, après un *« creux »* à la fin de l'été et au début de l'automne, semble-t-il, en train de repartir. Le produit national brut (PNB) a, en effet, augmenté pendant les trois derniers mois de 1984 au rythme annuel de 3,9 %, ce qui est nettement plus élevé que l'estimation de 2,8 % établie en décembre. De juillet à septembre, le taux avait été de seulement 1,6 %. Toutefois, le PNB avait progressé de 7,1 % pendant le deuxième trimestre et de 10,1 % de janvier à mars.

Pour l'économiste en chef de la firme financière American Express, M. Allen Sinai, « il y a un processus puissant de renouveau : on assiste à une croissance plus forte que prévu, et à une inflation moins importante que prévu ». De fait, la hausse des prix du PNB n'a été en rythme annuel, que de 2,4 % au quatrième trimestre contre 3,9 % de juillet à septembre. Pour l'ensemble de 1984, le taux est établi à 3,7 % (3,8 % en 1983), ce qui constitue la

meilleure performance depuis 1967 (3 %).

Exprimé en dollars courants, le PNB américain a représenté 3 752 milliards de dollars (36 400 milliards de francs) à la fin de l'année. En dollars constants de 1972, il a été de 1 661 milliards de dollars. — (AFP, AP, Agéfi)

Les Européens unis pour enrayer la hausse du dollar

(Suite de la première page.)

étant en cours. Suivant ces théories, si le fameux « seuil » de 3,20 DM était enfoncé (à la hausse), la montée serait inexorable à 3,30 DM ou même 3,50 DM, soit 10,50 F à Paris.

L'usage de ces théories et de ces graphiques, que publie à Paris, par exemple, un organisme comme FIN-TREND (1), peut être mis en doute, mais force est de reconnaître qu'ils ont assez fidèlement retracé, *a posteriori*, l'évolution du dollar depuis plusieurs années. Dans la même ligne de temps, les prévisions des experts

l'automne dernier, le dollar a subi une dépréciation de 3,18-3,20 DM qui, pour l'instant, semble constituer un butoir. Un tel phénomène est observé avec une extrême rareté par les opérateurs des marchés financiers, et notamment sur l'énorme marché à terme de Chicago (IMM), scrutent religieusement leurs graphiques de pourcentages (charts). Pour le tracer, il se se décline sur deux grandes théories : celle de la parité du pouvoir d'achat, et celle de Nelson Elliott sur les « vagues rétrogrades », tracée à la hausse, donc à la baisse, et celle de Scholes, plus connue des économistes, sur les « vagues de la grande amplitude et de la longue durée ».

Or deux premières « vagues » de hausse ont été enregistrées, la première du début de 1980 à début 1981, de 1,72 DM à 2,55 DM, la seconde du début à la fin de 1983, de 2,38 à 2,80 DM, la troisième

aira », comme il avait été dit auparavant. Selon M. Pierre Bérégovoy, l'un des participants, il n'est pas question de faire baisser le dollar, surtout par une demande commerciale très abondante et une économie américaine à nouveau très vigoureuse (3,9 % de progression du PNB au quatrième trimestre), mais seulement d'éviter la spéculation par des interventions concertées « à tout le monde doit s'y mettre » et pas seulement les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne, qui ont le seul à intervenir depuis septembre dernier. Par ailleurs, la Grande-Bretagne, au plus haut niveau, a fait part de son inquiétude devant la hausse du dollar et la chute de la livre.

FRANÇOIS RENARD.

Enfin, fait nouveau, une certaine inquiétude est perceptible à Washington. L'ascension du billet américain, qui a entraîné une dévaluation des importations, qui menacent des pans entiers de l'économie américaine et risquent de déclencher des réactions protectionnistes. Ce phénomène, produit d'un effet de levier, a été analysé par le directeur de la Fed, Arthur B. Farnham, et par le secrétaire au Trésor, William French Wilcoxon. Les deux hommes ont convenu que la situation était grave et qu'il fallait intervenir sur le dollar. Quant à M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, il a déclaré que le rôle de l'endettement croissant des Etats-Unis sur le dollar pouvait ne pas être inéluctablement voué à l'échec, mais qu'il fallait que les Etats-Unis apparaissent, outre-Atlantique, notamment en ce qui concerne la réduction du déficit budgétaire : cela, aussi, ne relève plus totalement de la fiction.

FRANÇOIS RENARD.

(1) Originaire créé par M. Riccardo Turchio, avec le support de la DAFSA (Telecom) et de FINACOR, 11 rue de Valenciennes, 75001 Paris. Tél. : 260-37-05.

(1) Organisme créé par M. Riccardo Tutino, avec le support de la DAFSA (Telestar) et de FINACOR, 223, rue Saint-Honoré - 75001 Paris. TEL : 260-37-05.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR.		UN MOIS.		DEUX MOIS.		SEX MOIS.	
	+ les +		Rep. + en dep.	+ en dep.	Rep. + en dep.	+ en dep.	Rep. + en dep.	+ en dep.
S. E. U.	5,7125	5,7148	+ 180	+ 159	+ 338	+ 336	+ 725	+ 825
S. Can.	3,5622	3,5613	+ 36	+ 55	+ 83	+ 114	+ 214	+ 306
U. S. M. (1909)	3,2426	3,2426	+ 12	+ 12	+ 22	+ 22	+ 123	+ 171
Gen.	7,9424	7,9451	+ 131	+ 129	+ 217	+ 226	+ 538	+ 617
Fluor.	2,7024	2,7056	+ 101	+ 107	+ 192	+ 203	+ 545	+ 581
F. R. (1909)	15,2806	15,2868	+ 53	+ 14	+ 62	+ 3	+ 251	+ 10
S. F. S.	2,6856	2,6856	+ 12	+ 12	+ 22	+ 22	+ 123	+ 171
S. F. S.	4,9520	4,9520	+ 126	+ 153	+ 209	+ 370	+ 1.076	+ 995
S. F. S.	10,5788	10,5865	+ 197	+ 157	+ 332	+ 271	+ 685	+ 525

TAUX DES EUROMONNAIES

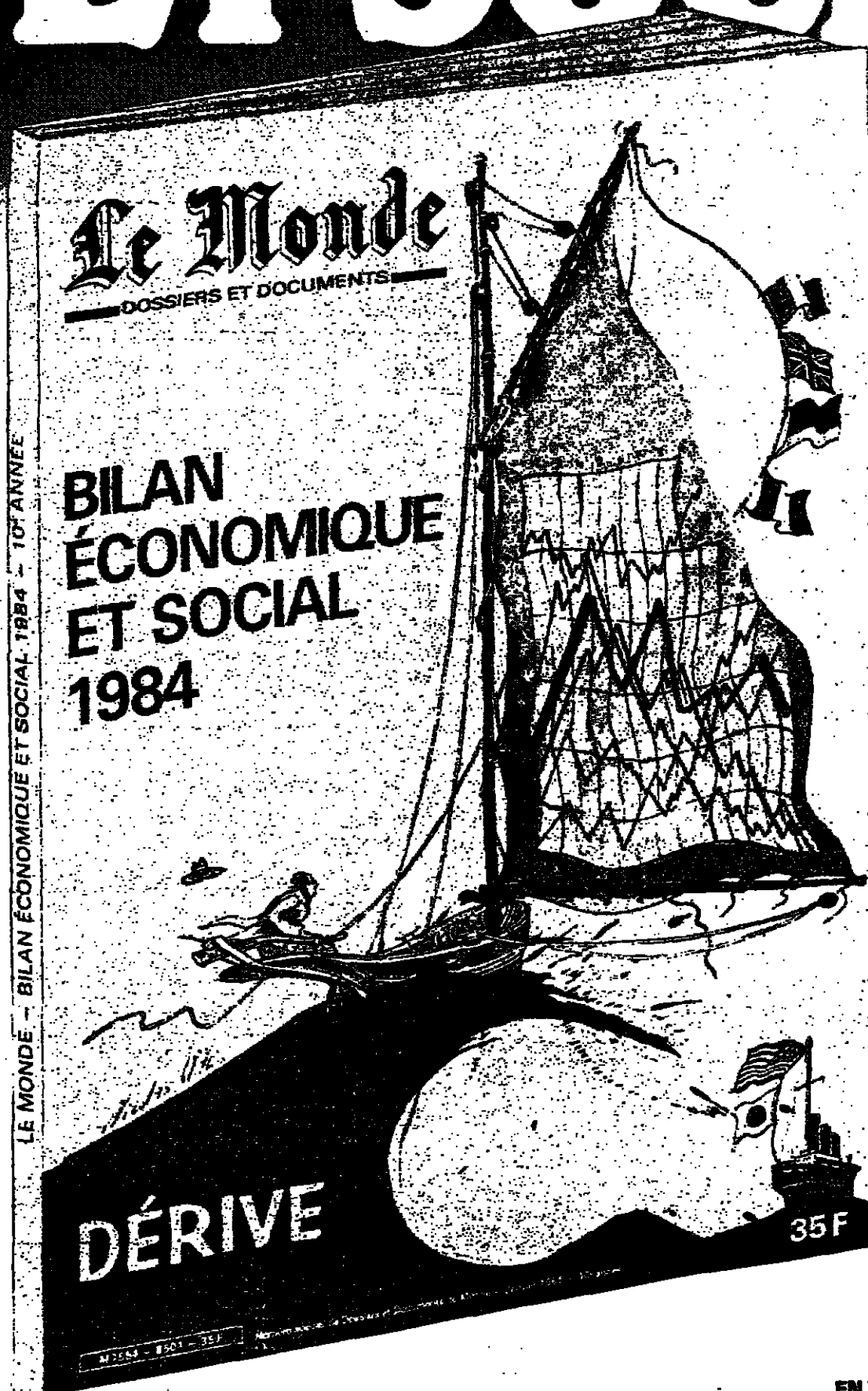
SE-U	8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 5/8	8 3/4
DH	5	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/8	5 1/8	5 1/8	5 1/8
SE	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
FE (500)	10	10 1/2	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
FE	1 7/8	2 3/8	5 5/16	5 7/16	5 1/4	5 3/8	5 1/4	5 3/8
FE (1000)	14	15	15	15	15	15	15	15
C	12	12 1/4	12 3/4	12 3/4	12 1/16	12 3/16	11 1/2	11 5/8
C. Franc.	10 3/8	10 5/8	10 3/8	10 5/8	10 1/2	10 3/4	11	11 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1984

THE AGONY OF

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 84



DÉRIVE

Le « Bilan économique et social » du Monde a dix ans. En 1975, le premier numéro décrivait un monde en état de crise après le premier choc pétrolier. La dixième édition, intitulée « Dérive », dresse en 196 pages un nouvel état des lieux et établit un constat : le retard de l'Europe par rapport aux Etats-Unis et au Japon dans la course au développement se creuse. La « dérive » européenne se précise d'alarmante façon.

Montée du dollar et niveau élevé des taux d'intérêt américains, rééchelonnement des dettes en Amérique latine, aggravation de la situation du tiers-monde, progression du chômage en Europe : autant de faits qui ont dominé l'année 1984 et qui sont analysés en profondeur et illustrés de nombreux tableaux et graphiques.

En France, l'austérité fait suite à la rigueur. Le « Bilan » analyse les grandes tendances de l'année et fait le point sur la politique des restructurations industrielles.

Enfin, les correspondants du Monde à l'étranger décrivent ce qu'a été l'année économique et sociale 1984 dans cent quarante-trois pays et présentent ainsi, avec cartes et graphiques, une véritable « radioscopie » de la planète, qui ne laisse pas de côté les départements et territoires d'outre-mer.

Le Monde
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

BON DE COMMANDE

BILAN ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL 1984

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE NO

NOMBRE D'EXEMPLAIRES(S) X 39,00 F (frais d'expédition inclus) = F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

EN VENTE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 35 F
ET AU « MONDE »

هكذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. LU : Soirs et lendemains de fête, de Jacques Lasserre ; La deuxième mort du général de Gaulle, par Maurice Duverger.

ÉTRANGER

- 34. EUROPE
- 4. AMÉRIQUES
- 4. DIPLOMATIE
- 5. AFRIQUE
- 5. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : Beyrouth a levé son opposition de principe à un redéploiement des casques bleus.
- 6. ASIE
- PHILIPPINES : 28 personnes, dont le chef de l'état-major, sont inculpées pour le meurtre de Benigno Aquino.
- INDE : les remous de l'affaire d'espionnage.

POLITIQUE

- 7. Le Parlement débat de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie.
- 8. M. Mitterrand à Grenoble.

SOCIÉTÉ

- 9. Du pétrole sous Notre-Dame ?
- 10. RELIGION : Rome veut imposer une nouvelle règle aux carmélites.
- 20. POUCE

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- 11-12. PHOTO : conversation avec Jacques-Henri Lartigue.
- 12-13. CINÉMA : les deux Marie, d'Anne-Marie Miéville et de Jean-Luc Godard ; un entretien avec l'auteur de *Je vous salue Marie*.
- 14. Une sélection.
- 18-19. COMMUNICATION : le débat sur la politique de l'audiovisuel.

ÉCONOMIE

- 24. Les congés de conversion pour les licenciés économiques.
- 26. AFFAIRES
- ÉNERGIE

89 FM à Paris

Allé « le Monde »
232-14-14
Mercredi 23 janvier, 19 h 25
Peut-on arrêter la hausse du dollar ?
FRANÇOIS RENARD
répond aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

RADIO-TÉLÉVISION (19)
INFORMATIONS
- SERVICES - (20):
Météorologie : Mots croisés : Journal officiel.
Annonces classées (22-23):
Carnet (23): Programmes des spectacles (15 à 17): Marchés financiers (27).

Le numéro du « Monde »
daté 23 janvier 1985
a été tiré à 444 613 exemplaires

AU CONSEIL DES MINISTRES

Les mesures de relance du bâtiment et des travaux publics

- Déductions fiscales supplémentaires
- Baisse des taux d'intérêt

Le plan de relance du bâtiment et des travaux publics, qui a été arrêté le 23 janvier au conseil des ministres, comporte plusieurs volets, essentiellement fiscaux et budgétaires destinés à accroître les mises en chantier qui se sont effondrées pour les logements du secteur privé.

Pour accroître la « demande » des ménages en logement, les pouvoirs publics ont annoncé une baisse d'un demi-point du taux des prêts d'accession à la propriété (PAP) qui passeront de 10,67 % à 10,17 %.

D'autre part, le gouvernement a décidé d'élargir nettement la possibilité qu'ont les contribuables de déduire de leurs impôts une partie des intérêts qu'ils paient sur les emprunts contractés pour acheter un logement.

Actuellement, la législation autorise une déduction de 25 % des intérêts sur les cinq premières annuités, si l'emprunt a été souscrit depuis le 1^{er} janvier 1984 ; s'il a été souscrit avant, la déduction est de 20 % sur les dix premières annuités. Les réductions d'impôts, auxquelles le système donne droit, ne doivent pas dépasser 9 000 F par ménage, plus 1 500 F par personne à charge.

Dans le cas où le logement sera destiné à être habité par le contribuable lui-même, ce plafond passera à 12 000 F pour les couples mariés et à 2 000 F par personne à charge. Cette mesure est valable également

pour les travaux d'amélioration si ceux-ci concernent l'habitation principale.

Troisième mesure fiscale : le relèvement du plafond de déduction fiscale pour les travaux d'économie d'énergie. Ce plafond de 8 000 F aujourd'hui passe à 12 000 F et de 1 000 F à 2 000 F supplémentaires par personne à charge.

M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a obtenu le feu vert pour une mesure qu'il préconise depuis six mois : la possibilité pour les détenteurs d'un compte d'épargne-logement d'utiliser leurs économies non seulement à l'achat d'un logement principal mais aussi à l'acquisition d'une résidence secondaire (mais ces deux possibilités ne sont pas cumulables). Les prêts locatifs aidés (PLA) prévus pour 1985 passent de 70 000 F à 100 000 F et le programme d'amélioration des HLM est augmenté de 20 000 F.

A l'égard du secteur des travaux publics, qui a traversé en 1984 une « année noire », le gouvernement va débloquer 700 millions de francs du Fonds spécial des grands travaux (FSGT). La quatrième tranche du FSGT n'a en effet été affectée jusqu'à maintenant que partiellement (4,5 milliards de francs, dont 2,68 pour les travaux publics sur une enveloppe globale de 6 milliards décidée fin 1984).

Le conseil municipal de Thio est dissous

Le conseil des ministres, réuni, le mercredi 23 janvier, à l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand a approuvé le projet de loi prorogeant jusqu'au 30 juin l'état d'urgence, qui avait été proclamé en Nouvelle-Calédonie par M. Edgard Pisani le 12 janvier. Sur proposition de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, il a aussi prononcé la dissolution du conseil municipal de la localité de Thio, située sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, où de nombreux incidents ont eu lieu depuis les élections territoriales du 18 novembre. Le maire de Thio, M. Roger Galliot, membre du Front national (extrême droite), était arrivé le jour même à Paris. Mme Georgina Dufort, porte-parole du gouvernement, a affirmé que le conseil municipal de Thio n'est plus en état de fonctionner à la suite d'un conflit entre le maire et les pouvoirs publics, et que les services municipaux ne sont plus assurés. Le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, a remarqué, pour sa part, que la visite de M. Jean-Marie Tjibaou, président du FNLC, en Australie avait permis au gouvernement australien de prendre position de façon « complète et positive » sur le plan exposé par M. Pisani. Il a ajouté que les pays de la région « comprennent et approuvent » l'effort du gouvernement français en Nouvelle-Calédonie. Il estime qu'il en est de même « dans les grandes capitales du monde ».

Dissolution de la FANE

L'essentiel des travaux du conseil des ministres a été consacré à l'adoption d'un ensemble de mesures destinées à soutenir l'activité et l'emploi dans le bâtiment et les travaux publics, à la suite de l'engagement pris par M. François Mitterrand, la semaine dernière à la télévision, et à permettre une reprise dans ce secteur.

Le conseil des ministres a également prononcé, sur proposition de M. Joxe, la dissolution de la Fédération d'action nationale et européenne (FANE). Cette association née nazie avait été dissoute par un décret du 3 décembre 1980, mais ce texte avait été annulé par le Conseil d'État pour « non-motivation » (le Monde du 22 janvier).

Mesures individuelles

Le conseil des ministres a, en outre, adopté une série de mesures individuelles : M. Jacques Bonnot est nommé président du conseil d'administration de la Caisse centrale de réassurance ; M. Suzanne Grévisse, conseiller d'État, est nommé président de la section sociale du Conseil d'État ; M. Georges Besse est nommé président-directeur général de la Régie nationale des usines Renault ; M. Guy Braibant, conseiller d'État, est nommé président de la section du rapport et des études du Conseil d'État. La nomination à ces fonctions de l'ancien collaborateur de M. Charles Fiterman - dont il avait été question au début du mois à propos du choix du nouveau président de la section du contentieux du Conseil d'État (le Monde du 5 janvier) - fait suite à un décret adopté par le conseil des ministres, qui transforme la commission du rapport et des études en section administrative. Cette nouvelle section est chargée d'étudier les propositions de réforme que le Conseil d'État présente aux pouvoirs publics. Elle réglera aussi les difficultés rencontrées dans l'exécution des décisions du Conseil d'État et des juridictions administratives.

● Giorgio Strehler souffrant. - Giorgio Strehler, retenu à Milan par une grippe ne pourra pas être à Paris pour les deux lectures de Dante prévues les 23 et 24 janvier à l'Odéon, à 18 h. Il est remplacé par le comédien Franco Graziosi, qui joue en soirée dans la même salle « Tempore ». C'est par erreur que le rôle de la femme dans cette pièce a été attribué à Elena Zo (le Monde du 23 janvier) il est en réalité tenu par Edmonda Aldini.

(Publicité)
5 Répondeurs
Dep. 820 F.
chez Duriez

GREES PTT. • Répondeur simple 870, ttc • Enregistreur sur mesure. Coupe des fin du message de votre correspondant. Vous gagnez beaucoup de temps à l'écoute : 1580 F ttc. • Consultable à distance par boîtier codé : 2590 F ttc. • Enreg. conversation téléphonique : 2680 F ttc. • Consultable à distance par boîtier codé et ou codé voc : 2940 F ttc. • Téléphones tous modèles, toutes couleurs, depuis 149 F ttc. • Duriez, 132, bd St-Germain, M^o Odéon.

MORT DU PEINTRE SOVIÉTIQUE VLADIMIR WEISBERG

Nous apprenons la mort à Moscou, le 3 janvier, du peintre soviétique Vladimir Weisberg, une des personnalités les plus marquantes du milieu artistique moscovite, à la fois parmi les officiels et les non-officiels.

Fils d'un disciple de Freud, qui était considéré comme le premier psychanalyste russe, Vladimir Weisberg avait fait ses études, interrompues par la guerre, à l'Institut d'art Sourikov.

Membre de l'Union des artistes soviétiques depuis 1961, il avait participé à la mémorable exposition du Manège, où Nikita Khrouchtchev avait stigmatisé violemment les artistes modernes, s'en prenant notamment au sculpteur Ernst Neizvestny. On voyait aussi, de temps à autre, les œuvres de Weisberg exposées dans les expositions de peintres non officiels.

A l'étranger, de nombreuses expositions eurent lieu depuis les années 70, notamment à Jérusalem en 1975, à Londres en 1977 et à Paris en 1979 au Salon des réalités nouvelles.

L'art de Weisberg, extrêmement personnel et élaboré, jouait avec toutes les gammes de blancs nus, pour créer une peinture figurative où le motif n'apparaissait qu'après un temps d'observation et d'accommodation. Dans son atelier du quartier de l'Arbat, Weisberg continuait à travailler, parfois bourru, parfois chaudement démonstratif, approfondissant cette quête d'une représentation impalpable de visages ou, le plus souvent, d'échafaudages de formes géométriques - sphères, cônes, pyramides... - qui l'avaient fait parfois comparer à l'italien Morandi.

LE PROFESSEUR LABORIT AURAIT DÉCOUVERT UN NOUVEL ANALGÉSQUE

Plusieurs organes de presse se sont fait l'écho d'une découverte du professeur Henri Laborit concernant une substance aux propriétés analgésiques puissantes. Ces informations reprennent pour l'essentiel une interview du professeur Laborit, publiée dans l'*Est Républicain* du 22 janvier.

Le professeur Laborit nous a déclaré être très surpris par tout le bruit fait autour d'une substance qui ne peut, en aucune manière, être aujourd'hui considérée comme un médicament. Cette molécule, nous a-t-il déclaré, est l'aboutissement de trois ans de travail. Nous avons déposé un brevet en décembre dernier. Aucun contre-indication n'a encore été signalée avec l'industrie pharmaceutique, et on ne dispose que d'un très court recul en ce qui concerne l'expérimentation animale.

Cette substance semble être un analgésique très puissant, explique le professeur Laborit, mais on pourrait également la présenter comme un anti-inflammatoire, un anxiolytique ou un anti-épileptique. Il est absurde d'isoler le seul aspect antidouleur dans la mesure où cette molécule agit des niveaux fondamentaux de l'organisme. Un tel produit pourrait notamment diminuer la résistance immunitaire de l'organisme, ce qui limiterait son utilisation.

J.-Y. N.

CAPELOU
EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE
Repêches pour leurs robustesse et dimensions PEU ENCOMBRANTES, se sont en 1 ou 2 places litige (65, 80, 120 et 140). Matelas bulle, lattes ou polyether. Style ou moderne. Grand choix en exposition.
37 Av. de la République - PARIS 11^e
Métro: Parmentier - Parking sécurisé
Tél. 357 46 35

EN AVANT LA MUSIQUE AVEC VOTRE ORDINATEUR

Sur le vif Calin chagrin

L'autre jour, il était 5, 6 heures du matin, je me levais les dents dans la salle de bains, et qu'est-ce que j'entends à la radio ? Une voix qui dit : si vous êtes encore au lit, faites-le donc un petit câlin, elle préfère ça à la chose du machin, à en croire une enquête menée auprès de ses lectrices par une journaliste américaine.

Exact. Le titulaire du courrier du cœur le plus populaire des États-Unis a posé carrément la question : s'il vous serait dans ses bras en vous murmurant des mots d'amour sans vous faire l'amour tout court, est-ce que vous vous en contenteriez ? Répondez par oui ou par non. Ça n'a été qu'un cri, répercuté par 90 000 cartes postales. Oui à 72 %.

Et attention, parmi ces notations du bon vieux : « tu m'aimes ? - je t'aime », il n'y a pas que des femmes sur le retour fatiguées d'avoir trop joué à la bête à deux dos et aspirant à un peu de repos. Au contraire. Elles sont jeunes, pour la plupart. Elles ont moins de quarante ans. Et elles se sentent frustrées, grugées, flouées.

Mettez-vous à leur place. Qui a fait les frais de la fameuse révolution sexuelle ? Cherchez pas. Ce sont elles, encore une fois. Elles ont manœuvré comme des pieds. Sous prétexte de droit

au plaisir, elles se sont fait un devoir de passer à l'acte chaque fois qu'un type les invite à partager l'addition d'un steak frites au snack du coin. Pas vu, pas pris. Au revoir et merci. Alors, elles restent sur leur faim. Bien obligées.

Pendant des années elles ont fait la leçon aux hommes, une leçon d'anatomie. Planchées à l'appui : zozzies innombrables et zones érogées. Prières de suivre le pontillev d'un doigt expert, d'un doigt précis. Ils se sont appliqués, ils se sont recycés. Et voilà qu'on les recalc à nouveau à l'examen du plaisir partagé sous prétexte que la bande son n'est pas à la hauteur de la bande image.

Outre-Atlantique, où ce sondage a fait un bruit de tous les diables, ils sont furax, les hommes ! Ils drôlent, ils appellent à la révolte. Au point que le chroniqueur du *Chicago Tribune* y est allé à son tour de sa question : et vous, qu'est-ce que vous préférez : faire l'amour avec votre femme ou faire la fête avec vos copains ? Il croûte sous le couteur, lui aussi. Le dévouement n'est pas terminé. Mais les premiers résultats ne sont guère encourageants. Les femmes sont très largement perdantes. Pour ne pas changer.

CLAUDE SARRAUTE.

Un diplomate polonais est prié de quitter la France

Le ministre des relations extérieures a confirmé mercredi 23 janvier, sans autre précision, qu'un membre de l'ambassade de Pologne à Paris avait été prié de regagner son pays.

Selon des sources proches de la DST, le diplomate, M. Janczak, qui figure comme troisième secrétaire sur la liste du personnel de l'ambassade et est âgé de trente-trois ans, a été interpellé le lundi 7 janvier dans une rue de Paris alors qu'il venait d'aborder un immigré polonais qui lui remettait des documents. Il s'agit apparemment de documents concernant la comptabilité du « comité de coordination de Solidarité » à Paris, qui entretient des liens étroits avec les responsables clandestins du syndicat en Pologne.

Selon un proche de ce comité, les seuls documents de cette nature sont ceux qui ont été emportés, il y a deux ans, par d'anciens employés du comité au moment où une scission est intervenue en son sein. Cette scission s'est produite après que des responsables de Solidarité clandestine, en Pologne, eurent fait savoir qu'ils avaient des doutes quant à la

fiabilité de l'un des membres du comité, qui a dû le quitter à ce moment et fut suivi par quelques autres.

De source proche de la DST, on indique que la recherche de documents comptables à laquelle se sont apparemment livrés les services polonais pourrait servir à établir un dossier contre M. Seweryn Blumstajn, qui fut longtemps le responsable du comité de coordination à Paris, et s'apprête à présent, à rentrer en Pologne, bravant l'arrestation qui le menace. (M. Blumstajn, ancien militant du KOR, explique ses intentions dans un livre, *Je rentre au pays*, qui doit sortir incessamment en librairie.)

A l'ambassade de Pologne à Paris, on affirme tout ignorer de l'affaire, et on indique que M. Janczak se trouve toujours à son poste. De source française, on décrit M. Janczak comme un officier du ministère polonais de l'intérieur, occupant un rôle important dans les services de renseignement en France. Son départ est considéré comme imminent.

● Le procès Antonov s'ouvrira en mai. - Le procès de Sergueï Antonov, accusé de concours actif dans l'attentat contre le pape Jean-Paul II, s'ouvrira en mai, a annoncé à Sofia son avocat, M^o Consolo.

● Démenti du HCR. - Le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) de l'ONU nous fait savoir que, contrairement à ce que nous avons écrit sur la foi d'une dépêche d'agence (le Monde du 23 janvier), le gouvernement soudanais n'a jamais réclamé son assistance pour évacuer les falachas réfugiés dans l'est soudanais.

Le porte-parole du HCR à Genève, M. Léon Davico, nous demande également de préciser que « le HCR n'a été nullement impliqué dans le « pont aérien » dont il a été fait mention » (à propos de l'évacuation des falachas éthiopiens).

● RUGBY : la FFR rembourse. - Les billets vendus pour le match France-Pays-de-Galles du 19 janvier qui a dû être reporté restent valables pour le 30 mars. Toutefois les personnes qui souhaitent être remboursées peuvent en faire la demande avant le 11 février, à la Fédération française de Rugby. Celle-ci étudie d'autre part « un schéma de réorganisation pour l'utilisation du Parc des Princes » avec la ville de Paris afin d'éviter le renouvellement de l'incident provoqué par le gel de la pelouse.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant.

Exceptionnellement, jusqu'au 4 février (dimanche excepté), reprise de votre vieille voiture

5.000 F MINIMUM
quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion

- 10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris. Tél. : 531.16.32. Métro : Félix-Faure.
- 50, bd Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 589.49.89. Métro : Porte d'Orléans.
- 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 208.86.60. Métro : Jaurès.

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers.

francesco
smalto

SOLDE
DE 30 A 50 %

HOMME
44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
HOMME ET FEMME
5, PLACE VICTOR-HUGO
275, RUE SAINT-HONORE

du jeudi 24 au samedi 26, de 9 h 30 à 19 heures
nocturne jeudi jusqu'à 22 heures

A B C D F G H

les militaires philippins
avant la justice

« N... le... »

« N... le... »

« N... le... »

« N... le... »

« N... le... »

« N... le... »

« N... le... »

« N... le... »